

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Une période se clôt, une nouvelle s'ouvre...

(notes du secrétariat international
de la IV^e Internationale)

Dossier :
**Transition écologique
et économie « verte »...**

N° 109

Nouvelle série (n° 715) - Septembre 2021 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Premières notes du secrétariat international préparatoires à la discussion du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale** p. 3
- **Annexe : Extraits de la déclaration du bureau politique de l'OCI (20 août 1971)** p. 9
- **Palestine — Sur tous les territoires de la Palestine : un seul peuple se lève** p. 13
- **DOSSIER — Biens communs, transition écologique et énergétique, économie « verte » — Présentation** p. 19
- **Annexe 1 — Gérard Bloch : Projet de résolution sur « l'écologisme »** p. 21
- **Annexe 2 — « Radio, science, technique et société », discours de Léon Trotsky au Premier Congrès des Amis de la Radio (1^{er} mars 1926)** p. 25
- **Eolien, transition écologique et capital** p. 29
- **Finances et économie verte** p. 35
- **Multinationales et « green attitude »** p. 41
- **L'empreinte énergétique et environnementale du numérique et des « technologies vertes »** p. 47
- **L'étroitesse du marché mondial et l'impasse d'une supposée « transition écologique »** p. 53
- **L'Amazonie et le Pantanal : la déforestation au service du capital financier international** p. 59

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Premières notes du secrétariat international préparatoires à la discussion du X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

LE secrétariat international (SI) a décidé la tenue d'un congrès mondial de la IV^e Internationale — dont on ne peut pas encore fixer la date. Cette note vise à alimenter la discussion des sections de la IV^e Internationale.

Il faut en effet assimiler pleinement les bouleversements majeurs qui s'annoncent et la nouvelle situation qui s'ouvre.

« L'heure de la disparition des programmes nationaux a sonné le 4 août 1914. Le parti révolutionnaire du prolétariat ne peut se baser que sur un programme international correspondant au caractère de l'époque actuelle, celle du couronnement et de l'écroulement du capitalisme. Un programme communiste international n'est nullement une somme de programmes nationaux ou un amalgame de leurs traits communs. Il doit prendre directement pour point de départ l'analyse des conditions et des tendances de l'économie et de l'état politique du monde, prises **comme un tout**, avec leurs liens et leurs contradictions, c'est-à-dire avec la dépendance mutuelle opposant ses composantes entre elles. A l'époque actuelle, infiniment plus que pendant la précédente, le sens dans lequel se dirige le prolétariat au point de vue national doit et ne peut se déduire que de la direction prise dans le domaine international, et non pas vice versa. C'est en cela que consiste la différence fondamentale qui sépare au point de départ l'Internationale communiste des diverses variétés de socialisme national » (1).

Cette appréciation de Léon Trotsky en 1928 est aujourd'hui d'une brûlante actualité : non pas pour dissoudre la situation du moment présent dans la perspective générale, mais pour rendre possible, à partir de la perspective générale, l'analyse de la situation présente dans toutes ses particularités.

Une période se clôt. Une nouvelle s'ouvre avec des conséquences que l'on ne peut pas encore mesurer, à l'échelle mondiale comme dans chaque pays. Toutes les relations politiques et institutionnelles sont bouleversées.

1.- Pour comprendre la portée du retrait des troupes américaines de Kaboul, il faut le relier à la lettre adressée le 8 septembre par Janet Yellen, secrétaire d'Etat au Trésor, aux élus du Congrès (2). Elle les y exhorte à relever le plafond de la dette. Tout retard, écrit-elle, mettrait

« les Etats-Unis dans l'incapacité de s'acquitter de leurs obligations pour la première fois de leur histoire (*et*) causerait probablement des dommages irréparables à l'économie américaine et aux marchés financiers mondiaux ».

Difficile de dire plus clairement que la décision de désengagement américain ne se limite pas à un ajustement d'ordre militaire de l'armée américaine, mais constitue une expression majeure de la crise de tout le système de domination impérialiste. Impossible de l'isoler du basculement du monde et de sa dévastation par les gangs des monopoles impérialistes. Neuf millions de personnes meurent de faim chaque année dans le monde ; le nombre de réfugiés chassés de leurs terres par la guerre et la misère atteint le chiffre hallucinant de 82,4 millions (selon le HCR) (3).

Après la chute de l'URSS et la disparition de l'appareil international du Kremlin, l'impérialisme américain a dû concentrer sur lui l'ensemble de la tâche contre-révolutionnaire. L'impérialisme américain a décrété la mise en place d'une coalition pour la guerre contre le terrorisme (Irak en 1991, Afghanistan en 2001, de nouveau Irak en 2003). En réalité, une guerre de terreur contre tous les peuples. Le retrait

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, janvier-juillet 1928, tome I (2^e série), « Projet de programme de l'Internationale : critique des thèses fondamentales » (28 juin 1928), éd. ILT, page 212.

(2) Lettre au Congrès de Janet Yellen, secrétaire américaine au Trésor, dépêche *Agence France-Presse* du 8 septembre 2021.

(3) Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), données consultables sur le site www.unhcr.org

d'Afghanistan traduit l'incapacité à poursuivre dans cette voie. Car les Etats-Unis sont contraints de bander toutes leurs forces pour affronter la concurrence à laquelle sont soumis leurs monopoles sur un marché mondial sursaturé, afin de se donner les moyens de la compétition qui l'oppose à la Chine.

L'un des éléments majeurs de la nouvelle situation mondiale est l'état de décomposition des Etats-Unis mêmes, où s'approfondit le fossé qui sépare et oppose l'immense majorité de la population aux tenants de l'ordre en place. D'un côté les putschistes du Capitole et de l'autre les manifestations « Black lives matters ». Les Etats-Unis ne peuvent et ne veulent plus assurer le rôle de gendarme mondial sous la forme avec laquelle ils l'ont assuré depuis 1945. Joe Biden a été très clair : « *Il s'agit de mettre fin à une ère d'opérations militaires majeures visant à remodeler d'autres pays.* »

Les dirigeants de l'impérialisme américain ont donc estimé qu'ils ne disposaient plus des moyens pour assurer la « stabilité » et « l'ordre ». Par-là même, ils précipitent la dislocation de toutes les relations politiques établies depuis 1945 et plongent dans la panique leurs « alliés », notamment les vieux impérialismes d'Europe.

Une nouvelle étape vient d'être franchie : celle qui voit se clore la période ouverte en 1945 et qui voit les vieux empires se fissurer les uns après les autres sous la pression combinée de la résistance des peuples qu'ils oppriment et de la classe ouvrière de leurs propres pays.

2.- Après le déchaînement de la barbarie impérialiste de la Deuxième Guerre mondiale, une vague révolutionnaire s'est développée à l'échelle de la planète. L'impérialisme américain a dû monter en première ligne pour sauver le système capitaliste avec l'aide précieuse de la bureaucratie du Kremlin et de la social-démocratie.

La vague révolutionnaire en Europe a été contenue au prix d'importantes concessions, notamment à la classe ouvrière des pays européens, des concessions qui sont devenues les références de toute la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

La lutte de libération du peuple chinois dirigée par le Parti communiste chinois (PCC) contre l'impérialisme japonais a débouché en 1949 sur la constitution de la

République populaire de Chine, rompant la subordination à l'impérialisme et expropriant le capital.

C'est le début de la lutte de libération nationale au Vietnam contre le colonialisme français, qui y subira une défaite ainsi que plus tard l'impérialisme américain.

Ce sont les soulèvements en Algérie du 8 mai 1945 et de Madagascar en 1947, qui seront violemment réprimés par le colonialisme français. Ce sont les mobilisations en Inde qui déboucheront sur l'indépendance en 1947, mais qui sonneront aussi la fin du système colonial britannique. Ce sont des mouvements de masse en Amérique latine.

Dans cette situation d'après-guerre, sous l'égide de l'impérialisme américain, sont mis en place les accords de Bretton Woods pour « réguler » l'économie mondiale sous son contrôle, et la création de l'ONU, cadre de collaboration avec la bureaucratie du Kremlin.

Mais les acquis arrachés par l'action des masses, entre 1944 et 1947, n'ont cessé d'être défendus par la classe ouvrière et les peuples opprimés durant des décennies. Dans cette nouvelle phase, les questions posées — et non résolues —, la question du pouvoir, vont ressurgir dans toute leur puissance face à la marche à la barbarie qu'engendre le maintien du système impérialiste.

3.- La cause fondamentale de cette situation se trouve dans la crise de décomposition du système capitaliste et dans la marche à la dislocation du marché mondial.

Marx écrivait : « *La limite du capital, c'est le capital lui-même.* »

Constitué par le capital dans sa phase ascendante, le marché mondial, à l'époque de l'impérialisme, est trop étroit pour le capital lui-même. Il ne peut absorber toute la masse des capitaux qui doivent se valoriser, aboutissant à une suraccumulation et à une saturation. Une masse de capitaux doit donc s'orienter vers la sphère spéculative et les capitaux fictifs.

Cela génère de nouvelles sources de crises, comme celle des subprimes en 2008, qui s'inscrivent à leur tour dans un processus général de destruction des forces productives, dont la réalisation finale se concentre sur la dévalorisation et la destruction de la force de travail.

Déjà, en 1971, dans sa fuite en avant pour la défense de ses intérêts, l'impérialisme américain, au détriment de ses « alliés », avait décidé de mettre un terme à la convertibilité or/dollar, portant un coup majeur aux accords de Bretton Woods qu'il avait lui-même mis en œuvre. En érigeant le dollar en monnaie d'échange internationale, il concentrait par-là sur lui toutes les contradictions de l'économie capitaliste en crise, avec les conséquences destructrices pour l'appareil productif des Etats-Unis lui-même.

Les échéances sont là. Biden a d'ailleurs justifié le retrait américain de Kaboul pour se concentrer sur la Chine. Les développements de la production en Chine, sur la base de la surexploitation des travailleurs, inonde le marché mondial. La délocalisation en Chine par les grands trusts, pour abaisser le « coût du travail » et garantir le profit, renforce cette dépendance de l'impérialisme à l'égard de la Chine. C'est de cela que Biden veut s'extirper. Mais toutes les tentatives faites par son prédécesseur Trump d'avoir recours au protectionnisme ont échoué. Rien ni personne ne peut empêcher les monopoles impérialistes, qui ont besoin de la profondeur de l'ensemble du marché mondial pour se déployer, d'orienter leurs investissements vers l'Asie.

Cela provoque une situation apparemment contradictoire, car si l'impérialisme américain est dépendant de la Chine, cette dernière l'est également à l'égard des Etats-Unis pour accéder au marché mondial, aux échanges mondiaux avec le dollar comme monnaie mondiale. La bureaucratie chinoise est prise en étau entre la pression qu'exerce l'impérialisme américain et l'existence d'un prolétariat en Chine de centaines de millions de travailleurs.

Mais il n'y a pas que la Chine : tous les gouvernements, notamment ceux des vieux impérialismes d'Europe, comprennent que l'offensive des Etats-Unis va brutalement s'exercer par un soutien à ses trusts, à la conquête de segments du marché mondial et donc à leur détriment. Depuis, Biden a annoncé la constitution d'une alliance stratégique Etats-Unis/Australie/Royaume-Uni contre la Chine. Le Premier ministre australien a déclaré que les Etats-Unis allaient leur fournir des sous-marins à propulsion nucléaire, rompant un contrat de 25 milliards d'euros avec la France. La Chine a dénoncé violemment cette alliance comme

un acte de guerre. Le gouvernement français proteste vigoureusement, mais n'y peut rien. C'est là une indication pour tous les vieux impérialismes européens du fait que dans cette nouvelle situation, les Etats-Unis vont s'en tenir strictement à la défense de leurs intérêts au détriment de leurs « alliés ».

Face à l'étroitesse du marché mondial, à la concurrence, l'impérialisme en crise doit s'ouvrir de nouveaux marchés, et ce en utilisant la question de l'écologie — c'est la prétendue « transition énergétique », la « green » économie du plan Biden —, entraînant à l'échelle mondiale la liquidation de branches entières de l'industrie devenues non profitables. C'est une gigantesque destruction des forces productives (ce numéro de *La Vérité* publie un dossier sur cette question).

C'est l'occasion pour le capital, afin de contrer la baisse tendancielle du taux de profit, de s'attaquer à la force du travail par des licenciements massifs et par la remise en cause des conquêtes et acquis. Le capital doit s'engager dans une offensive destructrice pour aggraver toutes les conditions d'exploitation. Il faut que tout ce qui a été concédé depuis des décennies (conquêtes de 1945 en Europe, celles des indépendances dans les pays dominés) soit irrémédiablement détruit pour préserver « l'ordre mondial » : codes du travail, retraites, santé, écoles, services publics. Ce faisant, il mine les assises sur lesquelles ont été reconstruits les Etats bourgeois, tout particulièrement en Europe.

4.- Lors de notre secrétariat international d'avril 2021, nous avons axé nos travaux sur le combat contre le « consensus » qui se dessinait dès les premiers mois de la pandémie. Dans le n° 108 de *La Vérité* (mai 2021), nous citons des extraits du rapport qui y avait été présenté (pages 3 à 15). Le rapporteur alertait :

« Il y a une opération en cours dans les hautes sphères de l'ordre mondial, de nombreux agents politiques sont en action. La IV^e Internationale doit envisager cela avec circonspection, c'est certain, et ne pas "passer à autre chose" (...). La manœuvre consistant à brandir une nouvelle construction mondiale n'est pas tombée du ciel. Cette situation a été préparée par le verbiage d'ONG, de "spécialistes" et des sommets de nombreuses centrales syndicales sur le "bien commun" ou le "bien public mondial". »

Puis, il affirmait :

« La IV^e Internationale, avec un grand réalisme, doit voir les choses comme elles sont. Nous prenons en compte l'apparence des choses, les différents états d'esprit, etc., mais nous nous définissons en fonction du fond, et ensuite nous ajustons une tactique adaptée. C'est aider à semer l'illusion sur ce fictif "bien public" ou "bien commun" que se donner pour tactique de choisir ce "camp" dit "progressiste" (de levée des brevets) pour une intervention "indépendante". C'est un mirage tactique, car il n'y a pas de masses mobilisées sur ce terrain, pas de rassemblement, pas de grève ; il y a des ONG, quelques scientifiques, des dirigeants et des bureaucrates en quête de discours. »

Il poursuivait, citant le Fonds monétaire international (FMI) :

« Le risque d'émeutes et de manifestations contre les gouvernements augmente. Le risque de crise politique grave (événements pouvant faire tomber les gouvernements, qui surviennent généralement dans les deux années suivant une épidémie majeure) augmente. »

Et il précisait :

« Le FMI, comme tous les gouvernements, se souvient de la vague révolutionnaire qui a surgi dans de très nombreux pays en 2019-2020 et qui peut ressurgir à tout moment, ainsi que l'indique en 2021 le soulèvement du peuple en Colombie et la mobilisation des masses en Palestine. Depuis un an, dans la plupart des pays, les gouvernements ont déclaré la "guerre au Covid". Il fallait tous s'unir pour lutter contre la pandémie. La référence à la guerre n'est pas anodine : en période de guerre, c'est "l'Union sacrée pour défendre la patrie". Dans de très nombreux pays, la gauche et la droite ont collaboré, les directions syndicales ont mis les revendications sous le boisseau. »

Le point commun des mobilisations qui ont surgi depuis 2019, c'est « *Dégagez ! Dégagez tous !* », semant la panique au sein des sommets dirigeants. Pour les gouvernements inféodés au capital, terrifiés par l'effondrement que leur système en crise a provoqué, il leur faut par tous les moyens tenter de canaliser préventivement la colère des plus larges masses afin de protéger les fondements du système d'oppression impérialiste. Responsables — du fait de leur incurie criminelle — de la gravité de la pandémie qui frappe le monde depuis deux ans, ils ont tenté de se protéger en impulsant une campagne de terreur

visant à faire porter à la population la responsabilité du désastre.

Ils veulent réitérer la même opération avec la question du climat. Pas un jour ne passe sans que l'ONU, la Banque mondiale, etc., ne fassent des « révélations » plus extraordinaires les unes que les autres.

La Banque mondiale vient de « découvrir », le 13 septembre, que

« jusqu'à 216 millions de personnes pourraient migrer d'ici 2050 dans le monde pour fuir les effets néfastes du changement climatique tels que la baisse de la production agricole, la pénurie d'eau ou la hausse du niveau des mers » (4).

« Tous unis contre le virus, tous unis pour le climat ! » C'est la recherche éperdue d'une politique de consensus. Car l'effondrement des vieux partis traditionnels, rejetés de plus en plus par les masses, prive l'impérialisme des instruments qui naguère lui ont permis de barrer la route aux masses : alternance droite-gauche, Front populaire, etc.

Ces partis qui agissaient dans le cadre des institutions bourgeoises participent pleinement de la crise de ces mêmes institutions. De larges secteurs des masses, comme on l'a vu en Algérie, aux Etats-Unis, en France, au Liban, etc., s'affranchissent des cadres traditionnels.

Ces mouvements partis d'en bas prennent des formes inattendues et charrient bien évidemment des illusions et des confusions, mais en mobilisant souvent les couches les plus exploitées ils s'inscrivent comme un segment dans la préparation du combat d'ensemble qui mûrit dans chaque pays.

C'est sur ce terrain que les militants de la IV^e Internationale établiront les liens indispensables au regroupement de l'avant-garde engagée dans la recherche d'une issue politique.

Ces mouvements traduisent une ligne de force à l'œuvre dans les profondeurs de la société contre la politique d'accompagnement suivie par les directions traditionnelles (même si ce n'est pas la même chose que pour les partis, cette défiance existe également contre les directions bureaucratiques des organisations syndicales).

(4) Communiqué de presse de la Banque mondiale du 13 septembre 2021, consultable sur le site www.banquemondiale.org

Citons à nouveau le rapport présenté au SI d'avril 2021 :

« Selon un autre rapport du FMI, daté de début mai (cité dans la presse, *The Economist, o Estado de Sao Paulo*, etc.), la tragédie sociale et sanitaire du continent serait pourtant *“une opportunité offerte par la pandémie pour un consensus politique et social plus large sur les réformes nécessaires”*. La recherche du *“consensus”* s'entend ici comme impliquant les directions des organisations de masse qui ont encore une relative influence. Il est vital de sauver le système en crise. Un exemple immédiat : le cas de la Colombie, où le détesté ministre des Finances, Carasquilla, après que le président Duque a retiré sa réforme fiscale et que les manifestations ont continué, a ensuite déclaré qu'il démissionnait *“pour ne pas être un obstacle au consensus nécessaire à la réforme”*. Les mots ont un sens ! Et la recherche du *“consensus”* correspond, en fait, à la ligne générale (unité nationale) de l'administration Biden elle-même, aux Etats-Unis et au-delà. »

La crise qui traverse tous les partis traditionnels qui se réclament de la classe ouvrière, y compris les organisations petites-bourgeoises dans les pays dominés, empêche de reproduire les formules de collaboration de classe du type des Fronts populaires des années trente ou d'Union nationale comme après 1945. Evidemment, les partis de « gauche » sont utilisés — mais dans un dispositif qui cherche à intégrer toutes les forces, sur la base du consensus. C'est le « Tous unis contre le virus ! » et le « Tous unis pour sauver la planète ! ». Une vague de propagande sur la pandémie comme sur le climat vise à créer un état d'esprit débouchant sur un consensus dans la « lutte contre le virus » et pour « la défense du climat », permettant ainsi d'accompagner les réformes destructrices.

Ce qui ne veut pas dire, répétons-le, qu'il n'y a ni pandémie ni dérèglement climatique, mais que leurs conséquences meurtrières pour les peuples sont le produit de la destruction de tous les systèmes de santé (y compris dans les « pays riches ») imposée par le capitalisme financier ; ou bien, concernant les incendies de forêts ou les inondations catastrophiques, le produit de décennies de démantèlement des réglementations qui sont à la base de tout aménagement national du territoire.

Tout cela aboutit à substituer à la lutte de classe l'opposition entre progressistes et réactionnaires.

Dans le camp « progressiste » se retrouvent les gouvernements « démocratiques », la « gauche », les écolos et les syndicats. Le consensus, c'est la négation de l'existence de classes antagoniques, de la lutte de classe. Bref, avec un verbiage « démocratique », c'est la défense de l'existence du capitalisme, présenté comme un horizon indépassable dans lequel tous devraient s'inscrire.

« Humaniser » le capitalisme et son discours sur l'éthique, l'investissement responsable, le développement durable, c'est chercher à associer les travailleurs et les peuples à la gestion du système d'exploitation qui les brise. Avec le programme de la IV^e Internationale, nous affirmons :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. »

5.- « La IV^e Internationale et ses sections ne peuvent pas ignorer la combinaison réalisée pour aider à sauver le système par l'illusion d'une utopie réactionnaire de bien commun sous le capitalisme. » La IV^e Internationale combat le consensus. Elle est contre l'alliance entre les exploités et les exploités. Le consensus est une forme moderne du vieux corporatisme, repeint aux couleurs actuelles, visant à détruire les organisations syndicales comme organisations de classe.

Face à la politique d'accompagnement des sommets syndicaux, la résistance s'organise. Les militants cherchent à se réapproprier leurs organisations de classe, se regroupant autour de points d'appui, combattant pour la défense de l'indépendance de classe et des organisations indépendantes de la classe ouvrière.

La IV^e Internationale se tient entièrement sur le terrain de l'indépendance de classe : défense de l'indépendance des organisations syndicales et appui à toutes ces mobilisations parties d'en bas, qui s'inscrivent pour nous dans la perspective du combat pour créer les formes d'organisations contrôlées par les masses elles-mêmes afin de briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils.

Dans cette nouvelle situation, où tous les rapports politiques sont bouleversés, il faut se

libérer, en s'appuyant sur l'analyse marxiste, des schémas du passé. La IV^e Internationale doit être attentive à tous ces mouvements et y intervenir pour qu'ils se relient au combat général de la classe ouvrière qui posera nécessairement la question du pouvoir.

Car dans les mobilisations qui se sont développées depuis 2019, avec le mot d'ordre « *Dégagez !* », c'est la question du pouvoir qui est posée.

Comme l'écrivait Trotsky dans le *Manifeste d'alarme*, en mai 1940 (5) :

« Avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Mais aussi longtemps que les principales forces productives de la société sont détenues par des trusts, c'est-à-dire des cliques capitalistes isolées et aussi longtemps que l'Etat national demeure un outil complaisant aux mains de ces cliques, la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour la domination du monde, doit inévitablement assumer un caractère de plus en plus destructeur. Le pouvoir d'Etat et la domination de l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire. »

Dans le même temps, pour toutes sortes de raisons, ces mobilisations de 2019 n'ont pu aboutir, et cela souligne pour nous la discussion sur les moyens et les formes pour avancer dans la construction du parti révolutionnaire. A ce sujet, Trotsky précisait (6) :

« Naturellement, tel ou tel soulèvement peut se terminer et certainement se terminera par une défaite due à l'absence de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il n'est pas question d'un simple soulèvement. Il est question d'une époque révolutionnaire entière.

Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer à de longues années, sinon à des décennies, de guerres et de soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective.

L'histoire lui donnera suffisamment d'occasions et de possibilités de s'éprouver, d'accumuler de l'expérience et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus

l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destructions. Mais le grand problème historique ne sera en aucun cas résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question du temps et des intervalles de temps est d'une énorme importance. Mais elle ne change ni la perspective historique générale ni la direction de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire d'accomplir avec une énergie décuplée la tâche d'éducation et d'organisation de l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément en quoi réside la tâche de la IV^e Internationale. »

Et cette tâche ne peut s'accomplir que sur la base du refus du consensus et sur la défense de l'indépendance de classe.

Répetons-le, cette période de 1945 est en train de s'achever. Nul ne peut prévoir les formes que va prendre la période qui s'ouvre, mais il est une certitude : pour sa survie, l'impérialisme va déchaîner la barbarie à l'échelle mondiale. Les travailleurs et les peuples devront chercher pour survivre à arracher le pouvoir des mains du capital, exproprier ses représentants pour réorganiser les forces productives dans le but de satisfaire les besoins de la société.

C'est dans cet affrontement entre les classes sociales antagonistes, au sein duquel devra « s'éprouver » et s'implanter la IV^e Internationale, que se dessinera la nouvelle période historique.

Pour conclure, le SI du 16 septembre 2021 invite les sections de la IV^e Internationale à illustrer la façon dont s'organise, dans chacun de leur pays, la campagne internationale mise en œuvre par l'impérialisme et ses agents pour faire prévaloir en toute circonstance la politique du « consensus ».

Le SI demande aux sections de procéder au démontage de cette gigantesque escroquerie politique et de centraliser sous ces éléments afin de contribuer à la préparation d'un document d'ensemble du SI de la IV^e Internationale.

Le SI, le 16 septembre 2021

(5) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 24, « Manifeste de la IV^e Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale » (23 mai 1940), adopté par la Conférence extraordinaire (dite d'alarme), éd. ILT, page 30.

(6) *Ibidem*, pages 70-71.

ANNEXE

Extraits de la déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) (20 août 1971) (*)

II.- LA MILITARISATION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE CONDITIONNE LA SURVIE DE L'IMPÉRIALISME

LES événements vérifient la justesse de l'analyse marxiste telle que Trotsky l'a formulée dans le programme de la IV^e Internationale adopté en 1938 : les capitalistes, les agents conscients du capital, les journalistes petits-bourgeois, les faiseurs de systèmes et autres mystificateurs installés au sein et en dehors du mouvement ouvrier ont cherché depuis plus de trente années à justifier la prétendue capacité du régime capitaliste à s'autoréformer, à remettre en cause les capacités révolutionnaires du prolétariat, en accusant la classe ouvrière d'« embourgeoisement ». Les mesures prises par Nixon en terminent avec tous les chants de sirènes par lesquels, de toute part, on a cherché à émousser la conscience de classe du prolétariat.

Mais une question monte aux lèvres. Comment en est-on arrivé là ? Dans ces vingt-cinq dernières années, il est bien vrai que l'on a assisté à de gigantesques progrès techniques, que les idéologues bourgeois et petits-bourgeois ont qualifiés de troisième révolution industrielle.

Armée de l'instrument que représente le programme marxiste du parti révolutionnaire, l'OCI répond :

— En 1945, la seconde guerre impérialiste prend fin par les plus gigantesques destructions et le plus grand holocauste jamais connu au cours de toute l'histoire de l'humanité.

— En 1945, dans tous les pays, radicalisées par les souffrances endurées au cours de la seconde guerre, les masses laborieuses sont prêtes à engager le combat révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste. Mais, à Yalta et à Potsdam (1), Churchill, Staline, Roosevelt, Truman — les grands de ce monde — se mettent d'accord contre la révolution socialiste et pour reconstruire, avec les Etats bourgeois disloqués, le système du profit. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières collaborent avec leur bourgeoisie : en France, ministres PCF et socialistes siègent au gouvernement présidé par de Gaulle.

(*) Déclaration de la section française de la IV^e Internationale du 20 août 1971 initialement publiée dans un supplément à *Informations ouvrières*. Elle a été republiée intégralement dans *La Vérité*, n° 60-61 (mars 2008), pages 10 à 21. Nous reproduisons ici les deuxième et troisième parties de cette déclaration qui en comporte huit.

(1) Les accords de Yalta, proclamés le 11 février 1945, instaurent un partage de la planète entre les « grands de ce monde » : Roosevelt (Etats-Unis), Staline (URSS) et Churchill (Royaume-Uni). Ils sont suivis par ceux de Potsdam, où Harry Truman remplace Roosevelt, qui vient de décéder. Les accords de Potsdam consacrent la suprématie absolue des Etats-Unis dans le partage du monde.

Pour calmer les travailleurs et leur barrer le chemin de la révolution, les capitalistes de tous les pays sont contraints de lâcher quelques-unes des revendications.

L'essentiel pour la bourgeoisie est de sauver le régime de la propriété privée des moyens de production et de reconstruire les Etats bourgeois : elle lâche d'une main en comptant fermement reprendre le double de l'autre.

Ainsi, les conditions politiques de la reconstruction des économies capitalistes sont réunies jusqu'en 1949 ; c'est en particulier pour les Etats-Unis le « boom » sans précédent.

La reconstruction des économies dévastées par la guerre devient le moteur du « progrès » des économies, dans tous les pays.

L'OCI pose une nouvelle question : peut-on qualifier de progrès ce qui n'est que la reconstruction de ce qui a été détruit ? Et les millions de morts ! Et les millions de mutilés ! Et le gigantesque et mortel gaspillage du travail humain qu'a entraîné le carnage dans lequel les peuples ont été jetés pour savoir qui, de leurs maîtres capitalistes, dominerait le monde.

On passe et on recommence.

Oui, dès 1949, l'économie américaine est menacée par une crise économique et financière qui serait le signal d'un effondrement international d'une incomparable et plus grande ampleur que la crise de 1929, avec toutes les menaces révolutionnaires qu'impliquerait une telle crise.

C'est alors que, « en haut », chez les maîtres capitalistes, on décide de recommencer.

En 1950, la guerre de Corée va conduire au redémarrage de l'économie américaine, et, partant, de l'économie mondiale.

Et depuis, année après année, ce sont des injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie américaine qui ont permis le « progrès économique sans précédent ».

Jusqu'en 1941, la production d'armements aux Etats-Unis ne représente que 1 % de la production américaine ; celle-ci en représente aujourd'hui officiellement 10 %, en fait 20 % de façon permanente. Les budgets de défense s'enflent et atteignent la somme formidable de 100 milliards de dollars avoués, en fait 200 milliards. Il en est de même, compte tenu de leur puissance respective, dans les autres pays capitalistes.

Une nouvelle fois, l'OCI pose les questions à tous ceux qui rebattent les oreilles des travailleurs sur la capacité du néo-capitalisme ou du capitalisme monopoliste d'Etat à assurer un nouveau développement des forces productives dans le cadre de la propriété privée des moyens de production.

Peut-on qualifier de « progrès économique sans précédent » ce gigantesque gaspillage du travail humain, où les forces productives mises en action par les exploités se transforment en forces destructives, ainsi que Marx, Lénine et Trotsky l'avaient établi ? Peut-on parler d'un bond en avant des forces productives quand les faits démontrent combien Marx et Engels avaient raison de prédire que, à un certain stade de son développement, les frais de survie du régime capitaliste coûteraient plus cher que ce que ce régime rapporte à l'humanité ?

Avec l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne, ainsi que Lénine l'a défini, la force de travail des travailleurs est gaspillée ; avec la militarisation de l'économie, la civilisation humaine est menacée d'être engloutie dans la barbarie de la troisième guerre mondiale, barbarie dont la guerre du Vietnam et l'extermination des « Bengalis » (2) représentent les premiers symptômes.

L'OCI affirme, et les faits le démontrent, que le *Programme de transition* de la IV^e Internationale avait prononcé un pronostic correct en constatant :

« Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste apportent aux masses des privations et des souffrances tou-

(2) Allusion à la guerre d'indépendance du Bangladesh alors en cours en 1971, territoire attribué par l'Empire britannique au Pakistan lors de la sanglante partition de l'Inde en 1947, et qui fit des milliers de morts du côté des Bengalis.

jours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. »

Le gouvernement des Etats-Unis, par la voix de son président Nixon, par les mesures qu'il a décidées : embargo sur l'or, non-convertibilité du dollar, taxe de 10 % sur les importations, cherche à faire payer sa banqueroute par les autres pays capitalistes. En instaurant le blocage des salaires, il cherche également à faire payer sa banqueroute aux ouvriers américains. Mais Nixon n'en a pas moins déclaré, le 18 août 1971, à Dallas :

« Les dépenses militaires ne seront pas lésées par les mesures récemment prises, au contraire, il faut même revaloriser la capacité de défense du pays. »

De banqueroute en banqueroute, si le prolétariat mondial n'en finit pas avec le régime capitaliste dans chaque pays, les capitalistes du monde entier entraîneront l'humanité dans la banqueroute finale de la barbarie.

III.- L'IMPASSE DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT EST LA CAUSE DE LA CRISE MONÉTAIRE

Le système capitaliste ne produit pas de marchandises pour la satisfaction des besoins des hommes. Il produit des marchandises qui doivent être vendues sur le marché aux fins de réaliser, sous forme d'argent, le profit dont la source est la plus-value extorquée par le capital sur le travail salarié, et qui, sous forme de capital investi (accumulé), assure le fonctionnement du système de production capitaliste.

De tout temps, les producteurs n'ont pu racheter le produit de leur travail. Le mode de production capitaliste, à intervalles périodiques, avait trop de marchandises, trop de travailleurs, trop de capitaux.

Ne pouvant plus réaliser de plus-value, le système capitaliste aboutissait à la crise économique, qui procédait alors à une brusque et massive destruction des forces productives, réduisant des millions de travailleurs au chômage, jusqu'à ce que le mode de production capitaliste, suffisamment assaini, d'une part, par le résultat de ces destructions, d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés, puisse reprendre sa marche en avant.

Avec l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la planète entière est soumise au marché capitaliste ; le partage du monde est achevé.

L'expansion de chaque impérialisme n'est plus possible à la longue qu'aux dépens des autres au travers des guerres impérialistes.

La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus ou moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. En d'autres termes, le militarisme devient un moyen — le principal — d'accumuler du capital. Les budgets militaires croissants et l'économie d'armement deviennent les facteurs indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Au sein même de l'économie capitaliste dans son ensemble, l'Etat bourgeois, fusionnant avec les monopoles, forge un marché parasitaire où s'engouffre une part de plus en plus considérable des forces productives, transformées ainsi en forces destructives, qui servent de volant d'entraînement à la marche de toute la production capitaliste.

La crise économique classique est ainsi contenue jusqu'à un certain point par la destruction massive des forces productrices utilisées aux fins d'armement.

La consommation de marchandises par et pour l'armée, absorbant le matériel de guerre, ouvre un marché nouveau, auquel tout est subordonné : les machines, le travail de millions de producteurs, la recherche scientifique et technique, et les applications industrielles de la recherche. L'économie d'armement garantit dès lors le fonctionnement de l'ensemble du système et de toutes les branches de la production capitaliste. Elle est la condition de la poursuite de l'accumulation du capital. Mais elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste. Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque

de l'impérialisme limitent, tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste.

Ces limites, Nixon vient de les affirmer dans les mesures qu'il vient de prendre.

Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme américain a « *trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires* ».

Il en est des Etats-Unis comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont tout à la fois « *trop exporté* », « *trop importé* ».

Dans tous les pays, les prix sont en hausse, ainsi que le crédit. Dans tous les pays, il y a inflation.

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure.

Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production : **la crise de surproduction menace**.

La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes — les fameuses mesures anticycliques — qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là, et uniquement là, que réside la cause de la crise du système monétaire international.

Tous les Etats bourgeois ont, par leurs dépenses parasitaires de toutes sortes et singulièrement celles de l'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner.

Tous les gouvernements capitalistes, et en premier lieu le gouvernement américain, ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière.

Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines, qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production. N'est-il pas urgent d'en finir avec la domination de classe de la bourgeoisie et avec son mode de production ?



Fac-similé de la couverture du numéro spécial de *La Vérité* (août 2016) : Les documents de *La Vérité*, « *La IV^e Internationale et la question palestinienne* ».

192 pages consacrées à présenter les positions et analyses de la IV^e Internationale et regroupées en quatre grandes parties :

- A) Résolutions et déclarations de la IV^e Internationale.**
- B) Contributions théoriques et analyses critiques.**
- C) Articles historiques portant sur des événements.**
- D) Articles traitant de l'histoire de la Palestine.**

Disponible à la Sélio, prix : 5 euros.

PALESTINE

Sur tous les territoires de la Palestine, un seul peuple se lève

DEBUT septembre, six prisonniers politiques palestiniens ont réussi à s'échapper de la prison israélienne « ultra sécurisée » de Gilboa. L'annonce de l'évasion a aussitôt été acclamée avec fierté par le peuple palestinien, qu'il se trouve à l'intérieur de l'Etat d'Israël, dans les territoires de Gaza ou de Cisjordanie comme dans les camps de réfugiés. Pendant plus de cinq mois, ces six prisonniers ont creusé un tunnel avec de simples cuillères, partant de leurs sanitaires vers l'extérieur de la prison. Dans les manifestations de soutien, la petite cuillère qui parvient à percer les barrières les plus puissantes est partout brandie avec fierté.

Au moment où ces lignes sont écrites, quatre des six fugitifs ont été arrêtés par la police israélienne. Au-delà du sort immédiat des prisonniers, cette opération héroïque se produit dans un contexte marqué par les grandes manifestations d'avril et mai 2021, qui ont rassemblé par-delà les frontières artificielles intérieures l'ensemble du peuple palestinien sur les mêmes revendications. Cette évasion spectaculaire a immédiatement pris la dimension d'un symbole et exprime une continuité avec tous les processus en cours de la résistance palestinienne contre l'occupation et pour les droits égaux.

Dans un premier temps, la police israélienne a indiqué que les fugitifs seraient armés, afin de préparer l'opinion à leur exécution sommaire dès qu'ils seraient retrouvés. La tension provoquée par l'évasion était telle qu'en définitive, la méthode israélienne classique de l'exécution extrajudiciaire n'a pas été retenue de crainte d'un embrasement général.

L'univers carcéral que le sionisme impose aux Palestiniens ne cesse de se fissurer. Il ne s'agit pas ici de mesurer l'étendue des fissures ni de prédire le temps que

prendrait un effondrement complet de l'édifice. L'observation des processus en cours montre une succession rapprochée de coups de boutoir, une recherche d'unité dans de larges couches du peuple palestinien, à commencer par les jeunes, des ralliements significatifs de juifs israéliens aux revendications portant sur l'égalité des droits et la fin de l'apartheid, ainsi que des fractures de plus en plus visibles chez les juifs américains, dont de nombreux groupes et individus n'acceptent plus ce qui est fait en leur nom en Palestine et le disent avec force.

Les événements du premier semestre 2021 marquent ainsi une étape significative dans le mouvement de réunification politique du peuple palestinien, qui efface tous les projets officiels niant cette réalité, à commencer par celui de la séparation ethnique, porté par la solution des deux Etats défendue par l'impérialisme et les « grands » de ce monde.

DE L'INTIFADA DE JÉRUSALEM... À L'INTIFADA DE LA RÉUNIFICATION

Les secteurs arabes de la ville de Jérusalem, notamment le quartier à majorité palestinienne de Cheikh Jarrah, près de la vieille ville, sont régulièrement traversés par des mouvements de résistance face aux expulsions et tentatives d'expulsion des résidents palestiniens par des bandes armées de colons israéliens soutenus par les forces militaires d'occupation. Les colons sionistes considèrent en effet avoir un droit de propriété éternel sur l'ensemble de la ville de Jérusalem, et plus particulièrement sur les maisons de Cheikh Jarrah, où les harcèlements, les violences, y compris contre des écoliers, menés par les colons sont très fréquents. Pour les Palestiniens, il

s'agit de tentatives de poursuivre la purification ethnique menée par le sionisme, dans la continuité de ce qui s'est passé en 1948.

En réponse à ces nouvelles provocations, et dans un contexte de grande tension, des manifestations massives contre les expulsions, contre les transferts, pour le droit de se déplacer ont lieu dans toute la Palestine, y compris à l'intérieur de l'Etat israélien, auxquelles se sont joints de nombreux citoyens juifs. La police israélienne utilise des balles en caoutchouc, des gaz toxiques, des canons à eau putride, des grenades assourdissantes. Les manifestations, violemment réprimées ne reculent pas. Alors que les dirigeants de l'Autorité palestinienne, au demeurant totalement discrédités, détestés et rejetés par les manifestants, ne sont pas autorisés à intervenir à Jérusalem, le département d'Etat américain appelle « Palestine et Israël à la désescalade », mettant une fois de plus à égalité agresseurs et agressés pour mieux dénoncer la « violence palestinienne ».

A Jérusalem, après les manifestations des 6 et 7 mai, on compte plus de 300 blessés, dont certains très gravement atteints au visage, mais rien n'entame la détermination des *chebabs* (les jeunes), qui s'organisent et se structurent. La nouvelle génération parvient à motiver l'ensemble du peuple palestinien. Ces jeunes n'ont connu que l'occupation, ont vu leurs pères, leurs mères se faire expulser, brutaliser, humilier par les forces d'occupation, subir la répression pendant toute leur vie, sans jamais cesser de résister. Ils savent maintenant qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et ils ne reculeront pas.

Après Jérusalem, Gaza, et les frontières de 1948, la révolte s'étend à la Cisjordanie. Début mai, les manifestations de Jénine et Ramallah, d'une ampleur inégalée depuis la seconde Intifada de 2000 à 2005, sont réprimées par l'Autorité palestinienne. A plusieurs reprises, généralement le vendredi, des centaines de manifestations ont lieu dans les villes et villages de Cisjordanie. Beaucoup se dirigent vers les checkpoints pour clamer leur haine de l'apartheid, de l'occupation, pour exiger l'arrêt des bombardements sur Gaza, la levée du blocus, que l'on ne touche pas à Al Qods (*nom arabe de Jérusalem*), que les familles de Cheikh Jarrah ne soient pas expulsées. Le 14 mai, onze jeunes Palestiniens sont tués, la plupart

par balles réelles. On compte également 150 blessés.

Samedi 15 mai, jour de la commémoration de la « Nakba » (*la catastrophe de 1948*), les affrontements éclatent à Hébron (au sud de la Cisjordanie), à Ramallah (au centre), à Naplouse et à Qalqilya (au nord). 29 Palestiniens sont blessés, dont 17 par balles. Des affrontements ont également éclaté dans le village de Qusra, au sud de Naplouse, entre des dizaines de Palestiniens et un groupe de colons attaquant des fermes palestiniennes. L'armée israélienne intervient pour protéger les colons en utilisant des balles réelles. Quinze Palestiniens sont tués et des centaines sont blessés. Dimanche 16 mai, au moins 254 Palestiniens sont blessés à la suite de l'escalade continue de violence des forces israéliennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem. L'Autorité palestinienne, engluée dans la coopération sécuritaire avec l'Etat d'Israël, est totalement discréditée. Elle annule les élections qu'elle avait elle-même programmées, de peur de les perdre. La révolte s'étend, la jeunesse, au premier plan, s'organise malgré la répression.

Au même moment, un nouveau déluge de feu s'abat sur la bande de Gaza, pour empêcher les manifestations de soutien aux Palestiniens de Jérusalem et écraser toute velléité de résistance. Les témoins évoquent des dégâts comparables à ceux d'un tremblement de terre de très forte intensité. Des immeubles entiers sont détruits par des bombes d'une puissance considérable, causant la mort de plus de 200 civils, dont 75 enfants.

Une fois de plus, la population palestinienne de la bande de Gaza a fait l'objet d'une haine destructrice. En Cisjordanie, la révolte massive de la jeunesse, malgré un système de contrôle policier violent et sophistiqué, fait écho dans un même mouvement à la révolte de la jeunesse palestinienne à l'intérieur de l'Etat israélien. Comme dans les dictatures, la police tire pour tuer, la répression est sanglante. Malgré cela, la mobilisation se renforce de jour en jour, parce qu'il n'y a pas d'autre choix.

De nouveau, les médias aux ordres cherchent à justifier la tuerie. Ils sont loin de la prise de position du journaliste israélien Gideon Levy qui dénonce ceux qui, journalistes, spécialistes de la sécurité, ont « soif de sang » et se complaisent dans des propos ouvertement racistes, jamais à court d'argu-

ments pour instrumentaliser l'antisémitisme ou justifier les pires horreurs.

Il n'y a aucune volonté de la « communauté internationale » d'avancer dans un règlement démocratique de la situation en Palestine. Le « démocrate » Biden, dans la continuité de ses prédécesseurs, dépose son veto à une condamnation, même timorée, de l'action israélienne à l'ONU... tout en approuvant, comme le rappelle le *Washington Post*, une nouvelle livraison d'armes à Israël pour un montant de 735 millions de dollars... et en appelant dans le même temps à un « cessez-le-feu ». Toujours la même hypocrisie. La « relation spéciale » avec l'État israélien est un axe majeur de l'impérialisme américain. Joe Biden l'avait résumé dans un discours au Sénat (1), en 1986 :

« L'aide fournie au gouvernement israélien est un investissement. Si Israël n'existait pas, nous devrions l'inventer pour protéger nos intérêts dans la région. »

Les Etats-Unis accordent 3,8 milliards de dollars d'aide militaire annuelle à l'État israélien pour acheter des armes américaines. Le même Biden déclarait fin mai (2), lorsqu'il a décidé de siffler le cessez-le-feu :

« Il n'y a pas de changement dans mon engagement pour la sécurité d'Israël, point à la ligne. Pas de changement du tout. Nous avons toujours besoin d'une solution à deux États. C'est la seule solution. »

La tentative d'expulsion des familles du quartier de Cheikh Jarrah, à Jérusalem, n'est que le dernier épisode de la Nakba de 1948. Pendant ce temps-là, on parle toujours de « processus de paix »... Cette formule fut caractérisée en son temps par Henri Siegman, ancien dirigeant du Congrès juif américain, de « plus grande duperie de l'histoire de la diplomatie moderne ». Formule qui ressemble à la position du gouvernement français qui entend « trouver une solution de stabilisation durable pour la région ».

Dans cette situation, malgré les obstacles, le peuple palestinien, à Gaza, en Cisjordanie comme à l'intérieur de l'État israélien, a réaffirmé son unité dans un mouvement sans précédent depuis 75 ans. Ce mouvement pour la liberté et l'égalité dans tout le territoire historique de la Palestine s'oriente vers la solution d'un seul et même État démocratique, dans lequel toutes les composantes auront les mêmes droits, cela en opposition totale avec les prétendues solutions d'Oslo qui

ont donné naissance à l'Autorité palestinienne.

PART CROISSANTE DES JUIFS DANS LES MANIFESTATIONS DE SOUTIEN POUR LA DÉFENSE DES DROITS DÉMOCRATIQUES DES PALESTINIENS

Un élément marqueur de cette situation est la participation inédite de juifs israéliens dans les manifestations palestiniennes, au-delà de la frange habituelle des militants d'extrême gauche. Les manifestations qui ont marqué ce premier semestre ne sont pas des manifestations convoquées ou centrées sur la ligne de deux peuples et deux États, mais pas non plus explicitement sur la ligne d'un seul État, faut-il le souligner. Il s'agit de manifestations pour la démocratie, pour la justice, pour les droits égaux, mais aussi pour la libération des Palestiniens de l'occupation...

Autant de revendications dont la réalisation se heurte à l'ensemble de l'édifice des lois visant à discriminer les Palestiniens de l'intérieur, c'est-à-dire des lois fondées pour mettre en pratique l'idéologie sioniste. Depuis plus de vingt ans, plusieurs actions individuelles de jeunes juifs qui refusent de faire leur service militaire en Cisjordanie font les titres de l'actualité israélienne. Des associations juives condamnent régulièrement les exactions des colons en Cisjordanie, qui vivent dans l'application stricte des textes bibliques, et surtout avec la complicité active de l'armée israélienne. Ces exactions, violences, lynchages quasi quotidiens sont documentés dans la presse israélienne et possible-ment connus de tout Israélien. Un rapport publié par *B'Tselem* (3), principale association israélienne de défense des droits des Palestiniens, a ouvertement qualifié Israël de « régime suprématiste juif ». Pour la première fois, l'association a publié un rapport considérant la situation des Palestiniens

(1) Discours de Biden au Sénat (1986), cité par l'Agence Médias Palestine, 9 novembre 2020, consultable sur le site : www.agencemediapalestine.fr

(2) Dépêche *AFP* du 22 mai 2021, citée par plusieurs sites de presse.

(3) « A regime of Jewish supremacy from Jordan River of the Mediterranean Sea », 12 janvier 2021, consultable sur le site : www.btselem.org

sur l'ensemble du territoire contrôlé par l'Etat israélien de la Méditerranée au Jourdain, et pas seulement d'un côté distinct de la ligne verte de 1967, qui fixe la frontière intérieure officielle. Le rapport note que

« les juifs accomplissent leur vie dans un espace continu où ils bénéficient de tous les droits. En contraste à cela, les Palestiniens vivent dans un espace fragmenté en plusieurs unités, chacune avec un ensemble de droits différents, donnés ou déniés par Israël, mais toujours inférieurs aux droits accordés aux juifs ».

Pour beaucoup de juifs, les droits égaux, la liberté de penser sont des éléments importants, parce que leurs parents ou grands-parents ont souffert de l'antisémitisme en Europe. Ce que l'on constate, c'est qu'ils sont de plus en plus nombreux — toutefois toujours très minoritaires dans la société israélienne — à se soucier des conséquences du sionisme pour le peuple palestinien.

« La plupart de ceux qui manifestent aujourd'hui, précise un militant palestinien, n'avaient jamais entendu parler du jour de la terre en Galilée. Ils sont surpris d'apprendre ce qu'il s'est passé en 1976, lorsque les autorités israéliennes ont confisqué des milliers d'hectares aux fermiers palestiniens de Galilée, et le soulèvement qui s'en est suivi, la réponse de la police israélienne et les 6 manifestants tués. Dans les médias israéliens, les juifs israéliens n'ont jamais entendu l'histoire des Palestiniens et de la répression, ils ne sont jamais sentis concernés par la souffrance des femmes, des hommes, des enfants palestiniens. Dans ces manifestations, il est difficile d'évaluer le nombre des participants juifs. Ils sont quelques milliers, jusqu'à 10 000 peut-être, mais on constate que de plus en plus ils commencent à comprendre que le mouvement sioniste, qui leur est présenté depuis l'enfance comme libérateur des juifs, est un grand mensonge. »

Dans le même temps, et à plusieurs reprises, des dirigeants israéliens ou de la « communauté » juive américaine s'inquiètent du soutien décroissant, du manque d'intérêt, voire d'un rejet catégorique de l'Etat israélien par de jeunes juifs américains. Ces derniers n'hésitant pas à brandir des pancartes « *Palestinian Lives Matter* » ou « *Pas en notre nom* » dans les manifestations de soutien aux Etats-Unis. Une tribune publiée dans le *New York Times* (4) constatait que

« les Palestiniens ne se battent pas pour deux Etats, mais pour l'égalité des droits, et la base du Parti démocrate est prête pour cette lutte. Les dirigeants devraient tenir compte de la nouvelle réalité politique. Les Palestiniens sont aujourd'hui partout dans les rues et sur les places, faisant comprendre que la "ligne verte" qui sépare Israël et les territoires occupés est un instrument de division. Le processus de paix à deux Etats a servi de prétexte, malgré l'évidence de ses échecs, pour éviter de demander des comptes aux dirigeants israéliens. Mais le rideau tombe. »

DISCUSSION DANS LE MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN

« *Il y a un rejet croissant du sionisme dans la société juive israélienne, mêlé à des interrogations croissantes sur l'avenir* », nous explique un militant palestinien de la Campagne pour un seul Etat démocratique (ODSC) engagé dans les manifestations et mobilisations (5).

« Cela ne veut pas dire un basculement, on n'en est pas là, mais un rejet de cet état de guerre permanent. Dans le même temps, le peuple palestinien a débordé les directions officielles, traditionnelles, que ce soit l'Autorité palestinienne, le Hamas, les partis de la coalition arabe à l'intérieur des frontières de 48. En 1987, on parlait déjà d'Intifada de la réunification, mais ce mouvement d'unité n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui. La grève générale palestinienne du 18 mai a été d'une ampleur sans précédent depuis 1936. Des couches rarement mobilisées, comme les cadres, ingénieurs, médecins palestiniens, se sont mises en grève. Il y a eu des licenciements et des menaces de licenciements, mais on est arrivé aujourd'hui à un tel point que le système de santé israélien ne pourrait pas fonctionner sans son personnel palestinien, d'autant plus dans la période actuelle marquée par l'épidémie de coronavirus. On peut l'affirmer, le mouvement vers la réunification bouleverse le sionisme.

Les jeunes se sont très vite retrouvés à l'avant-garde de la mobilisation. Ils ont constitué, sous des formes diverses, des cadres d'organisation en dehors des cadres

(4) Patrick Kingsley and Rami Nazzal, « In show of unity, Palestinians strike across West Bank, Gaza and Israël », *The New York Times*, 18 mai 2021.

(5) Site (en anglais) de la Campagne pour un seul Etat démocratique : <https://onestatecampaign.org/en/>

traditionnels, mais avec volonté de contrôler eux-mêmes leur mouvement. Des regroupements d'autodéfense se sont constitués, notamment à Jérusalem. Dans le mouvement massif que l'on a vu, la ligne des deux Etats est rejetée massivement à l'intérieur et par une large majorité dans les territoires de 1967.

Les dernières élections à la Knesset (*le Parlement de l'Etat sioniste, Ndt*) ont été marquées par un effondrement de la liste arabe unie. Pendant les mois qui ont précédé les élections, dans les manifestations du vendredi qui se déroulent à Umm al Fahm et dans la plupart des villages du Triangle et de Galilée, s'est affirmée une nouvelle direction, constituée de jeunes, qui rejettent les vieilles organisations et cherchent à réaffirmer les revendications fondamentales du peuple palestinien, à se les réapproprier : il y a une seule Palestine, il n'y aura pas de solution démocratique sans la mise en œuvre du droit au retour et des droits égaux. Ces revendications ne peuvent pas s'exprimer à la Knesset, institution du sionisme qui prône le développement séparé et l'inégalité des droits entre juifs et Arabes, ce que l'on appelle l'apartheid.

C'était une même dynamique de regroupement qui a structuré la grande marche pour le retour dans la bande de Gaza il y a deux ans. Ce sont de jeunes femmes, de jeunes hommes qui ont appelé à des manifestations qui ont rassemblé jusqu'à 150 000 personnes en avril dernier. Il est clair que si les partis avaient appelé à ces manifestations, seuls les militants actifs y auraient participé. Les gens veulent un changement et croient que c'est possible et que cela viendra d'eux, pas des partis institutionnels.

Le Parti communiste d'Israël et le parti Balad sont à présent dans une situation catastrophique, en raison de cette nouvelle situation. Plusieurs cadres du Parti communiste et du parti Balad avaient alors démissionné de leurs positions pour se rapprocher du mouvement en cours. Certains disent « *ça suffit de jouer le jeu de la Knesset, nous devons voir la souffrance du peuple, là est notre place* ». Les « directions » ne sont pas inamovibles, mais le mouvement de résistance, lui, est toujours là et renaît toujours là où il a été affaibli. En Cisjordanie, les militants disent : ce que vous faites maintenant dans les territoires de 48, on n'a jamais pu le faire en Cisjordanie à cause des checkpoints, du mur, de la répression. Les Palestiniens de l'intérieur qui ont massivement participé à ces manifestations savent parfaitement cela et sont très fiers que des jeunes reprennent le flambeau de la lutte, de

façon totalement indépendante de ceux qui sont intégrés dans les institutions », *précise ce militant*.

Awad Abdelfattah, coordinateur de la Campagne pour un seul Etat démocratique (ODSC) très active dans les événements que nous venons de relater, a dressé un premier bilan du soulèvement dans un article intitulé « *La bataille a commencé !* » publié sur le site *Arab48.com*, le 2 juin 2021. En voici quelques extraits.

« (...) Il est difficile de prédire comment les choses se seraient passées si les mouvements de résistance dans la bande de Gaza n'avaient pas rejoint la bataille du peuple à Jérusalem et à celui de la Palestine occupée depuis 1948 (...).

Comme prévu, nous avons perdu des vies précieuses, l'ennemi a anéanti des familles entières et, avec sa brutalité habituelle, a ajouté des montagnes de souffrance humaine. Mais ce qui n'était pas attendu, c'est la victoire stratégique, représentée par plusieurs résultats dont les plus importants sont les suivants :

- 1) La diffusion de la conscience universelle qu'il s'agit d'une seule Palestine et d'un seul peuple (...). C'est la plus grande et la plus importante réalisation, car la formule du colonialisme était la fragmentation de ce peuple et l'effacement de sa conscience (...).
- 2) La résistance à Gaza a réussi à renverser le plan adopté par les Israéliens depuis leur retrait de la bande en 2005 pour isoler Gaza de la question de la Palestine et de Jérusalem, ce qui a constitué un contrecoup majeur pour les dirigeants de l'entité coloniale.
- 3) La perception du conflit colonial en Palestine par l'opinion mondiale s'est modifiée. Cela s'est illustré au niveau populaire par les manifestations de masse et la couverture des médias sociaux et traditionnels, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays occidentaux (...). Cette bataille, à travers les légions de l'armée électronique de la jeunesse palestinienne, a retourné l'opinion mondiale contre le colonisateur israélien (...). Le mouvement de boycott, actif depuis une quinzaine d'années, s'est intensifié et étendu d'une manière remarquable et impressionnante.
- 4) La confiance de la communauté des colons sionistes dans la capacité de leur entité et leur armée à assurer leur sécurité personnelle et collective a été déstabilisée. Cela s'accompagne de l'émergence de rapports israéliens et internationaux sur les

droits de l'homme qui désintègrent les mythes sionistes et redéfinissent Israël comme un régime d'apartheid, ce qui contribue à saper davantage la légitimité de ce projet agressif.

5) La déchéance du pouvoir en Cisjordanie, qui apparaissait dépouillé de toute légitimité pour sa survie politique et nationale, qui parlait tant de l'absurdité de la résistance armée et appelait à la résistance populaire, a prouvé que lorsque des luttes populaires ont éclaté, il a été contraint, sous la pression du mouvement loyal du Fatah, d'en faire abstraction. Mais, après le cessez-le-feu, il est retourné vers le rôle du colonialisme, c'est-à-dire arrêter les militants de la résistance populaire, avec l'aide de la légitimité extérieure et de ses hommes bien entraînés par la CIA.

6) La limitation de la tendance à la normalisation (*avec l'Etat d'Israël, Ndt*), l'isolement des systèmes d'alliance de sécurité avec le colonisateur et le retour en force de la cause palestinienne dans la conscience populaire arabe.

Où allons-nous maintenant ?

Le peuple palestinien n'est pas le Hamas, mais du fleuve à la mer, dans les camps de réfugiés et dans la diaspora, il est plus puissant que n'importe quelle faction (...).

Les luttes populaires héroïques menées, que les filles et les fils de notre peuple ont menées torse nu dans la ville de Jérusalem et ses quartiers, à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa, et à Lod, Jaffa, Haïfa, Acre et ailleurs, et qui se sont étendues à la Cisjordanie, constituent un exemple influent du processus de libération et de construction, et la plus belle forme d'action révolutionnaire (...).

Les forces populaires, et les segments des intellectuels révolutionnaires, les adultes et les jeunes, en particulier ceux qui agissent en dehors des structures de directions officielles, factionnelles et partisans, sont maintenant confrontés à des défis majeurs dans toute la Palestine historique et dans la diaspora. Le plus important d'entre eux est de répondre et de traiter la question de savoir comment et où aller à partir de maintenant ?

(...) Il est temps d'agir, le tic-tac de l'horloge cumule action révolutionnaire, persévérance, endurance et patience. »

UNE DISCUSSION À ENGAGER DANS LE MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Alors que le dogme de la solution des deux Etats ou son variant, l'Etat de Palestine, est de plus en plus rejeté en Palestine même, il reste souvent érigé comme l'unique perspective possible dans nombre d'organisations ouvrières sur le plan international.

Dans cette recherche en cours, dans cette réappropriation des fondements du mouvement national palestinien qui revendiquait, à travers la Charte de l'OLP, la perspective d'un seul Etat laïque et démocratique, les Palestiniens de l'intérieur occupent aujourd'hui une place centrale. Depuis moins d'un an, des relations inédites entre « chebabs », jeunes palestiniens et palestiniennes, par-delà les frontières artificielles intérieures, se nouent, se renforcent. L'approfondissement de ces relations est un enjeu essentiel de la prochaine période, auquel il convient de lier le ralliement de juifs israéliens à la cause de l'égalité des droits. C'est ce à quoi œuvre une association comme la Campagne pour un seul Etat démocratique (ODSC) ou encore l'appel de juifs israéliens, dont plusieurs sont membres de ODSC, intitulé « *Stop à l'apartheid israélien* », adressé à la « *communauté internationale* » (6).

La IV^e Internationale, qui a toujours dénoncé inlassablement toutes les opérations visant à diviser le peuple palestinien, considère que cette discussion doit se mener le plus largement possible dans le mouvement ouvrier. Elle affirmait déjà, avant la fondation de l'Etat israélien, qu'il y a un seul et même peuple de Palestine et qu'il ne peut y avoir de solution démocratique en dehors de l'établissement d'un seul et même Etat, démocratique et laïque, sur l'ensemble du territoire historique de la Palestine, dans lequel les composantes arabe et juive auront les mêmes droits. Aider le mouvement d'émancipation du peuple palestinien à avancer implique la plus grande clarté sur ces perspectives et revendications.

François Lazar
12 septembre 2021

(6) Consultable sur : <https://jews4decolonization.wordpress.com/>

DOSSIER

Biens communs, transition écologique et énergétique, économie « verte »...

Présentation

NOUS publions dans ce numéro de *La Vérité* un dossier de 46 pages consacré à la transition énergétique et à l'économie « verte » — constitué de six articles et deux textes annexés à cette présentation, qui traitent chacun un des aspects de ce sujet.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), comme son nom l'indique n'est pas un organisme scientifique indépendant, mais un organisme gouvernemental dont les rapports sont validés par les différents gouvernements qui le composent. Le Giec multiplie les rapports alarmistes, mais il n'est pas le seul. A la fin du mois de juillet, toute la presse à l'échelle internationale s'est répandue sur le « jour du dépassement ». Le journal *Le Monde* (2 août 2021) écrit :

« A partir du jeudi 29 juillet, nous vivrons à crédit. Le “jour du dépassement”, qui désigne la date où l'humanité a utilisé autant de ressources biologiques que ce que la Terre peut régénérer en un an, a lieu cette année trois semaines plus tôt qu'en 2020, année marquée par un ralentissement économique mondial en raison de la crise sanitaire. »

Ah ! le confinement avait du bon...

Quel organisme scientifique est l'auteur de ce rapport ? Aucun organisme scientifique, mais une ONG, Global Footprint Network. Une ONG qui déclare étudier chaque année l'état de la Terre et remettre un rapport. Il n'y a rien de scientifique dans cette étude. Même un organisme scientifique composé de scientifiques qualifiés aurait un mal fou à réaliser une telle étude.

On sait déjà qu'un check-up médical pour un individu a ses limites. Il est fiable, mais il a des limites. Mais un check-up médico-écologique de la Terre est une impossibilité. Bien évidemment, cette question est politique. Dans cette étude, on note que la fin du confinement et le retour au travail de centaines de millions de personnes provoquent une augmentation des émissions des gaz à effet de serre. Il aurait mieux valu pour ces gens-là, pour le bien de la planète, que les usines ne fonctionnent pas et que les travailleurs restent chez eux.

Il est également souligné qu'il faut changer notre mode de consommation, et la consommation de viande, en particulier, doit être bannie. Facile à dire pour une ONG américaine. Une part importante de l'humanité, notamment en Afrique, en Asie, en Amérique latine, mais aussi aux Etats-Unis et en Europe, vit dans le dénuement, notamment le dénuement alimentaire. Chaque année, neuf millions de personnes meurent de faim. Et il faudrait donc, pour le « bien-être de la planète », changer nos modes de consommation ? Une nouvelle fois, on accuse l'humanité, la population mondiale, d'être responsable des désastres environnementaux qui sont bien réels. Mais le responsable, ce n'est pas la population mondiale, c'est la minorité capitaliste qui possède la propriété privée des grands moyens de production et qui n'a que faire du bien-être de la population ni même de celui de la planète.

Mais derrière cela, il y a une opération politique : le FMI, la Banque mondiale, les gouvernements des grands pays capitalistes appellent à une « transition énergétique », à

une « économie verte ». Les grands capitalistes se prononcent également dans ce sens. Pour tous ces gens-là, avec cette transition énergétique, c'est la possibilité de réaliser ce qu'ils n'ont pas pu faire jusqu'à maintenant : liquider des branches entières de l'industrie, jeter à la rue des dizaines de millions de travailleurs et remettre en cause tous les acquis de 1945 en Europe et ceux de l'indépendance dans les pays opprimés. Il s'agit pour eux de casser les codes du travail, la protection sociale, toutes les normes et garanties, produits de la lutte de classe.

Et, pour ce faire, ils en appellent à l'unité de tous pour lutter contre le réchauffement climatique et les dégâts environnementaux. Il faudrait donc que les victimes s'allient avec les coupables, que les exploités s'allient avec les exploités, que les syndicats s'allient avec les patrons et les gouvernements. Le maître mot pour cela, c'est le consensus. Le consensus qui vise à nier l'existence de classes sociales antagoniques.

Pour notre part, fidèles à l'indépendance de classe, nous considérons que la lutte contre les dégradations environnementales implique de lutter contre le capital et les gouvernements à sa solde.

Face aux plans du capital, la classe ouvrière et les peuples n'ont pas dit leur dernier mot. Avec la résistance qui surgit, le développement de la lutte des classes portera un coup d'arrêt, ouvrant la voie à l'expropriation des expropriateurs.

Le dossier que nous publions est un armement pour comprendre ce qui est en jeu dans la nouvelle situation qui s'ouvre au nom de la lutte pour la transition énergétique et l'appel au consensus. Les articles de ce dossier démontrent preuve à l'appui qu'il s'agit en réalité d'une opération de survie du système capitaliste en crise, qui aura des conséquences dramatiques pour la population laborieuse sur tous les continents.

Sommaire du dossier

- Annexe 1 : Gérard Bloch
Projet de résolution sur « l'écologisme ».
- Annexe 2 : « Radio, science, technique et société », discours de Léon Trotsky au Premier Congrès des Amis de la Radio (1^{er} mars 1926).
- Eolien, transition écologique et capital.
- Finances et économie verte.
- Multinationales et « green attitude ».
- L'empreinte énergétique et environnementale du numérique et des « technologies vertes ».
- L'étroitesse du marché mondial et l'impasse d'une supposée « transition écologique ».
- L'Amazonie et le Pantanal : la déforestation au service du capital financier international.

ANNEXE 1

Gérard Bloch : Projet de résolution sur « l'écologisme » (1)

1. A mesure que la crise d'agonie du capitalisme s'approfondit, que se précisent les divers symptômes de sa décomposition, apparaissent divers mouvements qui prennent la partie pour le tout, séparent l'un ou l'autre de ces symptômes de la crise d'ensemble de la société, affirment y voir le problème essentiel à résoudre pour l'humanité indépendamment de la révolution socialiste ou à côté d'elle, et tendent ainsi à détourner la classe ouvrière de sa lutte émancipatrice pour sa constitution en classe dominante, préalable indispensable et exclusif pour que l'humanité puisse entreprendre la guérison de tous les maux accumulés par le prolongement de l'agonie de la société capitaliste.

2. Il en est ainsi, notamment, des « écologistes », qui, dans le gaspillage et les destructions des ressources naturelles opérés par le capitalisme et qui prennent naturellement une ampleur sans précédent à l'époque de sa décomposition, croient voir un problème nouveau, non prévu par le marxisme et exigeant, par conséquent, son abandon ou sa révision. Les diverses tendances « écologistes » ont ceci de commun qu'elles voient, dans les atteintes au milieu et aux ressources naturelles, qu'elles se donnent parfois le ridicule de baptiser « destruction de la nature » un phénomène indépendant du mode de production, le produit de la « société industrielle » ou du développement de nouvelles techniques.

3. Pour les marxistes, la détérioration du substrat naturel des forces productives de l'humanité constitue l'un des aspects de la transformation croissante des forces productives en forces destructives par le capitalisme. Il n'est, pour le moins, pas sérieux de prétendre que le problème était ignoré

de Marx et d'Engels ou de leurs successeurs. Faut-il rappeler les développements de Marx sur les tendances « conquérantes » du capitalisme et la politique de terre brûlée pratiquée par lui dans sa recherche exclusive du profit ? Ou encore le passage bien connu de *Dialectique de la nature*, de Engels :

« Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a, en premier lieu, les conséquences que nous avons escomptées, mais en deuxième et en troisième lieux, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences » (2).

Ce texte est, il est vrai, parfois cité à contresens pour tenter de tirer Engels dans le camp « écologiste ». Il s'empresse de souligner que la solution est à chercher dans le développement de la science de la nature — « *Surtout depuis les énormes progrès de la science de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production et, par suite, d'apprendre à les maîtriser* » (3) — et ensuite de souligner que, dans le cadre du mode de production actuel, le problème ne peut être résolu :

« Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans

(1) Ce texte de Gérard Bloch a été écrit en 1979 dans le cadre de la préparation du XXIII^e Congrès de l'OCI, section française de la IV^e Internationale. Il a été publié dans : Gérard Bloch, *Écrits*, volume 2, éditions Séléo, janvier 1995, pages 35-36. Les notes sont de la rédaction de *La Vérité*.

(2) Friedrich Engels, *Dialectique de la nature* (1883), éd. Sociales, 1968, page 141.

(3) *Ibidem*, page 142.

le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite, on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées... » (4).

4. Il faut également souligner ici que le marxisme, dès le début de son élaboration, a intégré et reformulé dans une perspective rigoureusement scientifique les idées des grands socialistes utopiques sur la nécessité d'une transformation radicale des rapports entre l'humanité et le milieu naturel, comme un objectif indispensable de la révolution prolétarienne. Dans le cadre restreint de cette résolution, rappelons seulement comment Engels, dans *L'Anti-Dühring*, écrit :

« La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est donc pas seulement possible. Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique. Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes au lieu de produire des maladies » (5).

Marx s'exprime exactement dans le même sens dans le livre I du *Capital* :

« Avec la prépondérance toujours croissante de la population des villes qu'elle agglomère dans de grands centres, la production capitaliste, d'une part, accumule la force motrice historique de la société ; d'autre part, elle détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie intellectuelle des travailleurs ruraux, mais trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. Mais en bouleversant les conditions dans lesquelles une société arriérée accomplit presque spontanément cette circulation, elle force de la rétablir d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale » (6).

Non, les fondateurs du marxisme n'ont pas ignoré le problème de la détérioration du milieu naturel par le capitalisme, et la

« crise de l'environnement » n'est pas exactement un problème nouveau des vingt ou trente dernières années. Certes, le retard de la révolution socialiste lui a donné une nouvelle ampleur — ce n'est là que l'un des aspects des « immenses difficultés supplémentaires pour l'édification du socialisme » résultant de ce retard, dont parlait le *Manifeste de l'OCI* (7), qui n'ignorait pas non plus que « la société capitaliste empoisonne chaque jour un peu plus jusqu'à son air et jusqu'à son eau » (8). Mais il n'en tirait aucune autre conclusion que l'urgence d'autant plus grande de la révolution socialiste, donc de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Il ne proposait aucune solution charlatanesque.

5. Les « écologistes » accusent généralement les marxistes de faire preuve d'un optimisme naïf en ce qui concerne l'avenir de l'humanité. Il faut bien s'entendre là-dessus. Les marxistes sont au contraire extrêmement pessimistes en ce qui concerne le destin de l'humanité si elle reste soumise au régime de la propriété privée des moyens de production. « Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans la catastrophe » (9). Que la détérioration de l'environnement ne soit sans doute pas l'élément le plus grave de cette catastrophe menaçante est d'ailleurs secondaire.

Ce qui importe, c'est que seule la révolution socialiste peut écarter la catastrophe. Et que les moyens d'en hâter la victoire sont exclusivement ceux qui conduisent à la reconstruction de la IV^e Internationale

(4) *Ibidem*, page 143.

(5) Friedrich Engels, *L'Anti-Dühring* (1878), éd. Sociales, 1950, Troisième partie : « Socialisme », chapitre III – « La production », page 254.

(6) Karl Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, Livre I, IV^e section – « La production de la plus-value relative », chapitre XV – « Machinisme et grande industrie », X – « Grande industrie et agriculture ».

(7) *Manifeste de l'OCI*, décembre 1967, supplément à *La Vérité*, n° 543, « Le développement des forces productives », page 30.

(8) *Ibidem*, « La révolution mondiale ou l'anéantissement », page 6.

(9) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, éditions Séléo, avril 2013, page 27.

sur la base du programme et de la méthode du marxisme. En dehors de la révolution socialiste, ou avant sa victoire, il n'y a pas plus de moyens de mettre fin à la détérioration de l'environnement qu'à l'oppression des femmes, par exemple, ou à tout autre méfait résultant de l'agonie du capitalisme.

6. En revanche, les marxistes sont d'un optimisme sans bornes en ce qui concerne l'avenir d'une humanité émancipée du capitalisme. Selon la remarque de Trotsky, l'idée d'un progrès illimité de l'espèce humaine est inhérente au marxisme, ce qui suffit à l'opposer irréductiblement à la religion.

Or les différentes variétés d'« écologie » participent toutes, à des degrés divers, de l'offensive obscurantiste contre la science de la nature et les techniques qu'elle permet d'élaborer — ce que révèle, entre autres choses, la pullulation d'ecclésiastiques dans leurs rangs. Cette offensive contre la recherche scientifique survient au moment précis où la bourgeoisie, en fonction même de ses intérêts, réduit à la portion congrue la recherche scientifique, avant tout la recherche fondamentale, dont tout progrès scientifique dépend.

Les sciences de la nature, en régime capitaliste, sont l'instrument de la classe capitaliste et lui servent à accroître l'exploitation des travailleurs ? La belle découverte ! Les forces productives, dans une économie capitaliste, prennent la forme de capital productif. En tant que « *devenant de plus en plus force productive immédiate* », la science devient du capital productif, et, avec l'époque impérialiste, elle est essentiellement utilisée comme force destructive : c'est au développement des armements qu'est consacré l'essentiel des crédits de la recherche scientifique.

Mais cela ôte-t-il de sa valeur au « savoir réel » accumulé sur la nature ? Au contraire, c'est entre autres choses sur cet « *immense potentiel scientifique et technique inemployé qui s'accumule* » et sera à la disposition de la classe ouvrière lorsqu'elle aura conquis le pouvoir que se fonde, pour une part, l'optimisme des marxistes dans l'avenir. Armée de la science et de la technique, la classe ouvrière au pouvoir pourra entreprendre, avec la certitude du succès, de réparer et de guérir les maux accumulés par le capitalisme en décomposition. Elle donnera en même

temps une immense impulsion à leur développement, redonnant toute sa place, qui est décisive, à la recherche fondamentale, et réorientant la recherche appliquée en fonction des besoins de l'humanité.

7. Les possibilités qui s'ouvriront à la classe ouvrière lorsqu'elle gèrera une économie planifiée à l'échelle mondiale, exerçant le pouvoir politique dans la république universelle des conseils, sont effectivement gigantesques. L'humanité communiste devra, bien entendu, contrôlant consciemment son propre développement, contrôler aussi, en fonction de données qui pour la plupart nous échappent, sa démographie et le chiffre de la population mondiale. Mais, pour cela, il faut d'abord conquérir le pouvoir dans le monde entier !

8. Cependant, à l'heure actuelle, la classe ouvrière n'exerce nulle part dans le monde le pouvoir politique. Elle ne gère ni ne contrôle nulle part dans le monde l'économie. Elle lutte partout pour le pouvoir, pour la gestion, pour le contrôle, et du succès de cette lutte dépend le sort de l'humanité. Mais elle ne peut confondre la politique conforme à ses intérêts de classe exploitée et celle que, demain, elle mènera comme classe dominante.

En tant que classe exploitée ou opprimée, elle lutte pour la défense et l'extension de ses droits acquis et, au travers même de cette lutte, pour la conquête du pouvoir politique. Mais elle ne donne pas de conseils à la bourgeoisie ou à la bureaucratie quant à leur gestion : elle lutte pour les abattre.

Elle ne fait pas la moindre confiance à la bourgeoisie ou à la bureaucratie pour garantir la sécurité des travailleurs et de la population en faisant fonctionner des centrales nucléaires, mais pas davantage lorsqu'il s'agit de n'importe quelle autre branche d'industriel ! Faut-il manifester contre l'industrie chimique à la suite de Seveso ? Contre l'utilisation du gaz d'éclairage à la suite des récentes explosions ? Pour la suppression de l'industrie du bâtiment, parce qu'elle fait chaque année parmi les ouvriers des victimes, qui laissent indifférentes nos « écologistes » ? Le seul mot d'ordre transitoire à mettre en avant pour la défense de la sécurité des travailleurs et de la population face à la gestion bourgeoise ou bureaucratique de l'in-

dustrie, c'est celui du contrôle ouvrier sur la production à travers les conseils et les soviets. Demander aux travailleurs de se prononcer pour ou contre le développement de telle ou telle branche d'industrie, c'est abandonner le point de vue de classe pour se situer du point de vue de l'intérêt « national », c'est-à-dire de classe dominante, comme le font régulièrement les staliniens.

Au surplus, lorsque la classe ouvrière sera au pouvoir, elle pourra disposer de l'ensemble des données ; elle se donnera alors les moyens d'élaborer le développement des diverses branches dans le cadre du plan sur une base rationnelle et scientifique. Actuellement, elle n'a pas la moindre raison ni la moindre possibilité de choisir entre les affirmations catégoriques des spécialistes gauchistes et des spécialistes officiels — sans parler des élucubrations de maint frère ignorantin « écologiste ». Il y aurait beaucoup à dire sur ce chapitre.

Dans le cadre de la présente résolution, bornons-nous à donner un exemple. Si l'on se prononce contre l'industrie nucléaire, faut-il envisager la réduction de la production d'énergie avec toutes ses conséquences ? La construction de centrales thermiques à charbon (mais une centrale à charbon rejette plus de matières radioactives dans l'atmosphère qu'une centrale nucléaire, sans parler du soufre, du gaz carbonique, etc.) ? Miser sur l'énergie solaire (mais l'équipement d'une surface suffisante du territoire français pour fournir une part notable de l'énergie actuellement consommée dans le pays pourrait bien provoquer une modification catastrophique du climat) ? Etc.

Naturellement, en tant que problèmes techniques, ces problèmes ont leur solution ou peuvent la trouver. Contrairement à ce qu'affirment les « écologistes », il n'y a

pas de techniques « par nature » destructives, d'industries « par nature » polluantes (ou non polluantes). Des solutions techniques existent, ou peuvent être trouvées, pour pallier les effets secondaires nuisibles de n'importe quelle industrie ou technique. Mais la classe ouvrière doit d'abord contrôler l'économie tout entière, donc exercer le pouvoir politique, avant d'en pouvoir imposer l'application.

9. S'il n'y a pas de technique ou de science réactionnaire par nature, il n'en est pas de même des mouvements politiques. Dans un certain sens, ce que recouvre le terme écologie relève de la science, la science des rapports entre les organismes vivants et leur milieu. En tant que science des rapports internes à la planète tout entière (de la biosphère), elle est encore dans l'enfance, et il est douteux qu'elle puisse accéder à la maturité avant que ne soit réalisée l'unité politique de la planète. Elle rendra alors d'immenses services à l'économie planifiée mondiale.

Les mouvements « écologistes », eux, qui usurpent le nom de cette science et s'efforcent d'entraîner les travailleurs et jeunes dans une impasse, sont, par nature de leur idéologie, réactionnaires, qu'ils s'alignent ouvertement sur les partis bourgeois ou se prétendent « révolutionnaires ». Et ce n'est pas la participation des trotskistes qui pourrait en changer la nature.

10. La présente résolution examine de façon succincte le problème posé par les mouvements « écologistes » petits-bourgeois. Pour armer l'organisation, il serait nécessaire de rédiger une brochure qui démontrerait en détail les arguments de ces mouvements.

ANNEXE 2

Radio, science, technique et société

Discours de Léon Trotsky au Premier Congrès des Amis de la Radio (1^{er} mars 1926)

Camarades,

(...) Les savants libéraux — il n'en existe plus — ont communément dépeint l'ensemble de l'histoire de l'humanité comme une suite linéaire et continue de progrès. C'était faux. La marche du progrès n'est pas rectiligne, c'est une courbe brisée, zigzagante. Tantôt la culture progresse, tantôt elle décline. Il y eut la culture de l'Asie antique, il y eut la culture de l'Antiquité, de la Grèce et de Rome, puis la culture européenne commença à se développer et maintenant la culture américaine naît dans les gratte-ciels. Qu'a-t-on retenu des cultures du passé ? Qu'a-t-on accumulé comme produit du progrès historique ? Des procédés techniques, des méthodes de recherche. La pensée scientifique et technique avance non sans interruption et défaillances. Même si vous méditez sur ces jours éloignés où le Soleil cessera de briller et où toute vie s'éteindra à la surface de la Terre, il reste néanmoins une abondance de temps devant nous. Je pense que, dans les siècles immédiatement à venir, la pensée scientifique et technique, aux mains d'une société organisée sur un mode socialiste, progressera sans zigzag, ruptures ou défaillances. Elle a mûri avec une telle ampleur, elle est devenue suffisamment indépendante et se tient si solidement sur ses bases qu'elle ira de l'avant par une voie planifiée et assurée, parallèle à la croissance des forces productives avec lesquelles elle est liée de la manière la plus étroite.

UN TRIOMPHE DU MATÉRIALISME DIALECTIQUE

C'est la tâche de la science et de la technique d'asservir la matière à l'homme, de même que l'espace et le temps qui sont inséparables de la matière. A vrai dire, il existe certains écrits idéalistes — non pas religieux, mais philosophiques — où vous pouvez lire que le temps et l'espace sont des catégories issues de nos esprits, qu'ils sont un résultat des exigences de notre pensée, mais que rien ne leur correspond dans la réalité.

Cependant, il est difficile d'entrer dans ces vues. Si quelque philosophe idéaliste, au lieu d'arriver à temps pour prendre le train de neuf heures, laissait s'écouler deux minutes de retard, il ne verrait que la queue de son train et serait, de ses propres yeux, convaincu que le temps et l'espace sont inséparables de la réalité matérielle. C'est notre tâche de rétrécir cet espace, de le vaincre, d'économiser le temps, de prolonger la vie humaine, d'enregistrer le temps passé, d'élever la vie à un niveau plus haut et de l'enrichir. C'est la raison de notre lutte avec l'espace et le temps, à la base de laquelle se trouve la lutte pour asservir la matière à l'homme — matière qui constitue le fondement, non seulement de toute chose existant réellement, mais aussi de toute pensée.

La lutte que nous menons pour nos travaux scientifiques est elle-même un système très complexe de réflexes, c'est-à-dire de phénomènes d'ordre physiologique qui se sont développés sur une base anatomique elle-même issue du monde inorganique de la chimie et de la physique. Chaque science est une accumulation de connaissances basées sur une expérience relative à la matière et à ses propriétés, sur une compréhension généralisée des moyens d'asservir cette matière aux intérêts et aux besoins de l'homme.

Cependant, plus la science nous en apprend sur la matière, plus elle découvre des propriétés « inattendues », et plus la pensée philosophique décadente de la bourgeoisie essaie avec zèle d'utiliser ces nouvelles propriétés ou manifestations de la matière pour démon-

trer que la matière n'est pas la matière. Au progrès des sciences de la nature dans la maîtrise de la matière s'effectue parallèlement une lutte philosophique contre le matérialisme. Certains philosophes et même certains savants ont essayé d'utiliser le phénomène de la radioactivité dans la lutte contre le matérialisme : on s'était fait aux atomes, éléments de base de la matière et de la pensée matérialiste, mais maintenant cet atome tombe en morceaux entre nos mains, est brisé en électrons et, au tout début de la popularisation de la théorie électronique, une controverse a même éclaté dans notre parti autour de la question : les électrons témoignent-ils *pour* ou *contre* le matérialisme ? Quiconque est intéressé par ces questions lira avec grand profit l'ouvrage de Vladimir Illitch (*Lénine*) : *Matérialisme et Empirocriticisme*. En fait, ni le « mystérieux » phénomène de la *radioactivité*, ni le non moins « mystérieux » phénomène de la propagation sans fil des ondes électromagnétiques ne font le moindre tort au matérialisme.

Le phénomène de la radioactivité, qui a conduit à la nécessité de concevoir l'atome comme un système complexe de particules encore tout à fait « impensables », ne peut servir d'argument que contre un spécimen désespéré de matérialisme vulgaire qui ne reconnaît comme matière que ce qu'il peut sentir de ses mains nues. Mais c'est du sensualisme et non du matérialisme. L'un et l'autre, la molécule, ultime particule chimique, et l'atome, ultime particule physique, sont inaccessibles à notre vue et à notre toucher. Mais nos organes des sens qui sont nos premiers instruments de connaissance ne sont pas du tout, tant s'en faut, les dernières ressources de notre connaissance. L'œil humain et l'oreille humaine sont des appareils très primitifs, inadaptés à la perception des éléments de base des phénomènes physiques et chimiques. Tant que, dans notre conception de la réalité, nous nous laissons simplement guider par les découvertes quotidiennes de nos organes des sens, il nous est difficile d'imaginer que l'atome est un système complexe, qu'il a un noyau, qu'autour de ce noyau se déplacent les électrons et que de cela résulte le phénomène de la radioactivité. Notre imagination, en général, ne s'habitue qu'avec difficulté aux nouvelles conquêtes de la connaissance. Quand Copernic, au XVI^e siècle, découvrit que ce n'est pas le Soleil qui tourne autour de la Terre, mais la Terre autour du Soleil, cela sembla fantastique et, depuis ce jour, l'imagination conservatrice a encore du mal à s'accommoder à ce fait. C'est ce que nous observons chez les gens illettrés et dans chaque génération nouvelle d'écoliers. Cependant, nous qui sommes d'une certaine éducation, en dépit de ce qu'il nous semble à nous aussi que le Soleil tourne autour de la Terre, nous ne mettons néanmoins pas en doute que les choses, en réalité, se passent autrement, car cela est confirmé par l'observation d'ensemble des phénomènes astronomiques. Le cerveau humain est un produit du développement de la matière et c'est en même temps un instrument de connaissance de cette matière ; peu à peu, il s'adapte à sa fonction, essaie de dépasser ses propres limitations, crée des méthodes scientifiques toujours nouvelles, imagine des instruments toujours plus complexes et plus précis, contrôle sans cesse son œuvre, pénètre pas à pas dans des profondeurs antérieurement inconnues, change notre conception de la matière sans toutefois jamais se détacher d'elle, cette base de tout ce qui existe.

La radioactivité, que nous venons de mentionner, ne constitue en aucun cas une menace pour le matérialisme et elle est en même temps un magnifique triomphe de la dialectique. Jusqu'à ces derniers temps, les savants supposaient qu'il y avait dans le monde 90 éléments échappant à toute analyse et ne pouvant se transformer l'un dans l'autre — pour ainsi dire un univers qui serait une tapisserie tissée de 90 fils de couleurs et de qualités différentes. Une telle notion contredisait la dialectique matérialiste qui parle de l'unité de la matière et, ce qui est encore plus important, de la transmutabilité des éléments de la matière. Notre grand chimiste Mendeleïev, à la fin de sa vie, ne voulait pas se réconcilier avec l'idée qu'un élément pouvait être transmuté en un autre ; il croyait fermement en la stabilité de ces « individualités » bien que le phénomène de la radioactivité fût déjà connu de lui. De nos jours, aucun savant ne croit à l'immuabilité des éléments. Utilisant ce phénomène de la radioactivité, les chimistes ont réussi à réaliser « l'exécution » directe de 8 ou 9 éléments et, par la même occasion, l'exécution des derniers restes de la métaphysique dans le matérialisme, car maintenant la transmutabilité d'un élément chimique en un autre a été prouvée expérimentalement. Le phénomène de la radioactivité a ainsi conduit à un triomphe suprême de la pensée dialectique.

Les phénomènes de la technique radiophonique sont basés sur la transmission sans fil des ondes électromagnétiques. *Sans fil* ne signifie pas du tout transmission *non matérielle*. La lumière ne rayonne pas seulement des lampes, mais aussi du Soleil, duquel elle nous parvient sans le secours de fils. Nous sommes tout à fait habitués à la transmission sans fil de la lumière sur des distances respectables. Et, cependant, nous sommes fort surpris lorsque nous commençons à transmettre le son sur une bien plus courte distance grâce à ces mêmes ondes électromagnétiques, qui représentent le substratum de la lumière. Tout cela est manifestation de la matière, processus matériel — ondes et tourbillons — dans l'espace et le temps. Les nouvelles découvertes et leurs applications techniques ne font que nous montrer que la matière est beaucoup plus hétérogène et plus riche de possibilités que nous ne l'avions pensé jusqu'ici. Mais, comme auparavant, rien n'est créé de rien.

Les plus remarquables de nos savants disent que la science, et particulièrement la physique, est arrivée ces derniers temps à un tournant. Il n'y a pas si longtemps, ils disaient que nous n'en étions encore qu'aux approches « phénoménologiques » de la matière — c'est-à-dire sous l'angle de l'observation de ses manifestations, mais maintenant, nous commençons à pénétrer plus profondément que jamais à l'intérieur même de la matière, pour apprendre sa structure, et nous pourrons bientôt la commander « de l'intérieur ». Un bon physicien serait naturellement capable de parler de ces choses mieux que moi. Les phénomènes de radioactivité nous conduisent au problème de la libération de l'énergie intra-atomique. L'atome renferme en lui-même une puissante énergie cachée, et la tâche la plus grandiose de la physique consiste à libérer cette énergie en faisant sauter le bouchon, de sorte que l'énergie cachée puisse jaillir comme d'une fontaine. Alors sera ouverte la possibilité de remplacer le charbon et le pétrole par l'énergie atomique, qui deviendra ainsi la force motrice de base. Ce n'est pas du tout une tâche sans espoir. Et quelles perspectives s'ouvrent à nous ! Ce seul fait nous donne le droit de déclarer que la pensée scientifique et technique approche d'un grand tournant, que l'époque révolutionnaire dans le développement de la société humaine s'accompagnera d'une époque révolutionnaire dans la sphère de la connaissance de la matière et de sa maîtrise. Des possibilités techniques illimitées s'ouvriront devant l'humanité libérée.

RADIO – MILITARISME – SUPERSTITIONS

Peut-être, cependant, est-il temps de serrer de plus près les questions politiques et pratiques. Quel est le rapport entre la radio-technique et le système social ? Est-elle socialiste ou capitaliste ? Je pose cette question parce que, il y a peu de jours, l'Italien bien connu Marconi a dit, à Berlin, que la transmission à distance d'images par ondes hertziennes est un prodigieux cadeau au pacifisme, annonçant la fin rapide de l'ère militariste. Pourquoi en serait-il ainsi ? Les fins d'époque ont été proclamées si souvent que les pacifistes ont fini par mélanger les commencements et les fins. Le fait de voir à grande distance est supposé mettre fin aux guerres ! Certainement, l'invention de moyens de transmettre une image animée à grande distance est une tâche très attirante, car il était outrageant pour le nerf optique que le nerf auditif — grâce à la radio — occupe une position privilégiée à cet égard. Mais supposer que de cela doive résulter la fin des guerres est simplement absurde et montre seulement que, dans le cas de grands hommes comme Marconi, de même que pour la majorité des gens spécialisés — et même on peut dire pour la majorité des gens en général —, le mode de pensée scientifique apporte une aide à l'esprit, pour parler crûment, non pas dans tous les domaines, mais seulement dans de petits secteurs. De même que dans la coque d'un navire, on a disposé des cloisons étanches pour qu'il ne sombre pas d'un seul coup en cas d'accident, de même il existe d'innombrables cloisons étanches dans le cerveau humain : dans un domaine ou même dans douze, vous pouvez trouver l'esprit scientifique le plus révolutionnaire, mais derrière une cloison gît l'esprit le plus borné des philistins. C'est la grande force du marxisme, en tant que pensée généralisatrice de l'expérience humaine, d'aider à abattre ces cloisons intérieures de l'esprit grâce à l'intégralité de son analyse du monde. Pour en revenir à notre sujet, pourquoi le fait de voir son ennemi doit-il liquider la guerre ? Dans les temps anciens, quand il y avait la guerre, les adversaires se voyaient face à face. Il en était ainsi du temps de Napoléon. C'est seulement la création d'armes à longue portée qui a poussé graduellement les adversaires à

s'éloigner et les a conduits à tirer sur des cibles hors de vue. Et si l'invisible devient visible, cela signifie seulement que, dans ce domaine aussi, la triade hégélienne a triomphé — après la thèse et l'antithèse, est venue la « synthèse » de l'extermination mutuelle.

Je me rappelle l'époque où l'on écrivait que le développement de l'aviation mettrait fin à la guerre parce que l'ensemble de la population serait précipité dans des opérations militaires, parce que cela amènerait la ruine de l'économie et de la vie culturelle de pays entiers, etc. En fait, l'invention d'un engin volant, plus lourd que l'air, a ouvert un nouveau et encore plus cruel chapitre de l'histoire du militarisme. Il ne fait aucun doute qu'actuellement aussi, nous sommes près de commencer un chapitre encore plus sanglant et encore plus épouvantable. La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connaissance de la nature et de son asservissement aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante, domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme.

Il est incontestable que la technique et la science sapent peu à peu la superstition. Cependant, là encore, le caractère de classe de la société impose des réserves substantielles. Prenez l'Amérique : les sermons y sont retransmis par radio, ce qui signifie que la radio sert de moyen de diffusion des préjugés. De telles choses n'arrivent pas ici, je pense — la Société des Amis de la Radio y veille, je l'espère ? (*Rires et applaudissements*). En système socialiste, l'ensemble de la technique et de la science sera indubitablement dirigé contre les préjugés religieux, contre la superstition qui traduit la faiblesse de l'homme en face de l'homme ou de la nature. Je vous le demande, de quel poids pèsera une « voix du paradis » lorsque sur tout le pays sera radiodiffusée une voix du Musée Polytechnique ? (*Rires*) (1).

NOUS NE DEVONS PAS RESTER À LA TRAÎNE

La victoire sur la pauvreté et la superstition nous est assurée si nous progressons sur le plan technique. Nous ne devons pas rester à la traîne derrière les autres pays. Le premier slogan que chaque radioamateur doit avoir en tête est : ne reste pas à la traîne ! Car nous sommes extraordinairement en retard par rapport aux pays capitalistes avancés ; ce retard est notre principal héritage du passé. Que faire ? Si, camarades, la situation devait être telle que les pays capitalistes continuaient à progresser et à se développer régulièrement comme avant la guerre, alors nous devrions nous demander avec angoisse : serons-nous capables de les rattraper ? Et si nous ne pouvons les rattraper, ne serons-nous pas écrasés ? A cela, nous répondons : nous ne devons pas oublier que la pensée scientifique et la technique en société bourgeoise ont atteint leur plus haut degré de développement au moment même où, économiquement, cette société bourgeoise s'engage de plus en plus dans l'impasse et tombe en décadence. L'économie européenne n'est pas en expansion. Pendant les quinze dernières années, l'Europe s'est appauvrie et non enrichie. Mais ses inventions et découvertes ont été colossales. Alors qu'elle ravageait l'Europe et dévastait d'immenses étendues du continent, la guerre donnait en même temps une prodigieuse impulsion à la pensée scientifique et technique qui suffoquait dans les griffes du capitalisme décadent. Si, cependant, nous considérons les accumulations matérielles de la technique, c'est-à-dire non pas la technique qui existe dans la tête des hommes, mais ce qui est incorporé dans les machines, les manufactures, les usines, les chemins de fer, les télégraphes et téléphones, etc., alors il est évident que nous sommes terriblement en retard. Il serait plus correct de dire que ce retard serait terrible si nous ne possédions pas l'immense avantage de l'organisation soviétique de la société qui permet un développement planifié de la science et de la technique alors que l'Europe suffoque dans ses propres contradictions (...).

(1) Ce discours a été prononcé au Musée Polytechnique et radiodiffusé.

Eolien, transition écologique et capital

LE développement des éoliennes sur terre comme sur mer est devenu l’emblème de la transition écologique. Cette électricité dite faiblement carbonée a envahi les sites Internet institutionnels, les livres scolaires, la publicité, les médias... Ce matraquage médiatique intensif est à la mesure du colossal effort financier demandé à la population. Qu’on en juge.

L’ÉOLIEN, EMBLÈME DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Au niveau mondial, l’accord de Paris sur le climat de 2015 entre Etats entérine le principe d’une enveloppe minimale de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour limiter le « dérèglement climatique ».

En Allemagne, la transition écologique — largement basée sur l’installation d’éoliennes sur le territoire — s’est engagée dans des investissements financiers considérables. Le coût astronomique pour le contribuable s’élève à 160 milliards d’euros pour les seules cinq dernières années, soit environ 800 euros par foyer et par an (1).

Emmanuel Macron vient de donner son accord pour 4 appels d’offres de construction d’éolien marin, soit 30 milliards d’euros sur 20 ans. Ceux-ci s’ajoutent aux 40 prévus pour l’éolien terrestre et aux 90 milliards du photovoltaïque. Au total, 160 milliards d’euros. C’est-à-dire 276 euros par foyer et par an sur 20 ans, chiffre validé par les agences étatiques.

La technologie de l’éolien n’est pas en cause. Il s’agit d’une production énergétique, bien qu’intermittente, qui pourrait participer pour une part minimale au mix énergétique.

Alors, pourquoi les gouvernements en sont-ils arrivés à vouloir attribuer à l’éolien cette place prépondérante et des montants financiers aussi importants ?

L’éolien serait-il une énergie ne produisant pas de gaz à effet de serre (GES) ?

Quels sont les liens entre élus, partis politiques, lobbyistes, ONG et associations environnementales et industrielles de l’éolien ?

Qu’en est-il de l’impact de leur mise en œuvre sur l’emploi et sur le secteur nationalisé particulièrement en France avec l’Electricité de France (EDF) et le Centre de l’énergie atomique (CEA) ?

BILAN CARBONE DE L’ÉOLIEN

Focalisons-nous dans un premier temps sur le bilan carbone de l’éolien, puisqu’il est présenté comme le point fort de la filière.

Il est difficile de trouver des études sérieuses et indépendantes sur le bilan carbone des éoliennes, particulièrement pour l’Europe. Aussi, prenons l’Australie, où une forte opposition à l’éolien s’est développée et des études publiées. Le professeur Crawford, de l’université de Melbourne (2), pourtant favorable à la transition énergétique, a évalué le coût carbone de l’éolien en partant de sa conception jusqu’à la gestion de son démantèlement. Le bilan carbone s’élève à 59 g équivalent CO₂/kWh pour des éoliennes de puissance un mégawatt en tenant compte de l’intermittence de l’éolien (coefficient de charge de 25 % [pourcentage de fonctionnement]). A titre de comparaison, celui de l’hydraulique ou du nucléaire est de 6 g (3). En revanche, celui des sources d’électricité qui viennent en complément des éoliennes pour pallier leur arrêt est de 1 060 g pour le charbon, 730 g pour le fioul ou encore 418 g pour le gaz. Jean-Marc Jancovici, auditionné par la commission sénatoriale le 17 décembre 2014, rapporte que dans un colloque international sur l’énergie, les plus fervents défenseurs de l’éolien étaient les gaziers (4) ! L’agence française ADEME (Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie), établissement public dépendant du ministère de l’Ecologie, très engagé dans le passage à l’énergie éolienne, évalue le bilan carbone à seulement 12,7 g. Cet écart provient des procédures différentes d’évaluation car C. Crawford tient compte de l’ensemble de la chaîne de production, pas l’ADEME. De plus, peut-on prendre au sérieux une agence qui préconise comme solution énergétique le « tout renouvelable » à partir uniquement

(1) In *Der Spiegel*, 4 mai 2019, « Murks in Germany ».

(2) C. Crawford, “Life cycle energy and greenhouse emission analysis of wind turbines and the effect of size on energy yield Renewable and Sustainable Energy yield, Reviews”, n° 113, pp. 2653 à 2660, 2009.

(3) In *Réseau durable*, 14 juin 2016, « Quel bilan carbone des sources de production d’électricité en France », consultable sur le site : <https://reseaudurable.com>

(4) Jean-Marc Jancovici, <https://www.youtube.com/watch?v=R4UG3Akorro>

d'énergies intermittentes et hydroélectriques très minoritaires dans le mix énergétique (5) contre l'avis quasi unanime de la communauté scientifique (6) ! L'ADEME est sous l'emprise des promoteurs de l'éolien. Le passage de Jean-Louis Bal, ancien directeur de l'ADEME, à la présidence du Syndicat des énergies renouvelables (SER), principale structure de lobbying des promoteurs d'éoliens en France, dévoile cette dépendance de l'ADEME !

FINANCEMENT DE L'ÉOLIEN

Cette présentation inexacte du bilan carbone des éoliennes sert à justifier des avantages financiers considérables consentis par les Etats à la filière. Afin de comprendre son financement, il convient d'appréhender le mécanisme de fixation du prix de l'électricité dans le marché d'échange mondial.

Le prix de gros de l'électricité est fixé par la Bourse européenne de l'électricité, l'EPEXSPOT stock Exchange. Cette structure appartient à différents gestionnaires de réseaux comme RTE en France. Le prix de gros s'appelle SPOT. Ce prix varie au cours de la journée en fonction de la demande momentanée de consommation dans des proportions pouvant atteindre 50 % (pic de prix le matin pour la France). Il est en moyenne sur une année pour la France de 47 euros le mégawatt-heure. Ce prix SPOT ne dépend pas du mode de production, nucléaire, centrale à charbon... Cependant, dans ce système, l'éolien est une exception. Il bénéficie d'un tarif subventionné. En France, EDF se trouve dans l'obligation de se porter acquéreur d'électricité d'origine éolienne à un tarif supérieur au prix de gros SPOT et cette surcote est répercutée sur la facture d'électricité ou sur les impôts payés par les contribuables. De plus, les producteurs d'électricité dite verte peuvent revendre sur le marché des certificats carbone (certificat ayant une valeur marchande, attribué par l'Etat aux producteurs d'énergies faiblement carbonées) et ainsi accroître leur rentabilité. L'arrêté signé par Ségolène Royal en 2014, alors ministre de l'Ecologie, a fixé le prix de rachat par EDF à 82 euros le mégawatt-heure pendant dix ans pour l'éolien terrestre : gain 35 euros par mégawatt-heure pour les fournisseurs d'énergie éolienne.

RÔLE DU LOBBYING DANS LES NOUVELLES LOIS MAFIEUSES

Cette manne financière a attiré inévitablement une foule de lobbies. Quelles sont les imbrications entre les divers acteurs de la filière... dans la mesure où l'opacité de cette économie le permet ?

Les investisseurs au niveau mondial ont même réussi à faire changer les lois en leur faveur. En effet, un groupe d'experts des Nations unies a tenté de mettre en garde contre les « effets paralysants » des clauses de protection des investisseurs contenus dans des projets tels que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis (PTCI) en écrivant une lettre ouverte au Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme. Ils déclarent :

« Les chapitres du Règlement des différends entre investisseurs et Etats (RDIE) sont anormaux en ce sens qu'ils protègent les investisseurs, mais pas les Etats ni la population. Ils permettent aux investisseurs de poursuivre les Etats, mais pas l'inverse. »

Ainsi, 117 Etats dans le monde sont actuellement traînés devant les tribunaux pour avoir prétendument mis en danger des investissements privés.

Près de 12 000 lobbies figurent dans le registre ad hoc créé par la Commission européenne : des représentations d'entreprises, pour une moitié, un quart des ONG, auxquelles s'ajoutent un millier de cabinets d'avocats ou de conseils spécialisés et autant de « *think tanks* » défendant chacun leur intérêt.

Cependant, changer les lois ne suffit plus, les lobbies prennent place directement au sein de l'Etat, comme le montre le cas emblématique de l'Organisation franco-allemande de la transition énergétique (OFATE). Ce lobby a comme vocation de soutenir la filière industrielle des énergies renouvelables. Il est composé de syndicats professionnels, comme France Energie Eolienne (FEE)

(5) Selon le Service de la donnée et des études statistiques [(SDES) (service des statistiques ministérielles)], édition 2020, consommations d'énergie : nucléaire 40 %, pétrole 29 %, gaz 15 %, charbon 3 %, EnR 11,6 % dont 1,2 % d'éolien.

(6) Revue de l'Association française pour l'information scientifique (AFIS) : *Science et Pseudo-Sciences*, « Energie et climat », n° 329, juillet-septembre 2019.

ou le Syndicat des énergies renouvelables et leurs semblables allemands, ainsi que ENERCOM, NORDDEX, H2R... De manière plus surprenante, il compte le ministère de l'Écologie français et son homologue allemand. Son financement est réalisé à hauteur de 38,5 % par les ministères concernés... et le bureau de représentation en France se situe dans les locaux du ministère de l'Écologie. En mars 2019, la sénatrice Anne-Catherine Loisier (UDI) avait interrogé le ministre de la Transition écologique sur ce lobby financé par le gouvernement. La question est restée sans réponse.

CONFLITS D'INTÉRÊTS ENTRE LES PARTIS, LES INDUSTRIELS DE L'ÉOLIEN ET LES ONG

Ces conflits d'intérêts que nous avons déjà évoqués avec l'ADEME ne sont pas propres à la France. Ils se sont rapidement développés dans la dernière décennie au niveau mondial par l'implication des politiques, des industriels de l'éolien et des ONG. La situation est devenue telle qu'un nombre important d'enquêtes judiciaires sont en cours. Elles sont réalisées sur la base de soupçons de corruption.

La situation prend une dimension internationale. Un article publié en Italie en 2016 est repris dans *Le Monde* (7) par deux chercheurs spécialisés dans les énergies renouvelables, Catterina Gennaioli et Massimo Tavoni, qui analysent les liens existants entre les politiques publiques et la corruption autour des énergies éoliennes. Il démontre que leur subvention publique attire des appétits multiples.

Les EELV et l'ONG Greenpeace ont des intérêts bien matériels dans l'éolien

François de Rugy avait démarré en politique dans les rangs d'Europe Écologie Les Verts (EELV). Devenu ministre, en quelques mois, avant sa destitution fracassante, il a eu le temps de faire sauter le premier recours judiciaire face aux éoliennes sur terre en supprimant la présence des enquêteurs judiciaires dans deux régions à titre expérimental. Mais, il n'a pas eu le temps de mener à bien son projet de décret qui aurait annulé l'avis du Conseil national de la protection de la nature (CNP) pour les installations industrielles comme les éoliennes (8).

Le lien entre le parti EELV et les promoteurs d'éolien est ouvertement établi en la personne de Jean-Yves Grandier. Celui-ci est fondateur et président du groupe Valorem, un important producteur d'électricité éolienne réalisant 65 millions d'euros de chiffre d'affaires. Il est aussi membre actif d'EELV, pour lequel il se présente régulièrement aux élections européennes ou législatives.

Yannick Jadot, député européen très médiatisé, est un ancien dirigeant de Greenpeace dont il a dirigé les campagnes entre 2002 et 2008. Ce militant très actif du parti EELV et de Greenpeace soutient activement l'éolien. L'ONG Greenpeace est depuis sa création en 1971 une opposante acharnée au nucléaire. Thibault Kerlirzin dévoile dans un ouvrage, *Greenpeace, une ONG à double fond(s)* (9), que l'ONG est intéressée au développement de l'éolien dans la mesure où elle est actionnaire d'une société, Greenpeace Energy, filiale de la société Vesta. Cette entreprise danoise est le leader mondial de l'éolien avec 16,7 % du marché mondial en 2017 ! Selon Thibault Kerlirzin, le bras droit de l'ONG travaille à la démolition du nucléaire pendant que son bras gauche gagne des parts de marché dans l'éolien.

Italie : organisation criminelle autour de l'éolien

En Italie, Vito Nicastrì, dit le « *seigneur du vent* », était à la tête d'une organisation criminelle en Sicile. Il était l'un des propriétaires les plus importants de centrales éoliennes en Italie. Il a été arrêté et tous ses biens saisis. Ils s'élevaient à un milliard cinq cents millions, dont 40 sociétés disséminées dans toute l'Europe, essentiellement dans le domaine de l'éolien et du solaire.

Allemagne : des millions en évasion fiscale

En Allemagne, Günter Benik, l'un des pionniers de l'énergie éolienne du pays, a été arrêté en juin 2011 à la suite de soupçons d'évasion fiscale à hauteur de plusieurs millions d'euros. Il était impliqué dans un en-

(7) « Eoliennes : le nouveau business de la Cosa Nostra », in *Le Monde* avec l'AFP, 12 novembre 2009.

(8) Jade Lindgaard, « Pour le gouvernement, trop de biodiversité nuit à la productivité », *Médiapart*, 5 mai 2019.

(9) Thibault Kerlirzin, *Greenpeace, une ONG à double fond(s)*, éd. VA Press, Collection : « Guerre de l'information », mai 2018, 222 pages.

semble d'une trentaine d'entreprises. Il affirmait avoir participé à l'installation de 1 740 mégawatts dans les parcs éoliens en Allemagne et en France. Il sera retrouvé mort pendu dans sa cellule.

Espagne : corruption

L'Espagne a mené une politique intensive d'installation d'éoliennes et de nombreux élus sont poursuivis ou condamnés pour corruption. Un exemple significatif par son ampleur est celui de l'Aragon. Maria Victoria Pinilla, ancienne maire de La Muela, un village de 5 000 habitants, était au centre d'un vaste système de corruption : 500 mâts éoliens ont été installés à proximité de la commune. A la suite de ces opérations, elle est devenue l'une des plus grandes fortunes d'Espagne. Elle a été finalement condamnée à 16 années de prison et 8,4 millions d'euros pour onze infractions liées à la corruption.

France : l'éolien marin « à tout prix »

Nous avons montré ci-dessus que le prix de rachat par EDF de l'éolien terrestre était près du double du prix SPOT. Qu'en est-il de celui proposé pour l'éolien marin ? Pour les six centrales, les appels d'offres de 2011-2013 ont été fixés à 220 euros le mégawatt-heure. C'est à dire plus de cinq fois le prix SPOT ! La raison invoquée était la création d'une filière industrielle française de l'éolien marin. Mais compte tenu de la vente de fleurons industriels comme Alstom ou Areva ER, seuls susceptibles de fabriquer les turbines, il est établi aujourd'hui qu'aucun acteur industriel français ne participera à la construction de base de ces centrales éoliennes. La gabegie financière (40 milliards d'euros) a soulevé un vent d'opposition, et le gouvernement a été contraint de déposer au Sénat le 8 mars 2018 un amendement à l'article 34 de la loi permettant d'annuler leur construction si le prix était jugé trop élevé. Le gouvernement s'apprêtait à baisser le prix d'annulation très significativement aux alentours de 85 euros le mégawatt-heure (sans cependant aller jusqu'à s'aligner sur les 45 euros du Canada). Emmanuel Macron court-circuite alors la dernière lecture de l'amendement et annonce le 20 juin 2018 une négociation tarifaire à 150 euros... hors raccordement à la charge désormais de l'Etat. Ce coût peut représenter de 20 à 30 euros supplémentaires par mégawatt-heure.

Emmanuel Macron, par un tour de passe-passe dans son annonce, a occulté ce coût de raccordement !

Cette dépense pour le passage au renouvelable s'élève au bout du compte à 160 milliards d'euros sur vingt ans (30 pour l'éolien maritime, 40 pour l'éolien terrestre et 90 pour le photovoltaïque). C'est-à-dire 276 euros par foyer et par an sur vingt ans, chiffre validé par les agences étatiques. Cette somme sera évidemment financée par la collectivité et le consommateur au travers des Tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) et de l'impôt.

L'ÉOLIEN, CRÉATION D'EMPLOIS OU OUTIL CONTRE LES NATIONALISATIONS ?

Les promoteurs de l'éolien, poissons pilotes des multinationales, Siemens, Général Electric, Bouygues..., très actives dans ce secteur, présentent celui-ci comme créateur d'emplois et permettant un développement économique. Dans le même temps des plans de remise en cause de l'énergie électrique publique sont programmés.

Créations d'emplois : qu'en est-il ?

Des dizaines de milliers d'emplois sont annoncés. Selon les chiffres des organisations de promoteurs de l'éolien, la filière représenterait en 2017 en France 17 000 emplois directs ou indirects avec 1 200 emplois créés dans l'année (10). Cependant, ces emplois sont à mettre en relation avec les 1 400 millions de subventions versées chaque année. Logiquement, en Allemagne, la fin des subventions de l'éolien depuis 2017 a conduit à d'importantes suppressions de postes dans ce secteur (11). En effet, une fois les éoliennes construites et installées avec ces subventions, il demeure seulement des centres de surveillance délocalisés assurant le contrôle de leur fonctionnement grâce à des capteurs *in situ*. Aussi ces centres peuvent-ils être délocalisés dans les pays à bas coût du travail. Dans le cas de dysfonctionnement, un technicien peut être dépêché sur

(10) Frédéric de Monicault, « L'éolien crée quatre emplois par jour en France », in *Le Figaro*, 17 octobre 2018.

(11) Pauline Houédé, « Eolien : suppression d'emplois en vue en Allemagne », in *Les Echos*, 6 août 2018.

place. Cette fonction est souvent sous-traitée par les propriétaires de centrales à des sociétés de maintenance.

Une fois construites, les éoliennes nécessitent peu d'emplois. Aussi, pour remédier au déficit d'emplois locaux, les promoteurs d'éoliens ont inventé (sans rire) un nouveau concept : « le tourisme éolien ». Il s'agirait d'organiser des visites d'éoliennes. Sur terre, les parcs d'éoliennes deviendraient de nouveaux parcs d'attractions... alors qu'elles font fuir les touristes. En mer, affirment-ils, les pêcheurs pourraient se reconverter dans des visites touristiques, reconnaissant que l'exploitation en mer de ces centrales perturbent, par le bruit engendré, les poissons jusqu'à une portée de 50 km. Ainsi, non seulement les projets prévus au bord du littoral français et du littoral américain reconnaissent qu'ils mettent en danger le tissu autour de la pêche, mais de plus le cynisme des communicants des sociétés d'éoliennes montre leur appétit à investir coûte que coûte la campagne et la mer pour satisfaire leur profit.

Utiliser l'éolien comme un élément de destruction du secteur public

Le développement de ces profits rentre en contradiction avec l'existence du secteur nationalisé de l'énergie électrique. François Hollande, lors de son discours d'investiture en 2012 mettant son quinquennat sous le signe de l'éolien, avait disposé bien en évidence sur son bureau un modèle réduit d'éolienne...

François Brottes, ancien député du PS de l'Isère, ancien président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, est un bon exemple d'interférences entre filière industrielle et le monde politique. Le 19 octobre, alors député, il est l'invité du troisième colloque éolien organisé par le syndicat France Energie Eolienne, qui réclame à cor et à cri la simplification du système d'installation des éoliennes.

Le 15 avril 2013 est adoptée sous le nom de « loi Brottes » une loi libéralisant sans limite l'installation des éoliennes en France avec la fin des zones de développement éolien (ZDE) réservées à leur construction après accord du préfet. Deux ans plus tard, François Brottes est nommé à la tête du RTE (société anonyme à conseil de surveillance et directoire, et à capitaux publics), filiale d'EDF destinée à sa privatisation en commençant par la filière des énergies renouvelables. Le plus fidèle soutien de l'éolien est

donc placé à la tête de l'entité chargée de mettre en œuvre le raccordement des futures éoliennes, toutes privées, sur terre et en mer au réseau électrique !

LA RÉSISTANCE DES PÊCHEURS ET DES PERSONNELS DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La résistance des pêcheurs

Aux Etats-Unis, à la suite de la mobilisation des pêcheurs, une étude a été réalisée en 2018 par l'Académie nationale des sciences américaines. Elle a permis la consultation des acteurs de la pêche, en particulier dans l'Etat de Rhodes Island ou au large de New York. Le rapport fait état de lieux d'implantation des mâts éoliens dans des lieux d'activité de pêche. La résistance des pêcheurs américains n'a pas été sans effets. Les représentants de l'administration fédérale de la pêche ont refusé en 2019 de donner leur accord à la structure administrative chargée du déploiement des centrales éoliennes en mer.

En France, le champ éolien de la baie de Saint-Brieuc est le premier d'une série de six projets en Manche et en Atlantique. Après cette série, viendra le temps des éoliennes flottantes qui se trouveront toujours dans le champ d'action des pêcheurs côtiers. Un champ expérimental de trois éoliennes flottantes est en préparation au sud de Lorient, préfigurant deux grands champs qui prendront place au cœur des zones de pêche à la langoustine, la mine d'or des pêcheurs du sud de la Bretagne. Le *Bulletin Pêche et Développement* annonce :

« Les comités des pêches ont choisi la concertation, mais la majorité des pêcheurs restent très méfiants et refusent les compensations financières, préférant gagner leur vie au travail » (12).

La résistance des personnels des entreprises publiques

Le projet « *Hercule* » est emblématique de la méthode de dénationalisation. Ce projet met en œuvre une méthode bien rodée. Il

(12) Alain Le Sann, « Baie de Saint-Brieuc, de la concertation à la rupture », jeudi 17 décembre 2020, *Bulletin Pêche et Développement*, n° 184, janvier 2021, consultable sur le site : <https://peche-dev.org>

visé à séparer les activités de production d'électricité, en particulier le nucléaire mais aussi la production hydroélectrique et le réseau de transport. Les autres activités d'EDF, la distribution, la commercialisation ainsi que les énergies renouvelables sont également séparées et destinées immédiatement à la privatisation. Dès lors, l'objectif du projet est clairement de segmenter EDF, faire déperir le nucléaire et privatiser tout le reste par morceaux. La mobilisation du personnel d'EDF avec ses syndicats a fait momentanément reculer le gouvernement.

CONCLUSION

La technique de la production d'électricité à partir des centrales éoliennes est neutre, puisque pouvant participer à minima à un mix énergétique dans le cadre d'une électricité nationalisée. Mais sa mise en œuvre est justifiée faussement à partir d'un bilan carbone sous-évalué et une médiatisation orientée.

Elle aboutit avec le capitalisme à développer une économie largement mafieuse impliquant la sphère politique, à la fragilisation de la chaîne de production énergétique et à la destruction du secteur public, à commencer par les emplois. Il ne s'agit là que d'une illustration supplémentaire du caractère parasitaire du capitalisme à son stade impérialiste, où, comme le *Programme de transition* l'affirme en introduction :

« Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent pas à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes » (13).

Dans ses objectifs de dénationalisation, cette filière présente un avantage spécifique pour le capital avec la mise en œuvre progressive de centrales privées concurrençant l'énergie électrique publique. Aussi les éoliennes sont-elles un outil de privatisation efficace dans les mains du capital pour s'attaquer au service public de l'électricité.

Corrélativement, l'énergie nucléaire, qui nécessite des investissements lourds avec des retours sur investissements très différés, n'a pas cette profitabilité immédiate et doit disparaître ainsi que l'organisme public CEA au profit de la production d'énergie privée fortement subventionnée par les Etats, comme l'éolien ou le voltaïque. Cette vaste opération « énergie verte » s'inscrit dans la recherche inassouvie du capital à gagner de nouveaux débouchés par ailleurs de plus en plus difficiles à trouver sur un marché sursaturé. Cela conduit notamment, comme l'écrit Xabier Arrizabaló Montoro (14), au

« transfert d'activités de secteurs préalablement publics aux capitalistes, c'est-à-dire les privatisations (même si c'est sous la forme d'une fuite en avant) — avec comme conséquence l'élimination de sections non rentables —, ce qui est une exigence actuelle de l'accumulation du capital. Il faut prendre en considération deux nécessités du capital auxquelles répond la privatisation : d'un côté, augmenter le degré d'exploitation (le taux de plus-value), ce à quoi le fait de privatiser des services publics participe pour autant qu'il implique une réduction du salaire indirect et différé ; d'un autre côté, l'ouverture de ces secteurs à la production et à l'appropriation de plus-value ».

L'aide à la défense des nationalisations et au statut des travailleurs publics remis en cause par le développement de l'énergie éolienne comme l'aide à la résistance des marins-pêcheurs combattant pour conserver leur travail participent de la défense et de la reconquête des acquis sociaux organisés à l'échelle internationale par le Comité international de liaison et d'échanges (CILE) impulsé par la IV^e Internationale et des militants cherchant la voie du combat indépendant.

Bernard Rougé
15 juillet 2021

(13) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, éd. Sélio, avril 2013, page 26.

(14) Xabier Arrizabaló Montoro, « Notes économiques sur la situation mondiale », *La Vérité*, n° 107 (janvier 2021), page 15.

Finances et économie verte

LA mise en évidence du désastre sanitaire causé par des dizaines d'années de démantèlement des systèmes de santé publique dans les pays industrialisés, visible dans les régions entières laissées dans l'abandon, notamment dans les pays dits « dépendants », n'empêche pas que le capital financier et les gouvernements à son service cherchent désespérément le moyen de valoriser les énormes masses de capital qui ne trouvent pas dans quoi s'investir.

La prétention **tous unis contre le virus** et le vaccin qui devait fonctionner comme baguette magique contre la pandémie n'ont pas résolu le problème central : l'économie capitaliste, le marché mondial sont incapables de résoudre par eux-mêmes la question de savoir comment faire face à une pandémie, non pas à cause du manque de vaccins (dont, sans le moindre doute, les multinationales possèdent le monopole et manipulent les prix et les quantités), mais en raison de l'état comateux des systèmes de santé qui, outre la politique appliquée par les différents gouvernements, accélèrent leur effondrement au profit de la privatisation. Il n'y a pratiquement aucun pays au monde où n'ait pas augmenté le manque de médecins, d'infirmières, d'infirmiers et d'hôpitaux, autrement dit les moyens normaux d'offrir les services de santé nécessaires, non seulement contre la pandémie mais aussi contre toutes les maladies et affections.

Mais insistons en même temps sur le fait que la plupart des gouvernements utilisent cette situation pour accroître les **restrictions et les mesures liberticides** au nom de la lutte contre le virus, culpabilisant ainsi et terrorisant la population qui serait coupable de la maladie, alors que, dans le même temps, ils utilisent cette occasion pour aller plus loin dans leurs plans de destruction de droits, d'acquis sociaux et même de remise en cause des bases matérielles économiques et sociales d'alimentation des nations et des peuples.

Ce fait, qui est avéré sur tous les continents, se concentre en Europe dans l'objectif du capital financier d'en finir avec le monde de 1945, c'est-à-dire les conquêtes réalisées

après la guerre et qui se sont étendues en partie en Espagne, au Portugal et en Grèce avec la chute ultérieure de ces dictatures.

Déjà, la dislocation de l'URSS donna lieu à une tentative d'utilisation à cette fin, qui a échoué en raison de la vague de résistance qui a secoué pratiquement tous les pays d'Europe occidentale dans les années 1990 et qui a connu une étape cruciale dans la défaite de l'Union européenne (UE) lors du référendum sur la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas en 2005.

Aujourd'hui, le capital n'a pas oublié son objectif et profite de la pandémie pour tenter de réordonner son attaque dans une bataille à la vie à la mort, car ce qui est en jeu c'est la survie de l'économie capitaliste elle-même, avec le risque de disloquer le marché mondial.

Comme nous l'avons dit (voir les notes éditoriales de *La Vérité* des n^{os} 106, 107 et 108), les plans étaient écrits et la crise a été annoncée, et pour certains encore plus importante que celle de 2008.

A la lumière de cette situation, comment interpréter la prétendue révolution verte proposée par l'UE le mercredi 14 juillet (1) ?

L'EUROPE ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS

Tout d'abord, nous ne pouvons pas séparer les plans de la Commission européenne de la situation générale du marché mondial. Marché déterminé aujourd'hui par la « confrontation » entre les Etats-Unis et la Chine dans une situation de dépendance mutuelle dans laquelle Biden, avec les mêmes objectifs que Trump, essaie de subordonner entièrement ses « partenaires » européens à son objectif central : sauver les Etats-Unis de la crise profonde qui les frappe

(1) Communiqué de presse de l'Union européenne du 14 juillet 2021, « Porte verte pour l'Europe : la Commission propose de transformer l'économie et la société européennes afin de concrétiser les ambitions climatiques de l'Union », consultable sur le site : www.ec.europa.eu

à tous les niveaux : économique, politique, institutionnel, social... et qui a comme vague de fond l'endettement abyssal de l'économie américaine, qui utilise le dollar pour impliquer le monde entier dans sa tentative de survie. Nous sommes dans la continuité de la décision de Nixon, en août 1971, de déconnecter le dollar de l'or (2).

Dans ce cadre, **toute** l'industrie européenne est menacée, ainsi que son agriculture. Il ne s'agit plus seulement de ce qu'a dit Léon Trotsky dans les années 1920 (3), à savoir réduire l'Europe à une voix mineure (« à la portion congrue », *Ndlr*), mais d'en faire l'avant-garde de la destruction de la civilisation industrielle.

La « révolution verte » a-t-elle une autre signification ?

Voyons cela point par point.

LE CONTENU DE "L'AMBITION VERTE" DE L'UNION EUROPÉENNE

La Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen a présenté mercredi 14 juillet 2021

« un plan ambitieux pour mener la lutte mondiale contre le changement climatique avec douze mesures, dont l'une des plus marquantes est la fin de la voiture à combustion d'ici 2035... » (*cf. note 1*).

« *Ceux qui émettent du dioxyde de carbone doivent payer pour cela* », a déclaré la présidente de la Commission.

Le contenu du plan qui sera soumis dans les prochains mois à l'approbation du Conseil européen (c'est-à-dire des chefs d'Etat ou de gouvernement des 27 pays de l'UE) et du Parlement européen comprend 12 initiatives législatives, parmi lesquelles il convient de souligner :

— la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990 ;

— l'arrêt de la production des automobiles à moteur en 2035 ;

— l'élargissement des marchés du carbone, notamment par de nouvelles taxes sur le transport routier, le fioul domestique... ;

— la taxation des importations de produits générant du CO₂.

Ce qui entraînerait immédiatement une diminution générale de l'utilisation des combustibles dits « fossiles ».

Ces mesures n'ont pas été approuvées par la Commission européenne sans rencon-

trer de fortes réticences de la part de plusieurs commissaires « *par crainte des répercussions de ces mesures sur les groupes sociaux vulnérables* ». Au sein de la Commission européenne, le « syndrome des Gilets jaunes » est très présent.

Selon l'éditorial du journal *El País* (15 juillet 2021),

« il y a plus de trois lustres que l'Europe a mis en place un système d'échange de droits d'émission qui oblige environ 10 000 usines et industries du continent à payer pour le CO₂ qu'elles émettent... ».

Bruxelles envisage maintenant d'étendre ces mesures... L'éditorial poursuit :

« Ces mesures génèrent des problèmes, comme ceux que connaissent déjà l'Espagne et d'autres pays européens en raison de la hausse des prix d'une électricité qui n'est toujours pas assez propre » (4).

Selon l'hebdomadaire économique *Expansión* (14 juillet 2021), il s'agit d'« *une offensive verte qui provoquera des négociations douloureuses* ».

« Les impôts et nouvelles taxes liés au carbone sont une des initiatives qui feront le plus parler d'elles. Bruxelles présentera des projets visant à augmenter les taxes sur les carburants polluants et à introduire pour la première fois une taxe européenne sur le kérosène utilisé dans l'aviation, parmi d'autres mesures destinées à être le fer de lance des efforts mondiaux de réduction des émissions de carbone.

La secrétaire au Trésor américain s'est engagée à éloigner les banques de développement des projets de combustibles fossiles » (5).

Dans le cadre du G20, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a souligné l'idée de « *fixer un prix plancher mondial pour les émissions de carbone afin de protéger l'environnement par la suppression des subventions aux combustibles fossiles* » (6).

(2) Sur ce point, on peut consulter la déclaration du bureau politique de l'OCI (alors nom de la section française de la IV^e Internationale) du 20 août 1971 et republiée dans *La Vérité*, n° 60-61 (mars 2008), pages 10 à 21.

(3) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, éd. Sélios, mars 2012, 96 pages. Il s'agit d'un recueil de textes et discours de Léon Trotsky de 1924, 1925, 1926.

(4) Consultable sur site : www.elpais.com

(5) Consultable sur le site : www.expansion.com

(6) Communiqué de presse n° 21/211 du Fonds monétaire international (10 juillet 2021), consultable sur le site : www.imf.org

Les défenseurs de ces plans nous parlent d'une « troisième révolution industrielle », et même de « l'industrie 4.0 » (7). On doit rappeler que, en 2006, le prétendu Parlement européen a adopté une déclaration formelle sur la « troisième révolution technologique » (8). De belles formules pour une nouvelle vague de destruction des forces productives, par la disparition de milliers d'emplois de la vieille industrie « carbonisée ».

LES FONDS EUROPÉENS, INSTRUMENTS DE LA DESTRUCTION

L'utilisation des fonds européens est soumise à une double conditionnalité.

D'une part, ils sont un instrument pour accélérer les contre-réformes sociales... Juste un seul exemple : ce mois-ci, la Commission européenne a annoncé le déblocage de 9 milliards d'euros pour l'Espagne et de 10 milliards d'euros supplémentaires à la fin de l'année... et ce sont des fonds soumis à un contrôle strict des dépenses.

« Par la suite, au printemps 2022, un nouveau versement de 12 milliards est prévu, qui est conditionné par l'approbation de la réforme du travail » (*La Vanguardia*, 14 juillet 2021) (9).

Les fonds de cette année-ci ont été « octroyés » après une nouvelle réforme des retraites pactée entre le gouvernement, le patronat et les syndicats... et le remaniement du gouvernement donnant de nouveaux pouvoirs à l'espace économique avec des ministres directement liés au capital financier comme Nadia Calviño (10).

LE SECTEUR AUTOMOBILE

En Espagne, l'automobile est le secteur industriel qui demeure encore debout, avec les caractéristiques suivantes : 17 usines de dix marques, toutes les grandes multinationales existantes, de Ford à Volkswagen, trois cent mille travailleurs employés, 80 % de la production destinée à l'exportation (deuxième producteur en Europe après l'Allemagne).

Le mercredi 13 juillet, le gouvernement espagnol a approuvé le projet PERTE (*Proyectos Estratégicos para la Recuperación y Transformación Económica* — Projet stratégique pour la relance et la transformation économique) à propos du véhicule

vert et connecté. L'objectif, selon Pedro Sanchez, est d'amener l'Espagne à devenir le leader européen de la construction de véhicules électriques « et de pouvoir intégrer les usines espagnoles dans les chaînes de fabrication internationales » (11). Ce plan impliquerait la création de 142 000 emplois, soit 1,7 % du produit intérieur brut (PIB). Ce qui n'est pas dit, c'est ce qui arriverait aux trois cent mille emplois actuels.

Dans l'immédiat, c'est Volkswagen-Seat qui s'est présenté comme candidat à recevoir une aide à ce propos (12).

LES GRANDES ENTREPRISES PRENNENT POSITION

En Espagne, le secteur de l'électricité n'est pas le seul à annoncer des « plans verts ». INDITEX (Zara) (13) annonce que l'objectif de l'entreprise est d'atteindre **zéro**

(7) Industrie 4.0 ou Industrie du futur, ou Quatrième révolution industrielle : correspond aux technologies comme l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, le Cloud, le Big Data, etc., et les systèmes cyber physiques.

(8) Le 14 décembre 2006, le Parlement européen adopte un rapport sur le livre vert intitulé « Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable ». Après débat sur la place du nucléaire et le rôle des énergies renouvelables, les députés européens ont recommandé de fixer des objectifs contraignants pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (30 % d'ici à 2020, et entre 60 et 80 % d'ici à 2050) et l'efficacité énergétique (augmentation de 20 % d'ici à 2020).

(9) Consultable sur le site www.lavanguardia.com

(10) Nadia Calviño a été nommée par Pedro Sanchez ministre de l'Economie et des Entreprises en juin 2018.

(11) Déclaration de Pedro Sanchez (13 juillet 2021) au lendemain du remaniement ministériel, consultable sur le site www.lavanguardia.com

(12) Pour ce qui est de l'emploi dans le secteur automobile, la disparition des véhicules à combustion peut avoir d'importantes répercussions. Le véhicule électrique est plus simple que la voiture à combustion et comporte beaucoup moins de pièces (environ 40 %). Sa fabrication nécessite donc moins de main-d'œuvre (environ 25 % d'heures de travail), une situation qui aura un impact négatif évident sur l'emploi dans les usines et l'industrie automobile auxiliaire. Outre la fabrication, les ateliers seront également touchés, car la voiture électrique nécessite beaucoup moins d'entretien que la voiture à combustion. Les stations-service subiront également des effets négatifs avec ce changement, car nous passerons d'un modèle de ravitaillement en combustible à la station-service à un modèle de ravitaillement essentiellement domestique, ce qui les réduira à l'état des infrastructures essentiellement destinées aux longs trajets.

(13) Consultable sur le site www.Inditexcareers.com

émission en 2040, une énergie 100 % renouvelable en 2022 et l'utilisation exclusive de coton recyclé en 2023.

La Banco de Santander (la plus grande banque du pays) présente un plan de décarbonisation par étapes — 2025, 2030, 2050.

Ce n'est pas à cause du Covid si « *fin 2019, 30 % des entreprises espagnoles avaient une rentabilité négative* ».

Le gouverneur de la Banque d'Espagne, Pablo Hernandez de Cos, qui siège au conseil d'administration de la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré l'hiver dernier qu'il y a 240 000 entreprises « zombies » en Espagne (14). Actuellement, les secteurs les plus touchés se situent dans les compagnies aériennes, la restauration, les hôtels, les loisirs, et parmi eux les micro-entreprises.

Selon Hernandez de Cos, 9 % des entreprises sont insolvable et les subventions doivent donc être arrêtées... Une question d'un grand coût social selon De Guindos, vice-président de la BCE, qui est pour l'instant contre la suppression des subventions.

Ce n'est pas un phénomène espagnol, il est généralisé à toute l'Europe. Les plans du capital impliquent la **liquidation** de secteurs entiers de la production, seule la résistance et la peur d'une explosion sociale généralisée freinent ces plans, d'où la nécessité de terroriser la population et de toutes les mesures liberticides.

Et d'autre part, serrer de près les appareils syndicaux avec la politique d'union sacrée, qui se traduit par la concertation ou le « dialogue social », en essayant de faire des syndicalistes la courroie de transmission de la « transition énergétique », de l'« économie verte » et des plans de démantèlement industriel.

À NOUVEAU LA "DESTRUCTION CRÉATRICE"

Les porte-parole de l'« économie verte » affirment que

« l'octroi de crédits et le financement des travailleurs des entreprises zombies dans les secteurs à faible productivité constituent une mauvaise affectation des ressources, avec des conséquences importantes sur le bien-être à long terme » (15).

Selon les mêmes sources de l'UE, ce dont il s'agit, « *ce n'est pas d'une transition mais d'une **déstruction créatrice*** » (un terme

inventé à une autre époque par l'économiste libéral Joseph Schumpeter) (16).

En février de cette année 2021, 110 grandes entreprises ayant des activités sectorielles liées à l'énergie avaient annoncé des engagements pour parvenir à des émissions **zéro** d'ici 2050. Cette opération permettrait de créer « *35 millions d'emplois et 22 mille milliards d'euros de bénéfices économiques* » d'ici 2030... Mais nulle part il n'est indiqué combien de millions d'emplois disparaîtraient (il suffit à ce propos de consulter les chiffres de l'Organisation internationale du travail [OIT] pour 2020 [17] : 215 millions de nouveaux chômeurs sur de vrais emplois).

Mais l'opération va beaucoup plus loin, il suffit de citer Larry Fink, conseiller délégué de Black Rock, qui encourage le développement de plans de financement à long terme prenant en compte la question du climat et aidant à débloquer les capitaux privés dont on a tant besoin (18). Il y a actuellement quelque 42 mille milliards de dollars dans les fonds de pension privés, dont Black Rock est le plus grand gestionnaire avec 9 mille milliards de dollars.

Jeremy Rifkin, le prophète du « *New Deal Green* » (19) (la politique sociale de l'administration Biden), plaide pour la nécessité d'investir ces fonds dans l'économie verte et d'abandonner « *l'économie obsolète des énergies fossiles* ».

La conférence de l'ONU sur le changement climatique qui aura lieu à Glasgow en novembre 2021 est annoncée pour actualiser les accords de Paris dans une situation de confrontation extrême où l'UE veut prendre

(14) Déclaration de Pablo Hernandez de Cos, directeur de la Banque d'Espagne, hiver 2020, consultable sur le site www.elpais.com

(15) *Ibidem*, cf. note 14.

(16) Joseph Schumpeter (1883-1950), économiste qui a développé ce point : la « destruction créatrice » désigne le processus continuellement à l'œuvre dans les économies et qui voit se produire de façon simultanée la disparition de secteurs d'activités économiques conjointement à la création de nouvelles activités économiques.

(17) Communiqué de l'OIT du 25 janvier 2021, consultable sur le site www.ilo.org

(18) Lettre de Larry Fink publiée sur le site www.blackrock.com

(19) Jeremy Rifkin, *Le New Deal Vert Mondial, Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028, Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Ed. Les liens qui libèrent, coll. Poche, 2020, 304 pages.

la tête du « vert » pour survivre. Des déclarations ne manquent pas, comme celle de Frans Timmermans pour qui « *il n'y a pas de temps à perdre ; nous sommes devant les limites de la planète* » (20), ou bien utiliser les inondations catastrophiques en Europe centrale ces jours-ci au service de l'offensive de la désindustrialisation.

C'est pourquoi Frans Timmermans, vice-secrétaire de la Commission européenne, affirme que « *si nous ne convainquons pas qu'il s'agit d'une transition solide, la résistance sera massive* », conscient qu'il est que « *la partie la plus difficile sera de taxer le carburant pour les voitures et le chauffage* » (21).

LA PEUR DES "GILETS JAUNES" ...

La presse internationale s'est fait l'écho ces dernières semaines du danger de l'émergence en Europe de résistances de masse de type « Gilets jaunes », comme celles qui ont émergé en France à partir du 17 novembre 2018 contre la taxation du prix du diesel, qui a particulièrement touché les secteurs les plus exploités du prolétariat.

Mais au-delà de ce phénomène, il est bon de rappeler que pratiquement toutes les grandes mobilisations de ces dernières années ont explosé à partir de revendications apparemment minimales : l'augmentation de 30 pesos du ticket de métro à Santiago, la taxe sur WhatsApp au Liban, la réforme fiscale en Colombie...

La crainte d'une explosion sociale ou d'un mouvement révolutionnaire est présente et détermine les rythmes, les formes et les mesures d'accompagnement, et notamment la nécessité de l'appareil et de sa politique de concertation ou de « dialogue social ».

C'est pourquoi la Commission européenne, tout en annonçant la « révolution verte », a proposé la création d'un **Fonds social pour le climat** de 72 milliards pour soutenir les secteurs sociaux les plus touchés pendant la période 2025/2032, dans laquelle les 12 mesures de la « révolution verte » devraient être appliquées (ces sommes proviendraient des 25 % des nouvelles taxes sur le carbone) (22).

Dans la même logique et en parallèle, le groupe des ministres de l'Économie et des Finances du G20 s'est mis d'accord le 11 juillet sur une unification mondiale d'un

taux minimum d'imposition des sociétés de 15 % ; disons qu'en dehors d'être une décision ridicule et inapplicable, cela fait partie de la campagne médiatique pour dire « *nous devons tous faire des sacrifices, nous devons tous payer* ».

LA POLITIQUE DES APPAREILS

La social-démocratie « moderne » et les vestiges du stalinisme se sont jetés pieds et poings liés dans le prétendu écosocialisme.

En Espagne, Pedro Sanchez a déclaré que le prochain congrès du PSOE (octobre 2021) adoptera dans la terminologie programmatique du parti les termes « écologiste » et « féministe ».

Dans l'argumentation de cette « nouvelle » politique, se distinguent particulièrement les actuels continuateurs de Pablo et Mandel.

L'idéologue en chef Daniel Tanuro vient de publier un livre intitulé *Trop tard pour être pessimistes ! (la catastrophe écologique et les moyens de l'arrêter)* (23) en continuité avec la thèse qu'il a présentée au XVI^e Congrès du Secrétariat unifié (SU) (24). Tanuro va plus loin non seulement dans sa condamnation de la critique marxiste, qui « *n'est pas exempte de "scories productivistes"* » (page 128), mais qui inspire directement la pratique politique des organisations, comme par exemple le document « *Emploi et transition écosociale* » (22 juin 2021) (25).

Luis Gonzalez, Angel Tubau
23 août 2021

(20) Dépêche AFP, cité par *Médiapart*, 9 août 2021.

(21) Dépêche AFP, 15 juillet 2021.

(22) Commission européenne, *Bulletin quotidien Europe* n° 12 762 (5 juillet 2021).

(23) Daniel Tanuro, préface de Michaël Lowy, *Trop tard pour être pessimiste (la catastrophe écologique et les moyens de l'arrêter, Ecosocialisme ou effondrement)*, Ed. Textuel, collection « Petite encyclopédie critique », juin 2020, 320 pages.

(24) Ce texte a été publié dans la revue du SU *Inprecor*, n° 560-561 (avril-mai 2010) sous le titre « *Le basculement climatique capitaliste et nos tâches* ». Daniel Tanuro, membre de la section belge du SU et ingénieur agronome, a publié un ouvrage en 2010 qui développe cette thèse : *L'impossible capitalisme vert*, aux éditions La Découverte.

(25) *Empleo y transición ecosocial*, étude produite en juin 2021 par sept organisations écologiques et syndicales.

Les recommandations du FMI pour "verdier l'économie" et "écologiser la croissance"

LÀ grande conférence mondiale sur le climat qui s'est tenue à Paris en décembre 2015 a été l'occasion de renforcer les tentatives d'union nationale en France, et plus largement à l'échelle mondiale avec le pape et son encyclique *Laudato si'* (1). Malgré le mépris affiché par l'impérialisme américain pour ses partenaires européens, ceux-ci tentent toujours de susciter cette union sacrée pour « sauver la planète ».

UN FAUX DÉBAT POUR UN VRAI PROBLÈME

Le problème de la maîtrise de l'activité économique pour satisfaire les besoins humains a été détourné vers un faux débat. Depuis de nombreuses années, la question de l'écologie est utilisée par les gouvernements et les médias pour tenter de dévier l'attention des travailleurs du problème essentiel : la concurrence, la recherche du profit, la propriété privée des grands moyens de production conduisent à de véritables catastrophes, que l'on masque sous la prétendue menace climatique ou toute autre menace confuse (terrorisme, épidémies...). Les crises financières succèdent aux crises financières, le chômage de masse et la précarité de l'emploi se sont installés partout. Le caractère parasitaire et militariste de l'impérialisme a renforcé un chaos ressenti dans tous les pays. Une intense lutte de classe se mène, car les plans du capital s'incarnent partout sur le même axe : afin de restaurer les profits, les conquêtes sociales antérieures doivent être laminées. En défendant la protection sociale collective, les salaires, les codes du travail, l'école, la santé, les travailleurs freinent cette offensive et, de ce fait, limitent les effets destructeurs de ces réformes structurelles, le chaos de la concurrence, la marche à la guerre. Cependant, le sentiment que les régressions sont insupportables grandit partout. Le moment à partir

duquel des dégâts irréversibles dans tous les domaines sont dangereux est atteint. En France, par exemple, le coup que le gouvernement entend porter au baccalauréat (diplôme ouvrant l'accès à l'Université) ainsi qu'à l'hôpital public représente un point critique.

La bourgeoisie elle-même est inquiète. Un haut fonctionnaire belge de la Commission européenne, Jean-Pol Poncelet,

char
l'ém
Scir
tion
prol
cont
il a
pro
séc
ajo
me
pai
ser

(1)

l'

ge

ce

Ci

u

e

e

r

f

i

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

t

ENVIRO 63 000 km² partis en fumée, 24 morts, 2 000 habitations détruites, des centaines de milliers d'Australiens contraints de fuir leurs habitations, 5 millions vivant dans des zones recouvertes par des fumées toxiques, 500 millions d'animaux morts : tel est le bilan des incendies qui ont ravagé l'Australie pendant plusieurs mois.

Les discours catastrophistes se multiplient. Dans une tribune parue dans *Le Monde* (21 février 2020), des scientifiques de diverses disciplines alertent sur le fait que « l'habitabilité de la France serait remise en question » et en appellent à « changer le système par en bas ». Par cette formule (« changer le système »), ils entendent lancer un appel aux responsables politiques nationaux afin que soient prises des mesures et que la vérité soit dite, à savoir, selon eux, que « notre mode de vie actuel et la croissance économique ne sont pas compatibles avec la limitation du dérèglement climatique ».

D'emblée, la IV^e Internationale conteste que le problème soit dû « à notre mode de vie actuel » ou « à la croissance économique » en général indépendamment du système économique, à savoir le capitalisme, fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Écartons tout de suite les fausses polémiques : le climat terrestre est bien en train de changer, l'augmentation de la quantité atmosphérique de gaz à effet de serre (GES) entraîne bel et bien une modification globale du climat de la Terre, un réchauffement qui va se poursuivre au cours du siècle qui vient. Cette augmentation de la quantité de GES est largement due à la combustion des ressources fossiles que sont le charbon, le gaz et le pétrole.

C'est aux scientifiques et à eux seuls d'établir les faits, d'en discuter et de trancher les désaccords sur la base de nouvelles observations. Ce que nous contestons, c'est l'utilisation qui est faite de ces résultats, propageant une vision catastrophiste et apo-

litique. Nous contestons le fait qu'il faudrait s'en remettre aux gouvernements et aux institutions internationales, au service du capital, que la lutte de classe passerait au second plan ou aurait même disparu au nom de l'urgence à agir, au nom d'un intérêt général supérieur.

LES INCENDIES EN AUSTRALIE : UNE FATALITÉ NATURELLE ?

Le 18 janvier, par milliers, dans les principales villes du pays, les Australiens descendaient dans la rue pour dénoncer la responsabilité de Scott Morrison, le Premier ministre, exigeant sa démission. La colère de la population rejoint celle des pompiers volontaires, épuisés par des mois de combats contre le feu. Dans ce pays grand comme cinq fois la France, plus de 70 % des sapeurs-pompiers sont en effet des volontaires, qui quittent leur travail pour venir en aide bénévolement.

L'Australie est un pays très sec, dont le centre désertique et qui a toujours été soumis à des incendies ravageant la végétation lors de la saison sèche. Mais le changement climatique actuel modifie la situation, la saison des incendies commence de plus en plus tôt et dure plus longtemps.

Par ailleurs, on constate une augmentation des températures extrêmes, avec des pics à 49 degrés.

Alors que les incendies ont commencé en octobre 2019, le gouvernement Morrison ne s'est décidé à accorder une prime aux pompiers volontaires qu'à la veille de Noël et en janvier à leur verser une indemnité journalière. Pendant presque trois mois, ils ont donc quitté leur travail et leur famille pour combattre les flammes sans le moindre salaire, le gouvernement incitant seulement les entreprises à ne pas pénaliser les salariés qui se portaient volontaires.

Dans un communiqué daté de juin 2019, quelques mois avant les incendies, le syndi-

Climat, destruction de l'environnement et lutte de classes

Fac-similés de la première page de deux articles récents

parus dans *La Vérité* qui complètent ce dossier :

– *La Vérité*, n° 97 (mars 2018), pages 29 à 37 :

Les recommandations du FMI pour « verdier l'économie » et « écologiser la croissance ».

– *La Vérité*, n° 105 (mars 2020), pages 45 à 53 :

Climat, destruction de l'environnement et lutte de classes.

Multinationales et « green attitude »

QUELQUES gouttes d'eau perlent sur une belle feuille verte. Sur ce fond d'image, issu d'une présentation faite par les dirigeants d'une multinationale aux syndicalistes de plusieurs pays, s'inscrit un titre : « *Indice de développement durable du Dow Jones* » (DJSI) (1).

L'indice DJSI a été créé en 1999 par la société financière Robeco, située à Zurich, en Suisse. Il récompense les entreprises les plus « performantes » en matière de développement durable. Le DJSI est calculé par deux sociétés financières : *Standard & Poors Dow Jones Indices* (2) et *RobecoSAM*, filiale de Robeco.

L'évaluation se fonde, principalement, sur un questionnaire, rempli par les sociétés elles-mêmes. Il est vrai que pour le capital, on n'est jamais mieux noté que par soi-même. Le questionnaire évalue la performance « *économique, environnementale et sociale* » de l'entreprise.

Les dirigeants de la multinationale présentent aux syndicalistes un plan d'action pour améliorer leur score dans chaque domaine. Pour la performance sociale, ils fixent l'objectif de développer l'évaluation à 360 degrés : les ouvriers seront non seulement évalués par leur supérieur hiérarchique, mais aussi par leurs collègues. Le résultat déterminera leur augmentation de salaire, leurs éventuelles primes et leur évolution de carrière. La performance sociale et le rang de l'entreprise dans le DJSI en seront ainsi, en principe, améliorés. Les syndicats qui s'opposent à cette « innovation managériale » sont accusés d'entraver l'amélioration de son classement comme entreprise soucieuse du développement durable de l'humanité.

L'existence d'une « *charte sur les droits humains* », une « *approche holistique du développement durable* », la préoccupation de « *l'équilibre homme-nature* » et de la « *qualité de vie des générations futures* », qui figurent en bonne place dans les objectifs présentés, leur font aussi gagner des points dans le classement DJSI.

Mais surtout, cela contribue à renforcer l'objectif principal des dirigeants et des actionnaires :

« Créer de la valeur, se distinguer dans un marché concurrentiel où les critères non financiers sont davantage pris en compte par les investisseurs. »

Au final :

« La participation de l'entreprise au DJSI renforce son image positive et sa réputation mondiale » (3).

UN FEU D'ARTIFICE DE LABELS ET DE RÉCOMPENSES

Le nombre de labels visant à blanchir l'activité des entreprises est incalculable. Le « *greenwashing* » (*blanchiment vert*) figure en bonne place.

Une récompense, au moins aussi prestigieuse que le DJSI, semble honorer les dirigeants de la multinationale, qui en font la promotion auprès des syndicalistes : le « *CDP Climate Leadership Award* » (4).

Ce label s'établit, lui aussi, sur la base d'un questionnaire, rempli par les entreprises elles-mêmes, en plusieurs points : le changement climatique, l'eau et la forêt. Il mesure la consommation d'énergie, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), la

(1) DJSI — *Dow Jones Sustainability Index*.

(2) Société financière américaine basée à New York, dont les deux principaux indices sont le *S&P 500* (indice boursier basé sur les 500 plus grandes sociétés cotées sur les Bourses aux Etats-Unis qui couvre environ 80 % du marché boursier par sa capitalisation) et le *Dow Jones Industrial Average* (souvent raccourci en *Dow Jones*, le plus vieil indice des Bourses de New York qui date de 1896).

(3) Citations extraites d'un document interne remis par les dirigeants d'une multinationale aux syndicalistes.

(4) Label remis aux entreprises qualifiées par le CDP (*Carbon Disclosure Project* — Projet de divulgation des émissions carbone) pour leur action environnementale. Le CDP est le premier agrégateur mondial de données sur les émissions de carbone des entreprises (www.cdp.net).

consommation d'eau et de papier, et le gaspillage. Pour gagner leur médaille, les dirigeants de la multinationale décident que les poubelles individuelles par bureau seront supprimées. Elles seront désormais concentrées en un seul et même endroit par étage, même s'il faut quinze minutes pour s'y rendre. Il est demandé aux employés de ne plus imprimer que le strict nécessaire et de nettoyer eux-mêmes leur bureau. La fréquence du ménage des sols est réduite de moitié. Les gobelets en plastique des distributeurs à boisson sont supprimés. Chaque employé doit amener son « Mug » (5). Le P-DG se fait prendre en photo avec son nouveau « Mug » alors que l'entreprise est en plein « plan social » et que des milliers de salariés sont licenciés après 20 ou 30 ans d'ancienneté, au prétexte de la pandémie de Covid-19, pour restaurer les marges et le profit.

Les salariés — dont le métier le permet — sont invités à travailler de chez eux pour réduire la consommation énergétique et l'empreinte carbone de l'entreprise : surfaces de bureaux réduites, baisse de la consommation d'eau et d'électricité, réduction des frais du restaurant d'entreprise et des consommables. Toutes les charges sont reportées sur les travailleurs eux-mêmes. Le profit en est augmenté d'autant.

La moindre action est mesurée en grammes de CO2 émis, comme par exemple, les voyages en avion. En contrepartie, les voyageurs sont invités à verser une certaine somme d'argent pour « compenser » leur émission carbone.

LA NOUVELLE ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL (CLIMAT)

Le capital n'appelle jamais le profit par son nom. Pour mieux le préserver, il le masque derrière des artifices sans cesse renouvelés. L'environnement n'y échappe pas.

Le président français Emmanuel Macron et son ministre de l'Économie Bruno Le Maire avaient modifié l'article 1833 du Code civil en ajoutant qu'une société « est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité » (6).

Avec la loi climat, adoptée par le Parlement le 20 juillet 2021, ils vont contraindre les syndicats à rendre des avis sur les conséquences environnementales de

l'activité des entreprises, afin de mieux les associer aux gigantesques restructurations que prépare le capital financier pour réorganiser ses chaînes de valeur mondiales et tenter de contrecarrer la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

En 1843, Friedrich Engels décrivait les ressorts de cette frénésie et de cette mécanique infernale qui, sous le régime capitaliste, ne cessera jamais :

« La lutte du capital contre le capital, du travail contre le travail, du sol contre le sol, rend la production fiévreuse. Tous les rapports de la nature et de la raison s'en trouvent inversés. Aucun capital ne peut soutenir la concurrence d'un autre si son activité n'est pas portée au plus haut point. Aucun bien foncier ne peut être cultivé avec profit si la productivité ne s'accroît pas constamment. Aucun travailleur ne peut l'emporter sur ses concurrents s'il ne consacre pas toutes ses forces au travail. En général, on ne peut se maintenir dans la lutte de la concurrence qu'au prix du maximum de l'effort, par le sacrifice de tous les buts vraiment humains » (7).

Ainsi, le comité social et économique (8) devra désormais prendre en compte les conséquences environnementales des décisions patronales relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production. Le patron devra informer et consulter le comité sur les conséquences environnementales des mesures qu'il lui présente dans le cadre de la procédure d'information-consultation sur l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise, notamment en matière d'effectifs, d'organisation économique ou juridique, ou d'introduction de nouvelles technologies. L'environnement sera rajouté aux formations auxquelles peuvent prétendre les syndicalistes. Le champ des experts-comptables sera lui aussi élargi à l'environnement.

(5) Tasse personnelle.

(6) Le Code civil a été ainsi modifié par l'article 169 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises.

(7) Friedrich Engels, *Esquisse d'une critique de l'économie politique* (1843-1844), éditions Allia, juillet 1998.

(8) En France, le comité social et économique (CSE) est la nouvelle « instance représentative du personnel » qui succède aux anciennes instances représentatives (délégués du personnel, comité hygiène sécurité et conditions de travail, et comité d'entreprise) depuis janvier 2018.

Le capital financier et le gouvernement — que Marx et Engels qualifiaient de « comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie tout entière » (9) — ont parfaitement compris l'usage qu'ils pouvaient faire des préoccupations environnementales légitimes de la population, pour mieux faire passer les licenciements et les délocalisations, les baisses de salaires et la remise en cause des accords collectifs, afin d'orienter les investissements vers des activités plus profitables pour les actionnaires.

Ainsi est né, le 7 mars 2021, le « *Printemps écologique* ». Se présentant comme le premier éco-syndicat dans les secteurs de l'informatique, des médias, de la fonction publique d'État ou encore de la métallurgie-sidérurgie, il s'appuie sur l'appel lancé par une soixantaine d'organisations non gouvernementales, en novembre 2020, pour porter la « révolution écologique et sociale à l'intérieur des entreprises » et sortir, selon les propos de son principal dirigeant rapportés par une dépêche de l'Agence France-Presse de mars 2021, « de l'affrontement entre ouvriers et patrons » (10).

Cette version moderne de la vieille association capital-travail, renouvelée au nom du climat, n'a rien à envier à l'État corporatif de Mussolini ou à ses variants, visant à dissoudre la lutte de classe dans le « bien commun » cher à l'Église catholique romaine, dont la doctrine sociale remonte à l'encyclique de Léon XIII *Rerum Novarum* de 1891. L'encyclique papale du 24 mai 2015 *Laudato si'* (11) n'est-elle pas consacrée à l'environnement ?

Si l'initiative reste à ce stade marginale, elle est observée de près par les grandes confédérations. Elle repose de vieux problèmes fondamentaux, qui ont traversé le mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle. L'AFP rapporte :

« *La CFDT sur la question écologique est très active, y compris dans le cadre de l'alliance qu'on a créée avec le Pacte du pouvoir de vivre* », en mars 2019, souligne son secrétaire général, Laurent Berger. « *Les adhérents de ce syndicat (...), il faut qu'ils rejoignent la CFDT* », dit-il à l'intention des militants du *Printemps écologique*. « *C'est intéressant de faire un travail plutôt dans les organisations existantes, dans un paysage qui est déjà assez émietté en France* », lui fait écho Marie Buisson, membre de la commission exécutive de la CGT. La CGT a créé récemment, avec Greenpeace et d'autres, le collectif « Plus jamais ça ». L'occasion d'images inédites,

telle celle des ouvriers de la raffinerie Total de Grandpuits manifestant aux côtés de militants écolos début février » (12).

Inédite aussi, la colère d'organisations importantes de la CGT comme les fédérations de l'Énergie ou des Cheminots contre l'association de la CGT au collectif « Plus jamais ça », imposée d'en haut par la direction confédérale sans débat ni vote de ses instances.

D'autant que la « *transition écologique* », qui n'a pas grand-chose à voir avec l'écologie et beaucoup à voir avec la transition vers une économie plus profitable pour les actionnaires, s'appuie principalement sur les nouvelles technologies qui ont conduit, ces dernières décennies, à une polarisation extrême des emplois, un appauvrissement et une déqualification massive des travailleurs (voir l'article *Le Covid et le Job Reset*, publié dans *La Vérité*, n° 108, pages 29 à 31).

A celles et ceux qui pensent que la technologie résoudra tous les problèmes créés, ou induits, par l'homme, rappelons ce que disait Marx dans son *Appel au prolétariat anglais* (1856) :

« De nos jours, chaque chose paraît grosse de son contraire. Nous voyons que les machines douées du merveilleux pouvoir de réduire le travail humain et de le rendre fécond le font dépérir et s'éteindre. Les sources de richesse nouvellement décou-

(9) Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, « I – Bourgeois et prolétaires », éd. Sélino, 2006, page 29.

(10) Dépêche de l'Agence France-Presse (AFP) citée par *Liaisons sociales quotidien*, *L'actualité*, n° 18 263 du 12 mars 2021, « Le "Printemps écologique" un "écosyndicat" dans un paysage syndical de plus en plus vert » (site : www.liaisons-sociales.fr).

(11) Encyclique *Laudato si'* (« Loué sois-tu ») du pape François (publiée pratiquement un mois plus tard, le 18 juin 2015), sous-titrée « *Sur la sauvegarde de la maison commune* » et entièrement consacrée aux questions environnementales et sociales. Elle a été saluée par le « socialiste » et président du Conseil constitutionnel français Laurent Fabius, alors président de la COP 21, en termes élogieux : « *Je salue la publication de l'encyclique (...), première encyclique de l'histoire de l'Église catholique consacrée à la question écologique. Son titre, tiré des écrits de saint François d'Assise, et son statut témoignent de l'importance accordée à la protection de l'environnement par le pape. En cette année décisive pour la lutte contre le dérèglement climatique, ce geste sans précédent contribuera à renforcer la mobilisation de la communauté chrétienne et plus largement de l'ensemble des citoyens du monde qui sont sensibles aux messages du pape. C'est donc une contribution importante pour le succès de la COP 21* » (*France Diplomatie*, 18 juin 2015, www.diplomatie.gouv.fr).

(12) *Ibidem*, cf. note 10 ci-dessus.

vertes se changent, par un étrange sortilège, en sources de détresse. Il semble que les triomphes de la technique s'achètent au prix de la déchéance morale. A mesure que l'humanité maîtrise la nature, l'homme semble devenir l'esclave de ses pareils ou de sa propre infamie. Même la pure lumière de la science semble ne pouvoir luire autrement que sur le fond obscur de l'ignorance. Toutes nos découvertes et tous nos progrès semblent avoir pour résultat de doter de vie intellectuelle les forces matérielles et de dégrader la vie humaine à une force matérielle.

Cet antagonisme entre l'industrie et la science modernes d'une part, et la misère et la décomposition morale d'autre part, cet antagonisme entre les forces productives et les rapports sociaux de notre époque est un fait tangible, écrasant et impossible à nier. Tels partis le déplorent, d'autres souhaitent se débarrasser de la technique moderne, pour peu qu'ils se délivrent des conflits modernes ; ou bien s'imaginent qu'un progrès aussi important dans l'industrie doit nécessairement s'accompagner d'une régression non moins considérable en politique.

Pour notre part, nous ne nous abusons pas quant à la nature de l'esprit retors qui ne cesse d'imprégner toutes ces contradictions. Nous savons que pour faire œuvre utile, les forces nouvelles de la société ont besoin d'une chose, à savoir d'hommes nouveaux qui maîtrisent ces forces ; et ces hommes nouveaux, ce sont les travailleurs. Ils sont tout autant une invention des temps modernes que les machines elles-mêmes » (13).

Le problème n'est pas l'homme (ou le travailleur) ni son comportement, comme nous l'entendons si souvent, mais les rapports sociaux dans lesquels il évolue :

« L'essence de l'homme n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux » (14).

C'est en analysant ces rapports sociaux et leur évolution que Marx établit cette loi de l'histoire :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale » (15).

C'est bien là le problème : association capital-travail au service des forces réactionnaires ou indépendance politique de la classe ouvrière, condition indispensable à l'avènement de la révolution sociale.

Du côté du gouvernement, le scénario est déjà écrit : ceux qui s'opposeraient au néo-corporatisme, par volonté de défendre la démocratie ou simplement parce qu'ils ont besoin d'un vrai travail et d'un vrai salaire pour vivre, seraient méprisants envers la nature, obscurantistes, voire même dangereux pour l'avenir de l'humanité. Les statistiques orientées, les rapports à sens unique et les manipulations les plus diverses fleuriront encore davantage pour bourrer le crâne des jeunes et des travailleurs, et leur faire comprendre que, derrière le ralliement à la cause du climat, il n'y a pas de place pour la liberté, la démocratie et la lutte des classes.

TOUT CELA A-T-IL UN SENS ?

Depuis vingt ans, le capital a promu la Responsabilité sociale — ou sociétale — des entreprises (RSE) comme un moyen d'encourager un développement économique écologique et responsable.

Au motif que « *ce qui est mesuré est géré* », il fallait multiplier les statistiques, les rapports, les enquêtes et les classements. Comme le rapporte l'ancien directeur d'exploitation de la société américaine Timberland, Kenneth Pucker, dans la *Harvard Business Review* (16), l'idée était qu'un lien émergerait entre les entreprises responsables et leurs rendements financiers ; que les investisseurs et les consommateurs feraient pression sur les mauvaises entreprises de ces classements pour qu'elles s'améliorent et que les outils de mesure de l'impact social et environnemental deviendraient plus rigoureux et plus utilisés. L'ensemble permettant de créer un capitalisme plus vertueux.

(13) Discours de Karl Marx à la fête de *The People's Paper*, journal des chartistes de Londres, 14 avril 1856.

(14) Sixième thèse de Karl Marx sur Feuerbach (1845), qui figure en appendice de son *Feuerbach* de 1888 (« *Thèses sur Feuerbach* »).

(15) Karl Marx, *Contribution à la Critique de l'économie politique*, introduction de 1857, éd. Sociales, 1969, pages 4-5.

(16) <https://hbr.org/2021/05/overselling-sustainability-reporting>, article de Kenneth P. Pucker publié dans la *Harvard Business Review*, mai-juin 2021.

Mais aucune de ces promesses ne s'est réalisée. Pucker explique :

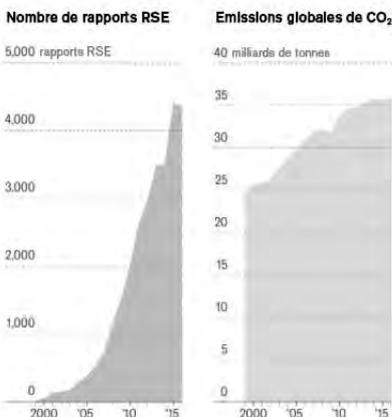
« Selon l'Alliance mondiale pour l'investissement durable (*Global Sustainable Investment Alliance – GSIA, Ndlr*), l'investissement socialement responsable a atteint plus de 30 000 milliards de dollars, soit un tiers de tous les actifs gérés par des professionnels.

Cependant (...), les émissions de carbone ont continué d'augmenter et les dommages environnementaux se sont accélérés. Les inégalités sociales augmentent également. Par exemple, aux Etats-Unis, l'écart entre la rémunération médiane des P-DG et la rémunération médiane des travailleurs s'est élargi, même si les entreprises publiques sont désormais tenues de divulguer ce ratio. Il s'avère que les rapports de développement durable ne sont pas un indicateur de progrès (...).

Selon la GSIA, 2 dollars sur 3 sont classés comme investissement socialement responsable, alors qu'ils sont qualifiés de durables uniquement parce qu'ils excluent des secteurs d'investissement spécifiques comme le tabac ou les armes à feu. Les fonds dits durables ne sont pas non plus à la hauteur de ce qu'ils proclament. Une étude de 2020 de la *Barclay's* a examiné deux décennies d'investissements et n'a trouvé aucune différence entre les avoirs des fonds durables et ceux de fonds traditionnels. Une enquête du *Wall Street Journal* a révélé que 8 des 10 plus grands fonds RSE investissaient dans des sociétés pétrolières et gazières » (17).

Croissance des émissions de CO₂

La croissance exponentielle des rapports RSE n'a pas freiné l'augmentation des émissions de CO₂.



Source: Global Reporting Initiative/Worldometer

© HBR

Il poursuit :

« S'il est vrai que certains chercheurs ont trouvé une relation entre les performances RSE et les rendements financiers, jusqu'à présent, ils ont simplement établi une corrélation. Nous ne savons pas réellement si de bonnes performances RSE entraînent de meilleurs rendements ou si les deux sont fonction d'une bonne gestion (...).

Selon Auden Schendler, vice-président senior du développement durable pour Aspen Skiing Company et auteur du livre *Getting Green Done*, « la mesure et les rapports sont devenus une fin en soi, au lieu d'un moyen d'améliorer les résultats environnementaux ou sociaux. C'est comme si une personne s'engageait dans un régime et commençait à compter les calories avec fanatisme, mais continuait à manger le même nombre de cheeseburgers » (...).

Une étude de 2016 soulignait que sur 40 000 rapports RSE, moins de 1 % expliquaient que le développement de produits intégrait des objectifs environnementaux (...). Bien que 90 % des plus grandes entreprises du monde produisent désormais des rapports sur la RSE, les efforts de durabilité des entreprises n'ont pas, dans l'ensemble, fait beaucoup de différence pour la société ou la planète » (18).

Le constat a le mérite de la clarté. D'autant qu'à l'inverse des déclarations de bonnes intentions proclamées à qui mieux-mieux et la main sur le cœur par les grands de ce monde, la pression des actionnaires sur ces sujets est anecdotique :

« Tout en étant directeur d'exploitation de Timberland de 2000 à 2007, j'ai siégé 28 fois aux côtés du P-DG et du directeur financier lorsqu'ils livraient nos résultats trimestriels à Wall Street. A chaque fois, le P-DG a consacré un tiers de ses propos au programme de développement durable de Timberland. Jamais une seule fois il n'a reçu de question sur ce sujet. Une conversation récente avec le directeur financier d'une société cotée en Bourse avec une capitalisation boursière de plus de 30 milliards de dollars me porte à croire que peu de choses ont changé. Selon ce directeur, au cours de ses 1 200 dernières présentations aux investisseurs, il a reçu exactement trois questions axées sur la RSE (...). PwC (*cabinet de conseil anciennement PricewaterhouseCoopers – Ndlr*) a rapporté en 2016 que si 100 % des entreprises interrogées

(17) *Ibidem*.

(18) *Ibidem*.

avaient confiance dans les informations qu'elles fournissaient, moins d'un tiers des investisseurs partageaient leur confiance. »

Et pour cause :

« Par exemple, Volkswagen et Boohoo, le détaillant britannique, ont obtenu des notes élevées de la part des sociétés de notation RSE avant que leurs scandales respectifs ne soient révélés (tromperie de Volkswagen concernant les émissions des voitures diesel et exploitation par Boohoo des ouvriers d'usine) » (19).

Ce dirigeant de multinationale et pionnier du développement durable ne peut cacher la gigantesque escroquerie à laquelle se livre le capital depuis plus de vingt ans. En 1917, Trotsky écrivait :

« Chaque époque historique a non seulement ses techniques et ses formes politiques propres, mais aussi son hypocrisie spécifique » (20).

Il n'empêche. Il faut installer des ampoules basse consommation et des panneaux solaires pour contribuer à la « green attitude ».

GREEN OU GREED ATTITUDE ? (21)

Dans son article pour la *Harvard Business Review*, Kenneth Pucker met les points sur les i :

« La plupart des efforts de durabilité de Timberland ont consisté à mesurer et à améliorer les domaines sur lesquels l'entreprise avait un certain contrôle. Par exemple, elle a installé des panneaux solaires sur certains de ses bâtiments, installé des ampoules LED dans ses bureaux et magasins de détail et limité les heures de travail des sous-traitants. D'autres entreprises qui ont fait des tentatives sincères pour améliorer leurs performances sociales et environnementales se sont généralement comportées de la même manière : elles se sont concentrées sur ce que les penseurs systémiques appellent des paramètres, sans altérer la structure du système dans son ensemble.

Cependant, les chercheurs ont constaté que ces paramètres sont rarement des sources d'impact réel. Donella Meadows, auteure principale de *Les Limites à la Croissance* (22) et éminente professeure de dynamique des systèmes à Dartmouth, a analysé 12 types d'interventions

susceptibles d'affecter les performances du système et a conclu que les paramètres sont les moins puissants. Probablement 99 % des efforts vont aux paramètres, a-t-elle écrit, «*mais il n'y a pas beaucoup d'effet de levier en eux* ». »

Les interventions à fort effet de levier qui feraient bouger l'aiguille échappent largement au contrôle des entreprises individuelles. De telles interventions ne seraient pas populaires dans le monde des affaires car elles nécessitent des changements dans les règles régissant le comportement des entreprises, une réévaluation des ressources pour remédier aux défaillances du marché et une réorientation de la façon dont les actifs publics sont alloués et dont le pouvoir est distribué (...).

Après deux décennies d'efforts, il devrait être clair que le marché à lui seul ne résoudra pas les défis sociaux et environnementaux qui s'aggravent. L'obsession de la primauté des actionnaires a bien servi les dirigeants et les investisseurs, mais elle a laissé aux jeunes générations une facture faramineuse. Cette facture en souffrance comprend la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité, l'inégalité des revenus et le changement climatique » (23).

On ne saurait dresser plus implacable réquisitoire. Non à l'endroit de l'hypocrisie et du cynisme des dirigeants de ce monde, auxquels ils nous ont habitués. Non plus à l'encontre des gens désorientés par les manipulations diverses et le bourrage de crâne de communicants aux ordres. Mais un réquisitoire plus profond, et surtout sans appel, contre le régime de la propriété privée des moyens de production.

Stéphane Marati

15 août 2021

(19) *Ibidem*.

(20) Léon Trotsky, *Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme*, paru en juin 1917 à New York dans *Novy Mir*, et dans une traduction française dans Léon Trotsky, *La Guerre et la Révolution*, tome 2, Ed. de la Tête de feuilles, 1974, page 266.

(21) Green (vert, écologique) versus Greed (cupide).

(22) Donella Meadows, Denis Meadows, Randers Jorgen, *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)*, Ed. rue de l'Echiquier, août 2017, 484 pages.

(23) Kenneth P. Pucker, *Ibidem* (cf. note 16).

L'empreinte énergétique et environnementale du numérique et des « technologies vertes »

« La transition énergétique et numérique dévastera l'environnement dans des proportions inégalées... »

AINSI s'exprime l'auteur du livre *La Guerre des métaux rares, la face cachée de la transition énergétique et numérique*, paru en 2018 (1). Il n'est pas le seul à s'inquiéter. Dans une série de rapports publiés entre 2018 et 2021, le think tank *The Shift Project* (2) souligne la forte progression de l'impact énergétique et environnemental du numérique.

Son empreinte carbone dépasserait déjà de 40 % celle du transport aérien civil mondial et pourrait rejoindre celle des véhicules légers (automobiles, motos, etc.) dès 2025 (3).

Quant à sa consommation énergétique, « consommer un euro de numérique en 2018 induit une consommation d'énergie directe et indirecte supérieure de 37 % à ce qu'elle était en 2010. Cette tendance est exactement inverse à celle généralement attribuée au numérique et va à l'encontre des objectifs de découplage énergétique et climatique fixés par l'accord de Paris » (4).

Il faut y ajouter une « demande croissante en métaux rares et critiques, dont beaucoup se trouvent être également indispensables aux technologies énergétiques bas-carbone » (5).

D'où vient cette inquiétude, à rebours du matraquage asséné chaque jour sur les bienfaits, presque miraculeux, des « technologies vertes » (éoliennes, panneaux photovoltaïques, voiture électrique...) et du numérique ?

The Shift Project, dont le principal auteur a été auditionné en 2020 par une commission sénatoriale française, explique :

« La phase de production des équipements occupe une part très significative, environ 45 % en 2020, dans l'empreinte énergétique totale du numérique, ainsi que dans les émissions de gaz à effet de serre qui en découlent. Un utilisateur de smartphone (s'il garde son appareil deux ans) verra ainsi la consommation énergétique totale induite au cours du

cycle de vie de cet équipement se réaliser à plus de 90 % avant même son achat. Ce poids de la phase de production dans l'impact énergétique est de l'ordre de 60 % pour une télévision connectée mais est bien supérieur à 80 % pour un ordinateur portable. Une bonne partie des enjeux environnementaux du numérique n'est donc pas liée à l'usage que l'on en fait, mais en grande partie au volume de matériel produit, à son processus de production et à sa durée de vie » (6).

Or le volume des appareils utilisant les nouvelles technologies ne cesse de croître dans des proportions phénoménales. En moyenne, on observe chaque année une croissance de 9 % pour les smartphones, 26 % pour le trafic des données, 40 % pour les centres de données et 55 % pour l'Internet des objets industriels (7). De plus,

« cette croissance se produit à un rythme qui surpasse celui des gains d'efficacité énergétique des équipements, des réseaux et des data centers » (8).

(1) Guillaume Pitron, *La Guerre des métaux rares, la face cachée de la transition énergétique et numérique*, édition Les Liens qui libèrent, 2018, 296 pages. Sauf indication contraire, les citations sont issues de ce livre.

(2) Les rapports de *The Shift Project* sur ce sujet sont disponibles en français et en anglais à : <https://theshiftproject.org/lean-ict>

(3) « Impact environnemental du numérique : tendance à 5 ans et gouvernance de la 5G », mise à jour des scénarios prospectifs des impacts du numérique mondial, note d'analyse de *The Shift Project*, mars 2021 (cf. note 2).

(4) « Lean ICT : pour une sobriété numérique », *The Shift Project*, 2018. L'accord de Paris est un accord mondial sur le réchauffement climatique. Il fait suite aux négociations qui se sont tenues lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP21) et de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Il a été approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016.

(5) *Ibidem*.

(6) *Ibidem* (chiffres mis à jour en 2021 — cf. note 3).

(7) Voir note 3.

(8) Voir note 4.

**“NOUS DEVRONS EXTRAIRE
DU SOUS-SOL PLUS DE MÉTAUX
QUE L'HUMANITÉ N'EN A EXTRAITS
DEPUIS SON ORIGINE”**

Les chiffres sont vertigineux :

« Prenons le cas des éoliennes : la croissance de ce marché va exiger, d'ici à 2050, “3 200 millions de tonnes d'acier, 310 millions de tonnes d'aluminium et 40 millions de tonnes de cuivre”, car les éoliennes englobent davantage de matières premières que les technologies antérieures. “A capacité (de production électrique) équivalente, les infrastructures (...) éoliennes nécessitent jusqu'à 15 fois davantage de béton, 90 fois plus d'aluminium et 50 fois plus de fer, de cuivre et de verre” (9) que les installations utilisant des combustibles traditionnels. Selon la Banque mondiale, qui a conduit sa propre étude en 2017, cela vaut également pour le solaire et pour l'hydrogène, dont “la composition (...) nécessite en fait significativement plus de ressources que les systèmes d'alimentation en énergie traditionnels” (10).

La conclusion d'ensemble est aberrante : puisque la consommation mondiale de métaux croît à un rythme de 3 à 5 % par an, “pour satisfaire les besoins mondiaux d'ici 2050, nous devons extraire du sous-sol plus de métaux que l'humanité n'en a extraits depuis son origine” ».

D'autant que les « technologies vertes » et numériques ont une particularité. Elles requièrent, pour leur fabrication, de nombreux éléments, dont les fameuses terres rares :

« L'existence de ces éléments était connue des minéralogistes depuis le XVIII^e siècle, mais la plupart d'entre eux n'intéressaient personne, car on ne leur avait pas trouvé d'applications industrielles. Or, à partir des années 1970, les hommes se sont mis à exploiter les propriétés magnétiques exceptionnelles de certains de ces métaux et à les manipuler pour fabriquer des aimants ultra-puissants (...). Minuscules ou gigantesques, ces aimants sont désormais à une grande majorité de moteurs électriques ce qu'étaient jusqu'ici les pistons aux machines à vapeur et aux moteurs à essence. Ils ont permis de fabriquer des millions de milliards de grandes et petites motrices qui, au quotidien, répètent inlassablement certains mouvements à notre place — qu'il s'agisse de faire rouler une bicyclette à moteur, de propulser une foison de locomotives,

de faire vibrer une brosse à dents électrique ou un téléphone mobile, d'actionner la vitre électrique de votre voiture ou de catapulter un ascenseur jusqu'au dernier étage d'un gratte-ciel (...). Cette diversification des inventions techniques a entraîné la multiplication des types de métaux exploités. Alors que l'humanité n'en a consommé que sept entre l'Antiquité et la Renaissance, elle s'est mise à en utiliser une dizaine au cours du XX^e siècle, une vingtaine dès les années 1970 et exploite dorénavant la quasi-totalité des 86 métaux du tableau périodique des éléments de Mendeleiev. »

Si les terres rares sont plutôt, contrairement à leur dénomination, abondantes dans la croûte terrestre,

« leur concentration est si faible, si imperceptible, que, sans exagérer, on peut dire que l'on en trouve dans le morceau de roche tout au plus l'équivalent de la pincée de sel saupoudrée dans la boule de pain. Or, la roche étant composée de minerais qui se sont agrégés il y a des milliards d'années, les métaux rares s'y sont totalement incorporés. Les extraire paraît une tâche complètement folle. Pourtant, des décennies de recherches ont permis de mettre au point des procédés chimiques grâce auxquels c'est désormais possible (...). Cette opération, dite de “raffinage”, est, comme on peut s'en douter, tout sauf raffinée. Elle nécessite de broyer la caillasse, puis d'employer une kyrielle de réactifs chimiques, tels que les acides sulfuriques et nitriques (...). Et ce n'est pas tout : la purification de chaque tonne de terres rares requiert l'utilisation d'au moins 200 mètres cubes d'une eau qui, au passage, va se charger d'acides et de métaux lourds... » (11).

Il faut, par exemple, « extraire 200 000 tonnes de roche pour obtenir 4 à 7 grammes de platine » (12), un élément utilisé dans les catalyseurs et la bijouterie.

(9) « Metals for a low-carbon society », *Nature Geoscience*, vol. 6, novembre 2013.

(10) « The Growing Role of Minerals and Metals for a Low Carbon Future », *The World Bank Group*, juin 2017, ainsi que « Métaux : les besoins colossaux de la transition énergétique », *Les Echos*, 20 juillet 2017.

(11) « Dwindling Supplies of Rare Earth Metals Hinder China's Shift from Coal », *TrendinTech*, 7 septembre 2016.

(12) Propos du chef mineur sud-africain Dirk Swanepoec, de l'entreprise d'extraction minière Anglo Platinum, cité dans *La Guerre des métaux rares, la face cachée de la transition énergétique et numérique*, de Guillaume Pitron, 2018.

**“UN COÛT ENVIRONNEMENTAL
EXORBITANT, INHUMAIN,
INSUPPORTABLE”**

Le coût environnemental de l'exploitation de ces minerais, dans les conditions, répétons-le, du système capitaliste, est phénoménal. En Chine,

« en 2006, une soixantaine d'entreprises de production d'indium, un métal rare qui entre dans la fabrication des panneaux solaires, déversaient des tonnes de produits chimiques dans le fleuve Xiang, dans la province méridionale du Hunan (13), compromettant l'approvisionnement en eau potable des populations riveraines. En 2011, des journalistes ont rapporté les dégâts causés aux écosystèmes du fleuve Ting, dans la province côtière du Fujian, par l'exploitation d'une mine riche en gallium, un métal prometteur pour la fabrication d'ampoules à basse consommation (14). Et, à Ganzhou, la presse locale a récemment indiqué que des montagnes de déchets toxiques empilés par une société de production de tungstène, un métal indispensable aux pales des éoliennes, avaient obstrué plusieurs affluents du fleuve Bleu.

S'exprimant sous le sceau de l'anonymat, une journaliste chinoise décrit les conditions de travail dignes d'un autre âge qui subsistent dans les mines de graphite — un métal utilisé pour la fabrication des voitures électriques (...). C'est l'enfer.

A ce tableau s'ajoutent les puits infestés par les rejets toxiques des usines, les champs de maïs empoisonnés, les pluies acides... Les autorités locales ont bien tenté de contrôler les délits environnementaux, mais la pression des industriels de l'automobile était trop forte. »

Les acides sulfuriques et chlorhydriques polluent les cours d'eau aux alentours des mines, au point que, pour les villageois, « *plus rien de ce que nous plantions ne poussait. Nos rizières étaient devenues infertiles !* »

« (En Chine), 10 % des terres arables sont contaminées par des métaux lourds et 80 % des eaux de puits souterrains sont impropres à la consommation. A peine 5 des 500 plus grandes villes du pays enregistrent une qualité de l'air conforme aux standards internationaux (...). La pollution occasionnée par les métaux rares n'est pas circonscrite à la Chine. Elle concerne tous les pays producteurs, à l'image, par exemple, de la République démocratique du Congo, qui satisfait plus de la moitié des besoins de la planète en cobalt. L'extraction de cette ressource, indispensable

à la fabrication de nombreux types de batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques, s'opère dans des conditions moyenâgeuses (...). Selon des études réalisées par des médecins congolais, les concentrations de cobalt dans les urines de populations riveraines des mines de la ville de Lubumbashi, dans la province du Katanga, seraient jusqu'à 43 fois supérieures à un échantillon témoin (15). (...) Idem au Kazakhstan, pays d'Asie centrale qui produit 14 % de la consommation mondiale de chrome — un minerai prisé des industriels de l'aéronautique, puisqu'il permet d'usiner des superalliages, et donc d'améliorer la performance énergétique des avions. Or des chercheurs de l'Université d'Etat du sud du Kazakhstan ont révélé en 2015 que son extraction était notamment responsable de la très forte pollution du plus long fleuve d'Asie centrale, le Syr-Daria. Ces travaux soulignaient que l'eau était devenue tout bonnement impropre à la consommation pour les centaines de milliers de riverains et déconseillaient même son usage pour l'irrigation des cultures (16). Des problèmes similaires se posent d'ores et déjà en Amérique latine, en particulier du fait de l'extraction du lithium, un métal blanc gisant dans les sous-sols des déserts de sel boliviens, chiliens et argentins. Le lithium n'est pas considéré comme rare, mais sa production mondiale, dopée par la forte croissance du marché des voitures électriques, va exploser dans les prochaines années. Et l'Argentine se voit bien devenir le géant de ce métal. »

Et ce n'est pas tout :

« Les technologies dont de nombreux milieux écologistes vantent la capacité à nous sortir du nucléaire reposent sur des matériaux (les terres rares et le tantale) dont l'exploitation génère de la radioactivité. Les métaux rares ne sont pas radioactifs en eux-mêmes, mais l'activité qui consiste à les séparer d'autres minerais radioactifs auxquels ils sont naturellement associés dans la croûte terrestre, comme le thorium ou l'uranium, produit des radiations dans des proportions non négligeables.

La radioactivité autour du réservoir toxique de Baotou et au fond des mines de Bayan Obo est, aux dires des experts, deux fois supérieure

(13) « Environmental disaster strains China's social fabric », *The Financial Times*, 26 avril 2006.

(14) « Toxic mine spill was only latest in long history of Chinese pollution », *The Guardian*, 14 avril 2011.

(15) « The cobalt pipeline : Tracing the path from deadly hand-dug mines in Congo to consumers' phone and laptop », *The Washington Post*, 30 septembre 2016.

(16) « Kazakh ecologists : Syr-Daria waters poisonous », *Ferghana News Agency*, 9 avril 2015.

à celle enregistrée à Tchernobyl aujourd'hui (17). Et, dans des conditions normales d'exploitation, les déchets générés, bien qu'ils présentent un taux de radioactivité faible selon les standards de l'Agence internationale de l'énergie atomique, nécessitent d'être isolés pendant plusieurs centaines d'années. »

Ce nouveau modèle énergétique basé sur l'extraction massive des minerais nécessaires au numérique et aux « *technologies vertes* », censées sortir l'humanité des énergies fossiles, doit, en principe, réduire l'empreinte environnementale globale. Or,

« selon un récent rapport du Blacksmith Institute, l'industrie minière est la deuxième industrie la plus polluante au monde. Elle a gagné une place depuis un précédent classement de 2013, cependant que l'industrie pétrochimique, dont tout le monde essaie de se débarrasser, ne figure même pas dans les dix premiers » (18).

La transition énergétique, tant vantée pour ses prétendues vertus climatiques, exige un doublement de la production de métaux rares à peu près tous les quinze ans, « *avec des impacts environnementaux encore plus importants que ceux générés par l'extraction pétrolière* ». C'est « *devenu une affaire de gros sous qui attire l'ensemble des acteurs de l'économie – y compris les groupes pétroliers* ».

**“TOUT LE MONDE VEUT CROIRE
QUE NOUS AMÉLIORONS LES CHOSES,
PAS QUE NOUS RÉGRESSONS,
N'EST-CE PAS ?”**

Pour quelle efficacité ?

« Avec un nombre de panneaux photovoltaïques qui va augmenter de 23 % par an dans les années à venir, cela signifie que les installations solaires produiront chaque année dix gigawatts d'électricité supplémentaires. Cela représente 2,7 milliards de tonnes de carbone rejetées dans l'atmosphère, soit l'équivalent de la pollution générée pendant un an par l'activité de près de 600 000 automobiles. Ces impacts s'alourdissent encore lorsqu'on se penche sur les panneaux qui fonctionnent à l'énergie solaire thermique : certaines de ces technologies consomment jusqu'à 3 500 litres d'eau par mégawatt-heure. C'est 50 % de plus que l'eau dont a besoin une centrale à charbon. Et c'est d'autant plus problématique que les fermes solaires sont le plus souvent situées dans des zones arides, où les ressources en eau, précisément, sont rares. »

L'eau n'est pas seulement nécessaire aux fermes solaires. De grandes quantités d'eau sont également requises pour la production de minerais et de semi-conducteurs. A tel point qu'en avril 2021, Taïwan, qui assure 60 % des livraisons mondiales de circuits intégrés, a demandé l'arrêt subventionné de l'irrigation de 74 000 hectares de terres agricoles pour maintenir l'approvisionnement en eau d'usines de semi-conducteurs dans le nord de l'île (19).

Quant aux véhicules électriques, des chercheurs de l'université de Californie à Los Angeles ont établi que « *la seule industrialisation d'une voiture électrique consomme trois à quatre fois plus d'énergie que celle d'un véhicule conventionnel* » (20). Au final, l'impact carbone d'une voiture classique roulant au pétrole est quasiment équivalent à celui d'un véhicule électrique. De sorte que, pour les chercheurs américains,

« les véhicules électriques peuvent être techniquement possibles, mais leur production ne sera jamais soutenable d'un point de vue environnemental ».

Un point de vue partagé par le directeur général du constructeur Stellantis, Carlos Tavares (21). Dans un discours prononcé en 2017 au Mondial de l'automobile de Francfort, il déclarait :

« Si on nous donne instruction de faire des véhicules électriques, il faut aussi que les administrations et les autorités assument la responsabilité scientifique. Parce que je ne voudrais pas que, dans trente ans, on ait découvert les uns ou les autres quelque chose qui n'est pas aussi beau que ça en a l'air sur le recyclage des batteries, l'utilisation des matières rares de la planète ou sur les émissions électromagnétiques de la batterie en situation de recharge. »

(17) Emission « *Les terres rares : des propriétés extraordinaires sur fond de guerre économique* », avec Paul Caro, correspondant de l'Académie française des Sciences, 9 décembre 2012.

(18) « *The World's Worst Pollution Problems 2016 : The Toxic Beneath Our Feet* », *Green Cross Switzerland and Pure Earth*, 2016.

(19) Gauthier Roussilhe, *Paradoxes et enjeux environnementaux de la numérisation*, 23 juillet 2020, consultable : <https://gauthierroussilhe.com/post/paradoxes-enjeux.html>

(20) UCLA – Institute of the Environment and Sustainability, « *Lifecycle Analysis Comparison of a Battery Electric Vehicle and a Conventional Gasoline Vehicle* », juin 2012.

(21) La société Stellantis est née le 16 janvier 2021 de la fusion des groupes automobiles PSA et Fiat-Chrysler.

Comme l'admet un expert américain des métaux rares interrogé à Toronto :

« Il n'est dans l'intérêt d'aucun professionnel des énergies vertes de communiquer là-dessus... Tout le monde veut croire que nous améliorons les choses, pas que nous régressons, n'est-ce pas ? »

En définitive,

« nous pensions nous affranchir des pénuries, des tensions et des crises créées par notre appétit de pétrole et de charbon ; nous sommes en train de leur substituer un monde nouveau de pénuries, de tensions et de crises inédites (...). La prétendue marche heureuse vers l'âge de la dématérialisation n'est donc qu'une vaste tromperie, puisqu'elle génère, en réalité, un impact physique toujours plus considérable. »

OUI, MAIS...

... Nous pourrions, nous disent les bonnes âmes, renforcer les réglementations environnementales et recycler davantage. Examinons ces deux « propositions ».

D'abord, le recyclage des métaux rares, indispensables au monde moderne :

« A l'heure actuelle, aucun industriel n'a intérêt à recycler le premier gramme de métaux rares. Il est infiniment moins cher de s'en procurer à la mine que de se lancer à l'assaut des poubelles électroniques. Ainsi, 18 des 60 métaux les plus utilisés dans l'industrie sont recyclés à plus de 50 %. Trois de plus le sont à plus de 25 %, et trois autres au-delà de 10 %. Pour les 36 métaux restants, le taux de recyclage est inférieur à 10 %. Et, pour des métaux rares tels que l'indium, le germanium, le tantale, le gallium et certaines terres rares, il varie de zéro à 3 % seulement » (22).

Quant aux déchets électroniques, en croissance de 21 % en cinq ans (23),

« 80 % des déchets électroniques produits aux Etats-Unis sont expédiés vers l'Asie, certains en chargeant les conteneurs de vieux matériels estampillés "Aide humanitaire" (...). Un nombre incalculable de véhicules bourrés de terres rares quittent les docks d'Amsterdam sous le label "Occasion". Et cette déperdition vaudrait aussi pour 50 % des catalyseurs hors d'usage, de gigantesques stocks de batteries d'éoliennes, plus de 50 % des cartes électroniques usagées et un million de tonnes de cuivre par an. »

La plupart des déchets finissent dans des bidonvilles — tels que Agbogbloshie, au Ghana — dédiés à la récupération des métaux précieux qu'ils contiennent. Dans ce

bidonville, on trouve dans la nourriture produite sur place des concentrations de polluants organiques persistants en quantités ahurissantes, jusqu'à 220 fois plus que les limites imposées en Europe.

Qu'en est-il de la réglementation ?

« Europol a eu beau classer, en 2013, le commerce illicite de déchets parmi les principales menaces à l'environnement (24), rien n'y fait : les autorités européennes estiment que jusqu'à 1,3 million de tonnes de déchets électroniques seraient exportées chaque année de notre continent vers l'Afrique et l'Asie. »

Rappelons que, de 1965 à 1985, les Etats-Unis étaient le principal producteur de terres rares grâce, notamment, à leur mine de Mountain Pass, en Californie. Dans les années 1980, l'usine de La Rochelle du français Rhône-Poulenc — sponsor officiel de l'émission Ushuaïa de l'ancien ministre français de la Transition écologique Nicolas Hulot — purifiait 50 % du marché mondial des terres rares. Mais les dégâts environnementaux, notamment radioactifs, ont conduit à la quasi-fermeture de ces exploitations et à la délocalisation de leur production, jugée trop polluante.

« Plutôt que d'assumer le leadership des métaux rares, l'Occident a préféré transférer leur production — et la pollution associée — vers des pays pauvres prêts à sacrifier leur environnement pour s'enrichir. »

Ils ont appliqué ce que préconisaient les célèbres « *Summers' Memo* », paraphés en 1991 par Lawrence Summers, économiste en chef de la Banque mondiale, puis secrétaire au Trésor des Etats-Unis.

« Dans ce document interne, M. Summers suggérait que les économies développées exportent leurs industries polluantes vers des pays pauvres, en particulier "les pays sous-peuplés d'Afrique, (qui) sont largement sous-pollués". "C'est une logique économique impeccable", notait-il (25) (...).

(22) « *Recycling Rates of Metals : A Status Report* », United Nations Environment Program, 2011, et *Communication de la Commission au Parlement européen relative à la liste des matières premières critiques pour l'UE*, 13 septembre 2017.

(23) Troisième édition du rapport « *The Global E-Waste Monitor 2020* », du Global E-waste Statistics Partnership (GESP).

(24) « EU Serious and Organised Crime Threat Assessment (SOCTA) », Europol, 2013.

(25) « Toxic Memo », *Harvard Magazine*, 5 janvier 2001.

La même logique s'applique aux technologies vertes. Dans les deux dernières décennies du XX^e siècle, les Chinois et les Occidentaux se sont tout bonnement réparti les tâches de la future transition énergétique et numérique : les premiers se saliraient les mains pour produire les composants des *green tech*, tandis que les seconds, en les leur achetant, pourraient se targuer de bonnes pratiques écologiques (...). *“Nous pouvons les remercier pour les dégâts écologiques qu'ils ont subis afin de produire ces métaux à notre place !”* confirme, magnanime, un industriel canadien des métaux rares. »

Tandis que le président français Emmanuel Macron lançait, avec le cynisme qui le caractérise et après la décision de retrait de l'accord de Paris pris par Donald Trump en juin 2017 : « *Make our Planet great Again* » (« Rendons sa grandeur à notre planète ») (26) !

« Aujourd'hui, l'Europe veut laver plus blanc que blanc. Elle s'impose dorénavant un ambitieux “Paquet Energie Climat 2030”. Or, pourrions-nous tenir de tels objectifs si toutes nos industries polluantes étaient relocalisées sur notre continent ? En aucun cas ! »

Posons la question : pourquoi, dans de telles conditions, tant d'organisations, de militants et de responsables adoptent-ils, sans plus de réserves ni de précautions, la nouvelle doxa écologique ? Sans doute sont-ils effrayés devant l'ampleur du désastre, et l'on peut, de ce point de vue, les compren-

dre. Cela justifie-t-il de se lancer à corps perdu dans une situation encore pire ? La question mériterait de leur être posée et, au moins, d'être sérieusement débattue. Un usage raisonné des ressources naturelles mondiales est-il possible et compatible avec le mode de production capitaliste ? Les faits d'aujourd'hui — comme les enseignements d'hier — devraient nous instruire sur la réponse à apporter. Encore faut-il pour cela ne pas écarter les processus révolutionnaires réels et vivants qui embrassent, sur chaque continent et avec une énergie renouvelée, les millions d'hommes et de femmes qui surgissent, sous différentes formes, sur l'arène de l'histoire pour tenter de régler les problèmes de leur destinée. Inéluctablement à travers échecs et avancées, ce mouvement s'étendra. Il fournira les matériaux pour élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale et pour qu'enfin « *un genre humain transfiguré, sous le ciel clair de la justice, mûrissent avec l'épi doré* » (27). Ouvrons la discussion.

Stéphane Marati

31 août 2021

(26) Discours du président français Emmanuel Macron du 2 juin 2017, consultable sur le site : www.vie-publique.fr

(27) Extrait du sixième couplet de la chanson *L'Internationale*.

L'étroitesse du marché mondial et l'impasse d'une supposée « transition écologique »

LES licenciements, la précarité de l'emploi et les accidents qui en découlent, les expulsions des maisons, la détérioration des systèmes de santé publique, d'éducation et de retraite : voilà la réalité de l'économie capitaliste mondiale. On dit aux jeunes de renoncer à atteindre les conditions de vie de la génération de leurs parents et, en effet, il est de plus en plus difficile pour les jeunes de la classe ouvrière de se construire une vie indépendante à mesure qu'ils atteignent l'âge adulte. Quelle est la cause de ces problèmes sociaux qui s'aggravent de plus en plus ?

La bourgeoisie, avec la collaboration des directions du mouvement ouvrier, utilise tous les moyens à sa disposition pour la cacher, confirmant l'affirmation juste de Rosa Luxemburg :

« Nos doctes bourgeois exposent (...) une bouillie informe faite des résidus de toutes sortes d'idées scientifiques et de confusions intéressées, et de ce fait, ne cherchent nullement à étudier les buts réels du capitalisme, mais visent au contraire à masquer ces buts pour défendre le capitalisme comme étant le meilleur, le seul, l'éternel ordre social possible » (1).

Il leur faut cacher les vraies tendances du capitalisme pour essayer de le soutenir et ainsi maintenir ses privilèges. C'est pourquoi ils attribuent l'explication de la crise actuelle à la pandémie, alors que la causalité est inverse : la crise qui existait déjà auparavant et les politiques d'accompagnement expliquent la pandémie, qui n'est pas seulement le virus mais plutôt son énorme impact social dû au démantèlement des systèmes de santé publique, y compris la réduction et la précarité de son personnel, ainsi que la marchandisation de la recherche, etc.

La bourgeoisie met toujours en avant une circonstance explicative, afin de soutenir que les problèmes peuvent être résolus avec une gestion adéquate de cette circonstance. La réalité est que le moteur de l'accumulation capitaliste — le taux de profit — a tendance à baisser en raison de la mécanisation qui réduit le poids relatif de la seule marchandise qui génère le profit, c'est-à-dire la force de travail. La capacité de contrer cette tendance est de plus en plus réduite, même avec le degré croissant d'exploitation dont souffre la classe ouvrière aujourd'hui. Pour cette raison, dans sa fuite en avant, le capitalisme provoque une destruction de plus en plus systématique des forces productives.

Aujourd'hui, la propagande bourgeoise est dirigée par l'idée que les plans de relance résoudront les problèmes (2). C'est encore la vieille histoire de la laitière : un effet multiplicateur de la dépense publique, qui stimule la demande, pousse à produire plus ; plus de travailleurs sont embauchés, qui dépensent le salaire qu'ils gagnent, stimulent plus la demande et ainsi de suite, de sorte qu'un grand cercle vertueux est généré. Mais, comme dans l'histoire, le pot au lait est cassé, ici en fait avant de commencer. Car le moteur de la production capitaliste est le taux de profit et les dépenses publiques destinées à contrer l'étroitesse du marché doivent être financées sans compromettre ce taux.

(1) Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique* (1925), traduction française de 1951, Dietz Verlag, page 62. Malgré le fait qu'au cours de son séjour en prison en 1916-1917, elle ait déjà préparé le manuscrit, aucune maison d'édition ne l'a rendu public, il voit finalement le jour six ans après son assassinat.

(2) « L'impuissance du plan Biden face aux problèmes chroniques de l'économie américaine et mondiale », *La Vérité*, n° 108, juin 2021.

L'ÉTROITESSE DU MARCHÉ MONDIAL

A première vue, il semble que le marché mondial soit énorme, puisqu'il comprend, d'une manière ou d'une autre, deux cents pays et près de huit milliards de personnes. Cependant, ce n'est pas sa taille absolue qui compte, mais sa taille relative par rapport aux besoins de valorisation du capital. Dans le livre III du *Capital*, Marx l'explique très clairement (3). Le point de départ est la journée de travail, dont seule une partie est payée à la personne qui l'exécute — le salaire. L'autre partie, l'extension de la journée de travail au-delà de la journée rémunérée, est le surtravail, au cours duquel la plus-value est produite — qui est la source des profits :

« L'obtention de cette plus-value, qui est le but et le motif de l'organisation capitaliste, constitue le procès immédiat de production. Dès que tout le surtravail qu'il est possible d'extorquer est matérialisé sous forme de marchandise, la plus-value est produite. »

Mais cela n'achève pas le processus de valorisation :

« Mais à ce moment le premier acte seulement du procès de production capitaliste, la production proprement dite, est terminé, et le second acte doit commencer. Les marchandises produites, qu'elles incorporent le capital constant et le capital variable ou qu'elles représentent la plus-value, doivent être vendues. »

Pour compléter,

« Si cette vente est impossible, ou si elle ne peut être faite qu'en partie, ou encore si elle a lieu à des prix au-dessous des coûts de production, l'exploitation de l'ouvrier, qui existe en tout cas, est sans profit pour le capitaliste ; la plus-value extorquée n'est pas réalisée ou n'est réalisée qu'en partie ; peut-être même le capital est-il partiellement ou totalement perdu. »

La production et la vente sont deux enjeux différents, même s'ils ont besoin l'un de l'autre, même s'ils doivent se rétro-alimenter. La capacité de produire est liée à la productivité, qui, à un rythme ou à un autre, continue d'augmenter. Mais pour les capitalistes, il ne s'agit pas de produire pour le plaisir de produire, mais comme moyen de gagner de la valeur, d'obtenir de la rentabilité, ce qui passe par la vente de ce qui est produit :

« Les conditions de l'exploitation du travail et de sa mise en valeur ne sont pas les mêmes et elles diffèrent, non seulement au

point de vue du temps et du lieu, mais en elles-mêmes. Les unes sont bornées exclusivement par la force productive de la société, les autres par l'importance relative des diverses branches de production et la puissance de consommation de la masse. Quant à cette dernière, elle dépend non de ce que la société peut produire et consommer, mais de la distribution de la richesse, qui a une tendance à ramener à un minimum variable entre des bornes plus ou moins étroites... »

La conclusion est sérieuse :

« Aussi la société capitaliste doit-elle agrandir continuellement ses débouchés (...). Seulement, plus la puissance productive se développe, plus elle rencontre comme obstacle la base trop étroite de la consommation. »

L'importance de cet exposé de Marx est qu'il ne se réfère pas à telle ou telle période historique, mais à la dynamique capitaliste en général. Autrement dit, c'est une loi : ce n'est pas qu'à un certain moment le marché soit étroit pour les besoins d'appréciation du capital, cette étroitesse est inhérente au capitalisme et chaque fois dans une plus large mesure. Le corollaire de cette loi est que le marché mondial qui a constitué le capital devient de plus en plus petit pour le capital lui-même, ce qui implique une tendance constante à la suraccumulation, qui se traduit par la surproduction. Mais pas une surproduction de biens, car ce n'est pas qu'on fabrique trop de produits, mais qu'on fabrique trop de produits *comme marchandises qui doivent être vendues*, pour rendre possible la rentabilité.

Cela conduit à leur tour de plus en plus de capitaux, qui vivent de se déplacer, à s'orienter vers l'activité financière, notamment spéculative. Mais cela, qui peut aider certains capitaux, ne résout pas le problème à l'échelle générale, mais l'aggrave, puisqu'il y a profit parce qu'il y a de la plus-value (travail non rémunéré) et autant de profit qu'il y a de plus-value.

Ainsi, l'expansion de l'activité financière envenime de plus en plus la lutte concurrentielle, la lutte entre les capitaux pour l'appropriation individualisée de la plus-value comme un profit privé pour chacun d'eux.

(3) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III (1894), éd. Sociales, 1957, chapitre XV, pages 257-258.

LA GUERRE COMMERCIALE ET LA DETTE, EXPRESSIONS DE LA FUITE EN AVANT DU CAPITALISME

Le FMI a raison lorsqu'il pointe en 2018 la guerre commerciale et l'endettement comme deux sources majeures de problèmes. La guerre commerciale est un conflit violent pour se tailler une place suffisante sur le marché mondial entre les différentes fractions du capital, en particulier celles du capital financier, avec l'appui de leurs Etats respectifs, qui ont des relations hiérarchiques entre elles (caractérisées par la domination américaine, quoique faible).

La dette, il faut dire d'abord qu'elle est majoritairement privée, bien qu'elle soit souvent nationalisée pour en transférer le coût à la classe ouvrière à travers la réduction du salaire indirect provoquée par les coupes dans la santé, l'éducation, etc., pour dégager des fonds dont il couvre le service de la dette (amortissement et intérêts). L'expansion du marché des capitaux, qui se matérialise par l'endettement, est due à la tentative de valorisation du capital par le biais de A-A', argent qui se valorise en s'appropriant une plus-value qui n'est pas produite sous le contrôle du propriétaire de A.

Mais la dette est aussi le mécanisme vers lequel des secteurs importants de la classe ouvrière sont poussés pour pouvoir couvrir leurs besoins de consommation, notamment dans des contextes de crise qui entraînent un chômage et un sous-emploi élevés. Elle sert donc aussi à aider la demande non par des augmentations de salaires qui limiteraient la génération de plus-value, mais en augmentant le pouvoir d'achat grâce au crédit. Cela peut sembler être la solution parfaite, en augmentant la demande sans augmenter les salaires. Mais les crédits doivent être restitués si l'on veut maintenir la rentabilité des prêteurs : ainsi le crédit ne résout pas le problème, il ne fait que le différer en l'aggravant. Puisqu'il existe un marché mondial des capitaux aussi limité pour l'aspiration à la valorisation du capital dans son ensemble, il y a là aussi une « guerre commerciale ».

Les marchés du capital-argent sont le lieu d'une lutte féroce pour s'approprier la plus-value, les montagnes de cash dont disposent les fonds de pension, les banques,

les multinationales doivent fructifier par tous les moyens. Les Etats s'efforcent de développer ce qu'ils appellent « l'attractivité », c'est-à-dire des avantages fiscaux et des déréglementations sociales pour les « investisseurs ». La libre circulation des capitaux, corollaire des changes flottants établis en 1976, a créé une arène mondiale de spéculation intense. Par le simple jeu de la concurrence, elle entraîne une pression à la baisse du « coût du travail » (délocalisation, sous-traitance, privatisations, etc.).

Si le FMI a raison d'identifier la guerre commerciale et l'endettement comme une source de problèmes, il a tort de prétendre qu'ils peuvent être contenus, étant donné qu'ils sont inévitables en raison de la tension du marché mondial. Ce mois d'août a marqué le 50^e anniversaire de la déclaration présidentielle de Nixon, le 15 août 1971, annonçant que le dollar n'était plus directement convertible en or. Cette convertibilité exprimait la domination des Etats-Unis, qui, avec l'imposition de taux de change fixes, obligeaient les autres puissances à renoncer à la politique de taux de change, un instrument important pour soutenir la position concurrentielle des capitales nationales respectives. De toute évidence, l'hégémonie reposait sur l'ensemble de la base économique, complétée par sa domination politique, culturelle et, bien sûr, sa domination militaire (ainsi que la collaboration de l'URSS aux mains de la bureaucratie stalinienne). Cependant, la période 1945-1971 n'était pas et n'aurait pas pu être un « âge d'or du capitalisme » ou « les trente glorieuses ». Ce n'était qu'une période exceptionnelle d'un ordre international relatif, avec une date d'expiration marquée précisément avec cette annonce de 1971. En fin de compte, le sens de la déclaration de Nixon est ce que l'OCI a expliqué seulement cinq jours plus tard :

« (...) Dès lors, et sous une forme latente, voilée ou plus ouverte, la crise financière internationale menace, expression de la crise classique de surproduction. La place, le rôle joué dans l'économie, la politique et la diplomatie mondiales par l'impérialisme américain, sur lequel repose tout l'édifice du système mondial de l'impérialisme, exigent que le dollar reste le moyen de paiement international.

Mais de plus en plus, et depuis le début des années 1960, les conditions économiques et financières ne permettent que de moins en

moins au dollar de jouer librement son rôle de monnaie de paiement international » (4).

Cette explication permet aussi de comprendre le caractère des crises successives depuis lors :

« Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut pas absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement il y a une surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production. La crise de surproduction menace (...). C'est là, et uniquement là, que réside la cause de la crise du système monétaire international. »

Et aussi la faiblesse de l'impérialisme américain, dominant par rapport au reste du monde, mais prisonnier de ses contradictions qui surviennent dans le cadre des contradictions croissantes de l'économie capitaliste mondiale qu'il dirige, et, par conséquent, incapable d'imposer de l'ordre à l'économie mondiale. Comme l'illustre la fin de son occupation de l'Afghanistan en août, le coût des guerres sans fin est de moins en moins supportable, les manifestations massives après le meurtre de George Floyd ont mis au centre de la vie politique américaine le refus des inégalités croissantes, des baisses continues de salaires, de la destruction des emplois stables.

La conclusion de tout cela place comme décisif le problème du marché mondial étroit, qui ne peut pas absorber les besoins de toute la masse de capital qu'il faut valoriser, et donc des situations de suraccumulation se produisent. Celles-ci conduisent à des crises, qui s'inscrivent à leur tour dans un processus généralisé de destruction des forces productives, dont la réalisation finale, outre les crises et les guerres elles-mêmes, porte avant tout sur la dévalorisation de la force de travail. Et aussi dans le pillage des ressources naturelles.

Par rapport à ce dernier point, il est évident que rien de décisif ne peut être fait contre le pillage des ressources naturelles sous le respect de la propriété privée des moyens de production, puisque c'est précisément son déploiement qui provoque le pillage.

Cependant, l'impérialisme voit dans la revendication légitime contre la destruction du milieu naturel une opportunité de faire des affaires, à la fois « business économique » tant qu'il ouvre un espace de valorisation et « business politique » tant qu'il facilite la démobilisation de la classe

ouvrière, qu'il tente de regrouper sous le leurre d'un prétendu « intérêt commun » à « sauver l'environnement ».

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

Les forces productives sont une catégorie théorique de nature sociale. Il ne s'agit pas de la productivité — le rendement du travail —, mais de la matérialisation effective des possibilités qu'ouvre la productivité — exprimée par la domination de la nature par l'humanité — en termes d'amélioration soutenue des conditions de vie de toute la population. C'est pourquoi nous disons que le capitalisme a rendu possible, dans un premier temps, le développement des forces productives. Ce n'était pas et ne pouvait pas être un développement idyllique, impossible dans une société de classe basée sur l'exploitation, alors qu'elle s'étendait aussi aux mineurs et qu'elle s'appuyait sur le pillage des colonies où les forces productives sont empêchées de se développer. Cela a duré jusqu'au passage du XIX^e au XX^e siècle, lorsque le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste, une période de crises et de guerres ainsi que de révolutions, comme l'a expliqué Lénine.

Le développement est donc le développement des forces productives. Sa principale composante est la force de travail, qui agit sur la nature, ce qui implique la nécessité de la préserver, de la régénérer. Est-ce possible dans une économie telle que l'économie capitaliste, caractérisée par le fait que la production n'obéit pas à un plan, mais aux décisions individuelles des capitalistes, cherchant chacun d'entre eux sa valorisation individuelle ? La réponse est évidente, comme on peut le voir à la fois théoriquement et empiriquement. Le seul objectif qui régit l'accumulation du capital est la rentabilité et, par conséquent, il n'y a aucune possibilité d'incorporer quoi que ce soit qui limite cet objectif.

Ainsi, l'illusion d'une prétendue transition écologique est totalement infondée, de même que l'illusion d'une réforme du capitalisme. En fait, parler de transition écologique n'est rien d'autre qu'une nouvelle

(4) Organisation communiste internationaliste, « Déclaration du bureau politique », 20 août 1971, republiée dans *La Vérité*, n° 60-61 (mars 2008), pages 10 à 21.

façon de parler d'un prétendu bon capitalisme. C'est pourquoi l'impulsion donnée à l'écologisme par les institutions du capital n'est pas le fruit du hasard. Car, il faut le dire clairement, l'écologisme est une orientation politique qui met au centre, comme problème principal, la détérioration de l'environnement, qui, de toute façon, est inhérente au capitalisme dans sa phase impérialiste. Ainsi, camouflant le vrai problème principal de la société capitaliste, qui est l'exploitation du travail et la demande de l'augmenter, l'écologisme appuie *de facto* la collaboration inter-classes, ce qui entrave l'organisation politique de la classe exploitée (5).

La promotion de l'écologisme suppose, en termes politiques, un « business » politique pour la bourgeoisie dans sa lutte pour diviser et désorganiser la classe ouvrière. Mais en même temps, elle a une autre utilité, celle de préparer le terrain pour le *business* tel qu'il est, littéralement, le *business* économique. Le mécanisme consiste en une pseudo-théorisation — en réalité pure propagande — d'une « économie verte », qui serait le résultat d'une meilleure gestion capitaliste, prétendument toujours à portée de main. Comme si les problèmes venaient d'une mauvaise gestion et non des exigences de l'accumulation du capital, liée à son caractère non seulement contradictoire, mais de plus en plus contradictoire, par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui la régit.

Une économie compatible avec la régénération des ressources naturelles est incompatible avec les exigences du capital. Mais la propagande de l'économie verte n'a rien à voir avec cela : elle masque ce qui a été expliqué précédemment, l'étroussure du marché mondial. Ainsi, profitant du contexte régressif lié à la crise chronique du capitalisme et déclenché par la pandémie, de pompeux « plans de relance » sont formulés, dont le contenu repose sur deux éléments : d'une part, la mise à disposition de fonds publics « pour relancer l'économie » bien qu'elle consiste en un sauvetage du capital, dont la valorisation est devenue encore plus compliquée. En revanche, au prétexte de son financement, une conditionnalité similaire à celle traditionnellement imposée par le FMI : contre-réformes du travail, coupes dans les systèmes publics de retraite, de santé, d'éducation, etc.

La bourgeoisie a toujours utilisé le chaos créé par le capitalisme pour avancer des solutions qu'elle avait du mal à faire passer auparavant. Les catastrophes provoquées par sa politique sont présentées comme des fatalités qui justifient l'appel à l'union sacrée. La propagande visant à « sauver la planète », en créant et utilisant la peur de l'avenir, vise à camoufler les mesures bien précises de destructions prises aujourd'hui contre les travailleurs. De même, les lois liberticides, les décisions réactionnaires des institutions judiciaires montrent que la bourgeoisie se prépare pour faire payer les dégâts par les travailleurs en allant au choc contre eux. En dépit des discours lénifiants, la bourgeoisie sait que la récupération des dettes sera plus que difficile.

LE NEW GREEN DEAL, UNE AUTRE ILLUSION RÉFORMISTE QUI MÈNE À UNE IMPASSE

Face aux limitations imposées par l'étroussure du marché mondial, le « label vert » aide la politique d'épargne en capital des Etats, déguisée en « collaboration public-privé » alors qu'elle consiste à mettre les ressources de l'Etat au service du capital. En septembre 2019, l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), qui regroupe les 15 plus grandes entreprises, le dit expressément :

« Nous appelons les institutions européennes concernées à prendre des mesures ambitieuses et bien conçues pour fournir un cadre d'accompagnement (...). D'autres instruments financiers, par exemple ceux qui font partie de la Banque européenne d'investissement, devraient être orientés de

(5) Une proposition d'environnementalisme est la « décroissance », une formule avec laquelle la réduction de la production est revendiquée. Quelque chose d'aussi absurde que de revendiquer la croissance en soi. En Grèce, la baisse a été telle qu'en 2013, le PIB était inférieur de 26,8 % à celui de 2007 et, même en 2019, il était encore inférieur de 23,5 %. Pour la Bosnie, la baisse était encore plus élevée (79,3 % entre 1986 et 1994). Au cours des seize ans et demi de dictature de Pinochet, il y a eu deux des trois plus fortes baisses du XX^e siècle au Chili : 12,9 % en 1975 et 14,1 % en 1982 (baisse de 25,5 % et 21 % pour le secteur industriel). C'est « apparemment absurde » car, de la même manière que la demande de croissance en soi est utilisée pour justifier des baisses de salaires, etc., celui de la diminution sert de couverture pour la fermeture d'activités, pour appliquer des impôts indirects, etc.

manière similaire pour débloquer des analyses de rentabilisation innovantes et de nouvelles solutions pour améliorer la couverture des infrastructures » (6).

C'est pourquoi les institutions du capital soutiennent un Green New Deal, expression qui fait référence au New Deal de Roosevelt durant les années 1930, désormais précédé par l'attrait du vert :

« Toute réponse à la prochaine récession devrait contenir le plus grand stimulus vert possible. Des investissements publics accrus dans les infrastructures vertes sont nécessaires immédiatement, et tout stimulus doit s'ajouter aux dépenses d'infrastructures publiques prévues pour les années normales de sortie de récession » (7).

Surtout, compte tenu de l'impact social de la crise,

« la prochaine récession verra un déficit d'investissement, ainsi que des millions de chômeurs qui ont un besoin urgent d'un emploi, auquel un Green New Deal peut remédier d'une manière transformatrice générationnelle » (8).

Les implications de son financement sont écartées. Par exemple, dans l'emblématique magazine économique *Forbes* :

« Le gouvernement va demander plus de prêts, mais cela ne doit pas nous inquiéter (...), il n'y a pas de danger d'emballlement de la spirale de l'endettement » (9).

Même si les difficultés existantes ne peuvent être cachées, tout d'abord du point de vue de l'absence de relance, comme le reconnaît le Roosevelt Institute :

« La reprise depuis 2009 est, en un sens, une illusion d'optique. La production reste 15 % inférieure à la tendance d'avant la récession, un écart plus important qu'au creux de la récession » (10).

Un Green New Deal pourrait-il résoudre quelque chose ? L'article susmentionné dans *La Vérité* sur le plan Biden explique pourquoi ce n'est pas possible. Dans le capitalisme, les choses n'arrivent pas par hasard, mais sont le résultat du déroulement historique des lois qui le régissent. Dans sa phase impérialiste, les tensions sur les forces productives s'accroissent, se matérialisant par des épisodes de forte destruction de celles-ci, comme des crises ou des guerres. Et, surtout, la dévalorisation de sa principale composante, qui est la force de travail. Les cinquante dernières années sont dominées par une systématisation croissante de sa destruction, qui se produit aussi en relation avec les ressources naturelles, avec le milieu naturel.

C'est la conséquence de la survie du capitalisme : il n'est pas réformable parce que les problèmes ne viennent pas de l'application d'une certaine politique économique, mais font inévitablement partie de sa performance. Dès lors, comme il n'y a pas de réforme possible, l'illusion d'une « transition écologique » a le même caractère réactionnaire qui caractérise tout réformisme.

Les possibilités matérielles qu'apporte le travail ne peuvent se traduire par des conditions de vie décentes pour l'ensemble de la population que si l'organisation politique indépendante de la classe exploitée lui permet d'imposer une solution vraiment digne de ce nom : celle qui met les ressources disponibles au service de tous, à commencer par l'expropriation des expropriateurs. C'est-à-dire l'abolition de la propriété privée des moyens de production, qui ne peut être qu'une source de destruction économique et de régression sociale, d'une barbarie chaque fois majeure :

« Il faut qu'ils comprennent (*les ouvriers*) que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la reconstruction économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur "*Un salaire équitable pour une journée de travail équitable*", ils devraient inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire "*Abolition du salariat*" » (11).

Xabier Arrizabalo
2 septembre 2021

(6) Consultable sur : https://www.acea.auto/files/Joint_call_to_action-ACEA_Eurelectric_TE.pdf.

(7) Consultable sur : <https://neweconomics.org/2020/01/the-government-should-plan-to-spend-at-least-2-3-of-gdp-on-a-green-fiscal-response-to-the-prochaine-recession>. La New Economics Foundation se définit comme guidée par trois missions : un nouvel accord social, un New Deal vert et « l'économie démocratique ».

(8) Mike Konczal, « Le Green New Deal est bon pour la planète — et le Parti démocrate », 19 décembre 2018, consultable sur : <https://www.thenation.com/article/archive/democrats-green-new-deal/>.

(9) Marc Paul, « The Economic Case for the Green New Deal », 20 février 2019, dans www.forbes.com/sites/washingtonbytes/2019/02/20/the-economic-case-for-the-green-new-deal/?sh=33387e854c84

(10) JW Mason, (2017) « Quelle récupération ? Les arguments en faveur d'une politique expansionniste continue de la Fed », consultable sur : <https://rooseveltinstitute.org/publications/what-recovery-expansionary-policy-federal-reserve/>.

(11) Karl Marx, *Salaire, prix et profit* (1865), éd. Sélis, 2009, page 68.

L'Amazonie et le Pantanal : la déforestation au service du capital financier international

AU cours de la seule année 2020, le Brésil a subi l'un des plus intenses processus de destruction de son environnement naturel. Des images de déforestations et de brûlis ont fait le tour du monde et ont révélé l'intensité de cette destruction, dont une partie est irréversible.

L'Amazonie et le Pantanal ont été les régions les plus touchées, ce dernier biome ayant subi des incendies qui ont atteint 26 % de sa superficie totale, selon l'étude du Laboratoire d'applications de satellites environnementaux (LASA) de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ).

Une végétation brûlée, des animaux et des oiseaux morts, des rivières asséchées et une fumée intense ont marqué le paysage de ces deux biomes.

Entre les mois de juillet et d'octobre, le quotidien des bulletins d'information montrait l'intensité de la destruction et beaucoup se demandaient : comment cela est-il possible ?

Pour comprendre ce qui est en train de se produire en Amazonie et dans le Pantanal, il est nécessaire de comprendre le processus d'occupation récente de ces régions.

Celle de l'Amazonie a été marquée par la combinaison de deux facteurs : une occupation illégale intense des terres publiques (y compris les terres indigènes et celles des communautés traditionnelles) et une déprédation environnementale intense.

Ce processus s'est intensifié durant la dictature militaire (1964-1985) et s'est traduit par l'expression « *integrar para ne pas livrer* » (1), qui résumait une prétendue menace extérieure sur la région amazonienne afin de justifier son occupation immédiate.

Dans ce processus, une grande partie du territoire des actuels États de Rondônia, Acre et Roraima, du nord du Mato Grosso, du sud-ouest du Pará, du Tocantins et de l'ouest des États de Maranhão et de Piauí a été ouverte. Les populations indigènes qui vivaient sur le territoire de ces États ont été progressivement réunies dans des réserves. Les communautés traditionnelles ont été ignorées.

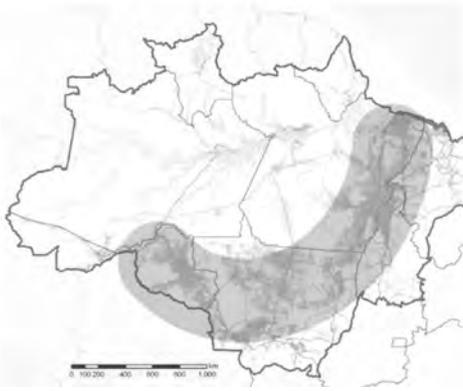
Pour encourager cette occupation, des incitations fiscales et des financements ont été offerts pour des projets d'élevage à grande échelle et pour la création de villages agricoles pour les petits propriétaires. En général, les villages agricoles étaient enserrés dans de grands projets d'extraction de bois, la forêt étant ensuite abattue, remplacée par des pâturages destinés à l'élevage de troupeaux de bovins dans de grands domaines. Les villages agricoles sont devenus des fournisseurs de main-d'œuvre pour les grands propriétaires terriens, qui souvent utilisaient les travailleurs dans des conditions analogues à l'esclavage.

Pour faciliter cette occupation, de grandes autoroutes ont été tracées dans la région, en particulier la Transamazonienne, la route Cuiabá-Santarém et la BR 158 (2), qui sont devenues les axes de cette occupation et de la dégradation du sud de l'Amazonie, sur le territoire en forme d'arc qui va de l'État du Maranhão à l'État de Rondônia, en passant par le Tocantins, le sud du Pará, le nord du Mato Grosso et le sud de

(1) En portugais : « *integrar para não entregar* » — *integrar* signifie « livrer », « donner » (*Ndt*).

(2) BR-158 : route fédérale de 3 946 km qui traverse le Brésil du nord au sud.

l'Amazonie. Ce territoire est connu sous le nom d'« Arc de la déforestation » ou « Arc de feu », car il se caractérise par d'intenses brûlis de la forêt, réalisés par de grands propriétaires terriens qui brûlent la forêt déjà abattue par des machines et défrichent la terre pour planter les pâturages destinés à l'élevage du bétail. Il en est ainsi depuis les années 1970, et cela s'est intensifié depuis les années 2000 jusqu'à nos jours.



Limites de l'Amazonie légale brésilienne et de la distribution spatiale de la déforestation, notamment sur l'« Arc de la déforestation » (d'après *Brésil 2008*) (Source : Gabriel Henrique Lui et Sílvia Maria Guerra Molina, « Ocupação humana e transformação nas paisagens da Amazônia brasileira », *Amazônica*, V. 1, 2009, pages 200 à 228).

Comme l'élevage de bétail augmentait dans cette région, cela s'est accompagné de la croissance des chambres froides pour l'abattage des bovins, de la présence d'entreprises comme JBS, Marfrig, Minerva et BRF, qui se consacrent également à l'élevage de bovins dans des exploitations situées près de leurs unités d'abattage.

Tout ce processus s'est intensifié quand la région du sud de l'Amazonie a subi la pression de l'expansion des plantations de soja, de maïs et de coton dans le centre-nord du Mato Grosso et le sud de Goiás, sur des terres précédemment utilisées pour l'élevage du bétail ou la production de riz et de haricots destinés à la consommation populaire. Ce qui a contribué à ce processus, c'est la transformation du soja, du maïs et du coton en matières premières (3), c'est-à-dire en produits de grande valeur sur le marché international, avec leurs prix cotés à la Bourse de Chicago et leur commercialisation contrôlée par des multina-

tionales telles que Cargill, Bunge, ADM et Louis Dreyfus, et secondées par des entreprises brésiliennes qui sont passées de la production à la commercialisation, comme Amaggi. Aux côtés de ces entreprises, on trouve des multinationales qui fournissent des semences et des pesticides, telles que Monsanto et BASF.

La combinaison de la valorisation de ces matières premières sur le marché international, résultant de l'augmentation accélérée des importations de la Chine et de l'Europe à partir des années 1990, et, plus récemment, de l'appréciation du taux de change, valorise les terres ouvertes antérieurement et augmente la pression pour l'ouverture de nouvelles zones en Amazonie et dans les régions des fleuves formant le bassin du Paraguay, fleuve qui alimente le Pantanal.

En outre, l'« Arc de la déforestation » se déplace du sud vers le nord en direction du cœur de l'Amazonie, dans un mouvement constant et en intégrant toujours de nouvelles terres, ce qui laisse une empreinte de destruction environnementale, stimule la croissance des grandes propriétés en faisant pression sur la population indigène et les communautés traditionnelles.

Pour compléter les facteurs qui encouragent le développement de la production de matières premières, en 1996 a été adoptée la loi Kandir (en hommage au député fédéral qui avait proposé cette loi), sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), au bénéfice des grands propriétaires terriens qui ont pu payer moins d'impôts et obtenir plus de profits en stimulant l'expansion des plantations, de la déforestation et des brûlis.

Directement liée au capital financier et soumise à celui-ci, l'industrie agro-alimentaire combine les connaissances techniques les plus avancées, qui se traduisent par une augmentation constante de la productivité dans la production du soja, du maïs et du coton (selon le département de l'Agriculture des Etats-Unis, le Brésil occupe la deuxième place en termes de productivité pour les matières premières agricoles), et

(3) Le texte portugais utilise le terme « *commodities* », traduit ici par « *matières premières* ». Le terme de « *commodities* » est utilisé à plusieurs reprises dans le texte original. Dans certains cas, il pourrait aussi se traduire par « *produits de base* » (Ndt, Ndlr).

par une croissance de la pauvreté de la population environnante.

Sous les gouvernements du Parti des travailleurs (2002-2016), il n'y a pas eu de changement significatif dans l'avancée de l'industrie agro-alimentaire, même si des mesures ont été prises pour établir un certain type de contrôle sur ses effets, comme la création des organismes publics de surveillance et des améliorations dans la législation environnementale du pays.

Différents projets ont alors vu le jour en soutien à l'industrie agro-alimentaire et pour répondre à ses revendications de manque d'infrastructures pour faciliter la production de matières premières agricoles dans la région, notamment l'asphaltage des autoroutes Cuiabá-Santarém et BR 158, ainsi que différents tracés ferroviaires.

Les relations des gouvernements du PT avec l'industrie agro-alimentaire ont fait qu'en 2016, le coup d'Etat contre la présidente Dilma Rousseff (PT) a placé au ministère de l'Agriculture le grand propriétaire terrien Blairo Maggi, le plus grand producteur de soja du pays. Blairo Maggi s'est rangé aux côtés du putschiste Michel Temer et est resté au ministère jusqu'à la fin du gouvernement putschiste, recevant en récompense l'autorisation d'exploiter sa banque (Banco Maggi) pour les transactions entre l'industrie agro-alimentaire et le système financier international.

Après le putsch de 2016, qui a bénéficié d'un soutien important de l'industrie agro-alimentaire, la situation est devenue toujours plus favorable aux grands propriétaires terriens. Au-delà des avantages de la législation du travail que les contre-réformes de Michel Temer ont apportés, l'assouplissement de la législation environnementale, le démantèlement des organes de surveillance et les bénéfices fiscaux ont signifié aux grands propriétaires terriens qu'ils pourraient poursuivre dans l'appropriation des terres publiques, dans la déforestation et dans les brûlis.

Pendant la campagne présidentielle de 2018, les grands propriétaires terriens ont massivement soutenu la candidature de Jair Bolsonaro et en ont été récompensés.

Lors de la réunion ministérielle du 22 avril 2020, alors que la pandémie de Covid commençait son avancée mortelle sur le pays, le ministre de l'Environnement d'alors, Ricardo Salles, a résumé en une phrase qui est restée célèbre la politique du

gouvernement Bolsonaro pour ce secteur : profiter de la pandémie pour faire « passer en force » la déréglementation de la législation environnementale. Cela a été le signal pour que les grands propriétaires terriens augmentent encore plus la déforestation et les brûlis.

On en connaît le résultat : l'Amazonie et le Pantanal se sont enflammés comme cela ne s'était jamais produit au Brésil.

L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE DÉTRUIT L'ENVIRONNEMENT ET PROVOQUE LA FAIM

En 2020, en pleine aggravation de la crise créée par la pandémie, le produit intérieur brut (PIB) de l'industrie agro-alimentaire a connu une croissance de 24,31 %, devenant la seule activité économique en croissance au Brésil. L'exploitation de maïs, de soja et de canne à sucre pour la production de l'éthanol a assuré les profits recherchés par le Fonds monétaire international. Mais même ainsi, ce succès économique dans les campagnes n'a pas été suffisant pour éviter le retour de la faim, problème qui touche des millions de Brésiliens et que l'ONU avait déclaré éradiquée sous les gouvernements du PT (2003-2016).

A présent, en 2021, l'insécurité alimentaire touche déjà 116 millions de Brésiliens, soit près de 50 % de la population du pays (4).

Pour l'agronome Paulo Petersen, de l'Articulation nationale d'agro-écologie (ANA), le fait que le Brésil soit le champion dans la production de céréales et que presque la moitié de sa population connaisse l'insécurité alimentaire n'est pas un paradoxe dans la mesure où la production agricole brésilienne n'est pas tournée vers la production de denrées alimentaires, mais plutôt de matières premières. A titre d'exemple, en 2020, 89 % de l'ensemble de la production céréalière du Brésil a été constituée de maïs et de soja.

Avec la monnaie brésilienne dévaluée, des produits qui sont cotés en dollars ou qui peuvent être exportés sont en hausse sur le marché, tels que le soja, le maïs, la

(4) Consultable sur le site : <http://olheparaafome.com.br/>

viande bovine, mais également le bois, très abondant sur tout le territoire de l'Amazonie et du Pantanal.

Déjà, les cultures du riz et du haricot rouge, qui sont à la base de l'alimentation du Brésil, moins rentables que les matières premières, ont connu un recul de leur production et déjà, l'an dernier, le Brésil a dû importer ces éléments du panier alimentaire de base, pour lesquels il était auparavant autosuffisant.

Cela permet de comprendre pourquoi l'Amazonie, qui est l'Etat du Brésil le plus important en superficie, voit la moitié de sa population souffrir de la faim, et le Mato Grosso, Etat qui est l'emblème de l'industrie agro-alimentaire du Brésil, producteur céréalier le plus important et détenteur du plus grand cheptel bovin au monde, est marqué par des scènes où l'on voit des travailleurs faisant la queue pour des morceaux d'os de bœuf jetés par les détaillants locaux.

LE CAPITALISME NE PEUT PAS ÊTRE HUMANISÉ ET PROVOQUE UNE DESTRUCTION CROISSANTE DE L'ENVIRONNEMENT

Lorsque nous analysons ces événements récents, nous devons les relier au processus de décomposition du régime de la propriété privée des grands moyens de production, de son croissant caractère prédateur et destructeur des forces productives, parmi lesquelles il y a les richesses naturelles, au profit du marché financier et ses agents dans les pays, comme l'industrie agro-alimentaire, et contre les intérêts des peuples.

Ce n'est pas une coïncidence si la dévastation de l'Amazonie et du Pantanal dans la période récente s'est développée en relation avec la crise financière qui a débuté en 2008, qui exige de plus en plus la mise en œuvre de politiques répondant aux intérêts de l'industrie agro-alimentaire.

Parmi ces politiques, il y a la déréglementation de la législation environnementale, le démantèlement des organes de surveillance et le transfert vers les entreprises privées de secteurs lucratifs liés à l'exploitation de la nature, comme c'est le cas pour l'extraction du bois.

Nous pouvons ainsi comprendre pourquoi l'industrie agro-alimentaire soutient la

réforme administrative du gouvernement Bolsonaro actuellement à l'ordre du jour au Congrès national du Brésil.

Face à ce contexte extrêmement difficile pour les travailleurs et pour les peuples, de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et différents courants politiques prennent position contre cette destruction environnementale en affirmant qu'« *un autre monde est possible* », en proposant des issues pour la question environnementale sans mettre au centre du débat la nécessité de la rupture avec l'ordre capitaliste. A l'inverse, ils proposent un ordre capitaliste humanisé, qui respecte les richesses environnementales et les exploite de manière « durable » tout en encourageant une « consommation responsable » des ressources naturelles, comme si cela était possible au stade actuel de développement du capitalisme.

Certaines de ces ONG, comme le WWF (5), concluent des accords avec de grands propriétaires terriens afin qu'ils essaient « de donner l'exemple » sur la façon dont les ressources naturelles devraient être utilisées, ou établissent des partenariats avec les grands propriétaires terriens de l'industrie agro-alimentaire afin qu'ils adoptent de « bonnes pratiques agricoles ». Ils obtiennent pour cela le soutien de gouvernements et de grandes entreprises internationales.

Autre exemple de ces propositions : le « *Plan de reconstruction et de transformation du Brésil* » du Parti des travailleurs, lancé en 2020, dont le sous-titre est « *Il faut un autre monde, un autre Brésil est nécessaire* ». Dans le chapitre intitulé « *Développement durable et transition écologique pour une nouvelle société du XXI^e siècle* », ce plan explique :

« Par nature structurante et stratégique, la transition écologique doit imprégner et guider l'ensemble des politiques sectorielles en induisant des transformations dans le mode de production et de consommation actuel, dans les bases techniques de la société et dans les dispositifs institutionnels de propriété qui assurent l'appropriation équitable et collective des richesses produites. Il s'agit d'un processus profond et systémique qui a déjà commencé dans divers secteurs de l'économie, mais toujours sous la forte

(5) World Wide Fund for Nature (WWF), Fonds mondial pour la nature, ONG créée en 1961 se réclamant de la protection de l'environnement et du développement durable.

hégémonie des intérêts privés du capital. Cependant, des mesures sont également nécessaires pour modifier, à long terme, l'économie, le processus de production, l'utilisation de l'énergie, les relations avec la nature, la fourniture de biens essentiels et la création d'une société plus harmonieuse avec la planète et avec moins d'inégalités. »

Autrement dit, face à la crise brutale vécue par le capitalisme, dont les effets sur l'environnement se traduisent par le processus le plus total d'extraction des richesses naturelles marqué par un caractère prédateur et destructeur, le plan présenté par la direction du PT ne fait effectivement pas autre chose que de tenter d'humaniser un processus qui est nécessairement inhumain. Il tente de réguler un processus dont les capitalistes exigent qu'il écarte toute réglementation et qu'il libère toutes les possibilités d'extraction de richesses, sans se soucier de ses conséquences présentes ou futures.

Le résultat de cette politique qui tente de donner un visage humain au capitalisme qui détruit la nature, qui déboise, qui brûle, qui gorge les plantations de pesticides, comme il le fait en Amazonie, ou qui provoque des crises hydrologiques et des incendies comme ceux actuellement vécus dans le Pantanal, revient à créer l'illusion que nous pouvons coexister avec les agents du capital et avec leurs intérêts, qui peuvent prétendument être contrôlés et limités. On crée l'illusion d'un capitalisme civilisé, vivant en harmonie avec la nature.

La lutte contre la destruction des forces productives, que la crise brutale du capitalisme développe, se traduit également dans la défense de l'environnement et sa préservation comme une richesse de tout le peuple, qui doit être sauvegardé au profit de l'actuelle et des futures générations. Pour ce faire, nous devons mettre au centre du combat la défense des instruments permettant d'arrêter effectivement cette destruction environnementale comme la déforestation et les brûlis.

Cela passe par la lutte pour ouvrir la voie à la fin du régime de la propriété privée des grands moyens de production, en construisant la plus large unité des travailleurs et du peuple dans les luttes pour de nouvelles institutions qui soient en accord avec les intérêts de la majorité du peuple, régulant l'utilisation des ressources naturelles au profit de cette majorité, réorganisant la production agricole du pays en ouvrant la voie à la réforme agraire, et pour la production de denrées alimentaires consommées par la population. Sur ce terrain aussi, seul le peuple sauvera le peuple, c'est-à-dire que seul le peuple, ses luttes et son organisation indépendante sauveront la nature de la rage destructrice que le capitalisme provoque dans sa phase actuelle.

Domingos Sávio, Gustavo Passaneli

5 septembre 2021



Couvertures des cinq derniers numéros de *La Vérité*
édités simultanément en cinq langues :
en anglais (n° 108), en portugais (n° 107),
en espagnol (n° 106), en allemand (n° 105) et en français (n° 104).

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

